

ARMÉE DE LIBÉRATION

Ouragan dans
le désert

MÉMOIRES

La Marche verte
selon Hassan II

MAROC - ÉTATS-UNIS

Les dessous de la
reconnaissance américaine

TELQUEL

NOVEMBRE 2025

HORS-SÉRIE



DOCUMENT

70 ANS DE LUTTE POUR LE SAHARA

De M'hamid El Ghizlane en 1958 au Plan d'autonomie, en passant par la Marche verte, découvrez l'histoire fascinante d'une lutte ininterrompue pour l'intégrité territoriale du Maroc. Trois rois. Trois époques. Une seule et même cause.



DEEPAL

www.deepal.ma



GO DEEP.

PHOTOGRAPH BY [unreadable]

Persévérance et continuité

L

e 25 novembre 1958. Debout, sur une place au centre de la petite bourgade de M'hamid El Ghizlane, aux portes du Sahara, le roi Mohammed V prononce un discours mémorable. L'épopée de l'Armée de libération du Sud vient de s'achever quelques mois auparavant avec l'Opération Écouvillon, menée conjointement par les troupes françaises et espagnoles. Mais le Souverain est là pour rappeler une évidence historique : le Maroc poursuivra sa lutte pour le retour du Sahara à la mère-patrie. Il réaffirme alors les liens indéfectibles entre ses prédécesseurs et les populations, et martèle la continuité d'histoire et de destin commun qui unit le Maroc et son Sahara.

Le 16 octobre 1975. Depuis le palais royal d'Agadir, le roi Hassan II annonce l'organisation de la Marche verte. Face à l'intransigeance du régime de Franco et aux manœuvres de l'Algérie, le souverain décide d'envoyer 350 000 volontaires marocains pour unir le pays et récupérer le Sahara. L'initiative est audacieuse et non exempte de risques, mais Hassan II réussit son pari. Les Accords de Madrid sont signés le 14 novembre 1975, permettant au royaume de retrouver cette partie essentielle de son territoire.

Le 31 octobre 2025. Le roi Mohammed VI adresse un discours marquant au peuple marocain. Il s'agit d'une réaction du souverain à la résolution du Conseil de sécurité, consacrant le plan marocain d'autonomie, comme la solution la plus réaliste et la plus viable au conflit du Sahara. Loin de tout triomphalisme, le roi se réjouit de cette victoire diplomatique majeure pour le Maroc et tend la main aux ad-

versaires pour écrire une nouvelle page. La résolution du Conseil de sécurité est l'aboutissement d'un travail méthodique et patient de la part du Maroc pour convaincre la communauté internationale du bien-fondé et de la crédibilité de son plan d'autonomie.

Entre ces trois dates, une continuité historique est frappante. Le Maroc a toujours été constant et sincère dans son attachement au Sahara. Il ne s'agit ni d'une *"lubie annexionniste"*, comme on la décrivait dans les années 1970, ni d'un simple entêtement dicté par une rivalité régionale.

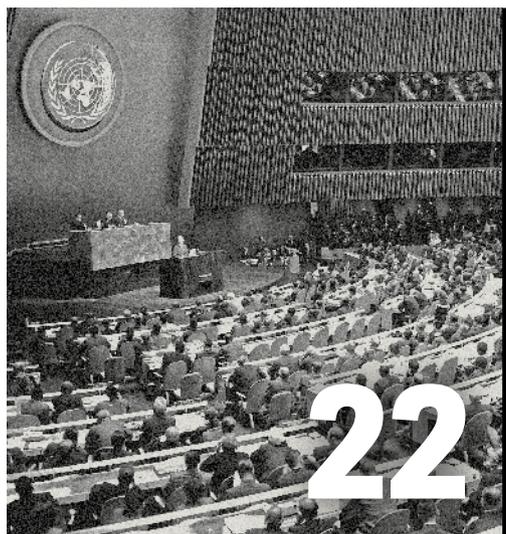
L'Histoire du royaume est intimement liée à celle de son Sahara. Des dynasties fondatrices, comme les Almoravides, sont originaires de cette région du vieil empire chérifien. Des mouvements de résistance emblématiques, tel celui de Cheikh Ma El Aïnine au début du XX^e siècle, ont combattu les armées coloniales de Smara à Tiznit. De même, l'Armée de libération du Sud a poursuivi sa lutte armée au Sahara, car elle considérait que l'indépendance du Maroc ne serait pas totale tant que cette partie de son territoire ne serait pas libérée.

Dans ce hors-série, nous racontons à nos lecteurs l'histoire d'une lutte constante pour l'unité et l'intégrité du pays. Un combat mené par tous les moyens légitimes dont le Maroc a disposé : les armes, la mobilisation populaire et, enfin, la diplomatie. Face aux défis et aux rapports de force qui lui étaient parfois défavorables, le Maroc n'a jamais renoncé à cette quête d'unité territoriale. Une question de persévérance et de continuité.



Abdellah Tourabi

SOMMAIRE



DIPLOMATIE

La bataille de l'ONU

De la Résolution 1514 à la proposition d'autonomie faite par le Maroc, revivrez comment la question du Sahara devient un enjeu international et diplomatique majeur dans les années 1960.

LES ORIGINES

08 HISTOIRE

Un territoire tant convoité par les Européens

12 GUERRE

Une résistance indomptable

14 ARMÉE DE LIBÉRATION

Ouragan dans le désert

22 DIPLOMATIE

La bataille de l'ONU

24 INTERVIEW

“La Marche verte a ravivé un sentiment puissant et uni toutes les composantes de la nation”

LA MARCHÉ DE L'HISTOIRE

32 MAGHREB

Boumédiène, Hassan II et le Sahara

36 ESPAGNE

La longue agonie de Franco

38 CONFLIT

Les mois décisifs

44 MÉMOIRES

La Marche verte selon Hassan II

48 RÉVÉLATIONS

Kissinger et le Maroc

52 RÉVÉLATIONS

Un diplomate à Madrid

54 TÉMOIGNAGES

Ils ont participé à la Marche Verte

60 MÉMOIRES

Un historien en marche

62 ALBUM

Les photos de la gloire

LA NOUVELLE DYNAMIQUE

68 DÉVELOPPEMENT

Un rapport du CESE qui a fait date

70 DÉVELOPPEMENT

Des indicateurs encourageants

72 DOCUMENT

Initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie pour la région du Sahara

74 MAROC - ÉTATS-UNIS

Les dessous de la reconnaissance américaine

80 MAROC - FRANCE

Souveraineté : le “game changer”

86 MAROC - ROYAUME-UNI

Comment la diplomatie marocaine a séduit Westminster

92 DU REJET À LA RÉCONCILIATION

Comment le Maroc a transformé la crise espagnole en victoire

96 CHANTIERS

Le nouveau visage du Sahara



HORS-SÉRIE SAHARA 2025 - marcheverte.telquel.ma

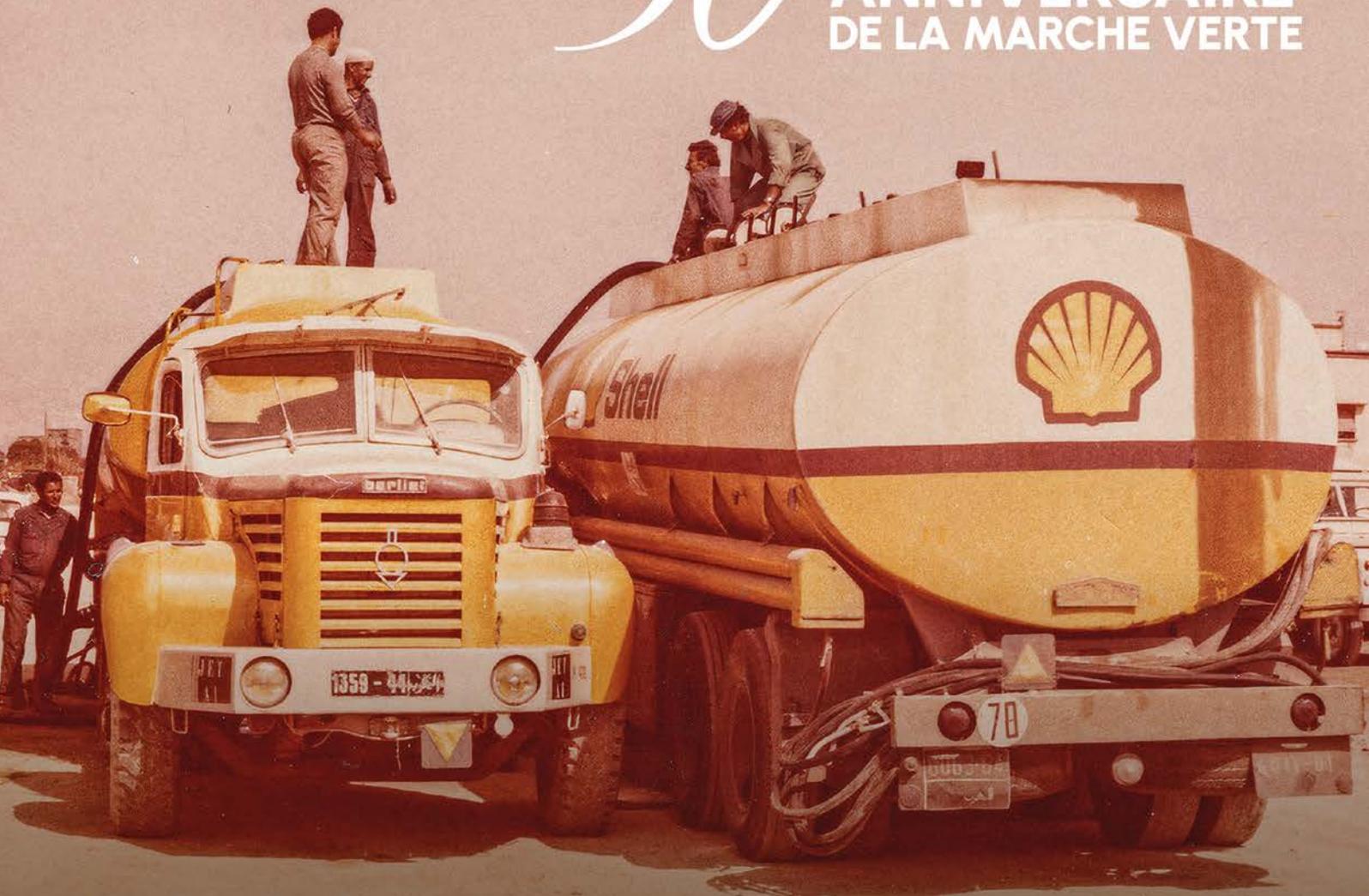
Directeur du projet : Rachid Jankari - Rédacteur en chef : Abdellah Tourabi, Zakaria Choukrallah

Senior account manager : Yassine Hamdino - Direction Artistique : Wassim Wahid

Correction : Abdelmoula Arafa - CTP et impression : Les Imprimeries du Matin

Directeur de la publication : Yassine Majdi

50^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA MARCHÉ VERTE



50 années après la Marche Verte, notre énergie continue d'accompagner celle du Maroc.

Vivo Energy Maroc rend hommage à cet élan fondateur qui a forgé l'unité et la fierté d'un peuple.

Fidèle à cette dynamique, nous accompagnons le Maroc dans sa trajectoire de développement, en mettant notre énergie au service de son progrès et de son rayonnement collectif.

Vivo Energy Maroc, insuffler l'énergie d'un Maroc qui avance.



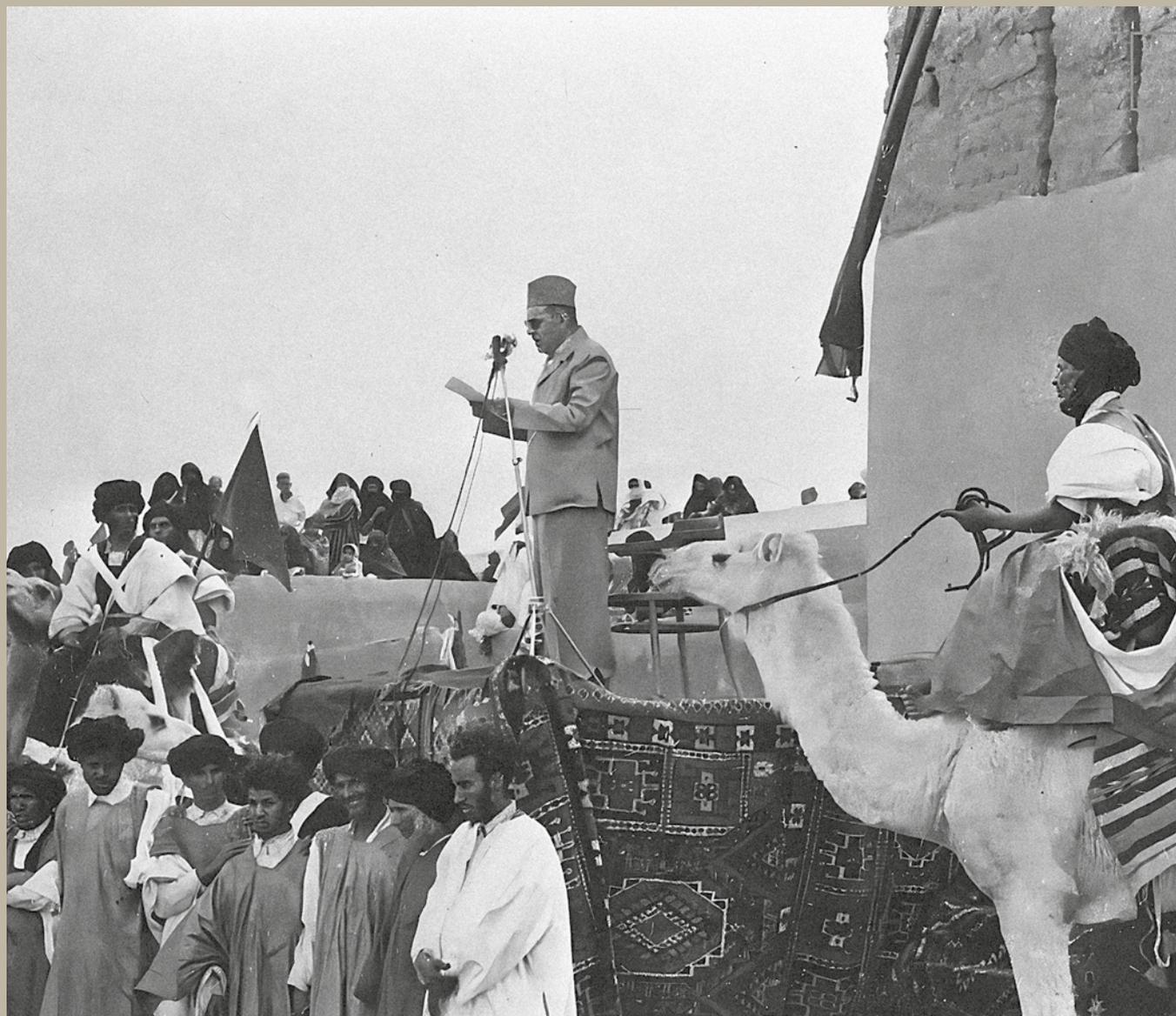


En commémoration du 50e anniversaire de la Glorieuse Marche Verte

Le Directeur Général du Groupe Edito (Sapress-Sochepress) ainsi que l'ensemble du Personnel ont l'insigne honneur de présenter leurs vœux le plus déferents de santé, de prospérité et de longue vie

**à Sa Majesté le Roi Mohammed VI,
Que Dieu l'Assiste**

Puisse le Tout-Puissant préserver le Souverain, et le combler en les Personnes de SAR le Prince Héritier **Moulay El Hassan**, de SAR la Princesse **Lalla Khadija**, de SAR le Prince **Moulay Rachid** et l'ensemble des Membres de l'illustre **Famille Royale**.



LES ORIGINES



08 HISTOIRE

Un territoire tant convoité par les Européens

12 GUERRE

Une résistance indomptable

14 ARMÉE DE LIBÉRATION

Ouragan dans le désert

22 DIPLOMATIE

La bataille de l'ONU

24 INTERVIEW

“La Marche verte a ravivé un sentiment puissant et uni toutes les composantes de la nation”

HISTOIRE

Un territoire tant convoité par les Européens

Durant des siècles, l'Espagne, le Portugal, la France et la Grande-Bretagne lorgnaient ce territoire historiquement lié au Maroc. Les projets coloniaux ont fini par influencer durablement l'histoire et l'avenir du Sahara.

En 1375, Abraham Cresques, un géographe juif originaire de Majorque, a élaboré, avec l'aide de son fils Jehuda Cresques, l'*Atlas Catalan*. Ce chef-d'œuvre de cartographie, composé de parchemins fixés sur des panneaux en bois, est aujourd'hui conservé à la Bibliothèque nationale de France. Cette carte décrivait le monde connu à l'époque, incluant les circuits et les ports maritimes, mais elle intégrait également des éléments fantaisistes, nés de l'imagination des voyageurs et explorateurs européens. Parmi les feuillets de l'*Atlas Catalan*, on trouve une description du voyage de Jaume Ferrer, un marin espagnol qui mena une expédition de Majorque vers le sud du Maroc, à la recherche de la mythique Rio De Oro (la Rivière d'Or), une région réputée riche en métaux précieux et en ressources naturelles. Bien que le destin de l'expédition de Jaume Ferrer

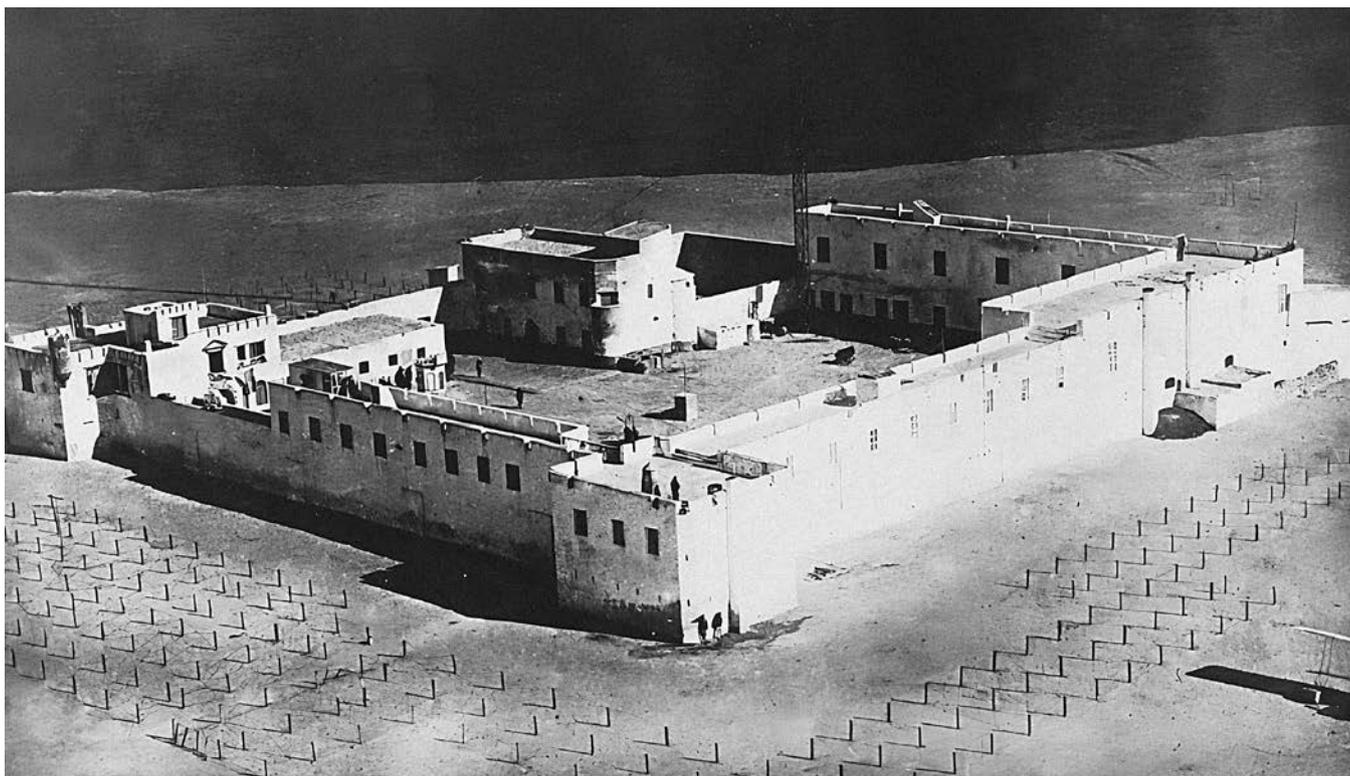
reste largement inconnu, son évocation dans l'*Atlas Catalan* reflète la perception européenne, notamment ibérique, de la région du Sahara occidental. Cette vision éclaire les motivations qui ont conduit les puissances européennes à occuper cette terre et à la déconnecter de son ancrage historique et politique, caractérisé par des liens indéfectibles avec le Maroc. Les ambitions de ces puissances (Espagne, France, Portugal et Grande-Bretagne) ont profondément marqué l'histoire de cette région et eu un impact durable sur son avenir.

● Les frères ennemis ibériques

Durant le XV^e siècle, l'Espagne et le Portugal étaient deux puissances maritimes rivales. Leurs flottes déployaient une énergie considérable pour conquérir de nouveaux territoires, animées par un mélange de ferveur religieuse et de cupidité commerciale. L'objectif était d'enrichir les trésors des deux royaumes et de ramener de nouveaux fidèles au sein de l'Église catholique. À cette époque, le Cap Bojador (aujourd'hui Boujdour) était synonyme de peur et d'appréhension pour les marins. Aucun bateau n'osait s'en approcher, car il incarnait le début de "la mer des ténèbres" et l'aborder était perçu comme un voyage vers l'inconnu.

Cependant, en 1434, les Portugais décident de s'attaquer au Cap Bojador, en envoyant une expédition dirigée par le navigateur Gil Eannes. Ce dernier de-





© ARCHIVES NATIONALES DU SÉNÉGAL

● Le conflit des ambitions coloniales

En 1844, la bataille d'Isly, marquée par une terrible défaite de l'armée du sultan Moulay Abderrahmane face aux troupes coloniales françaises, précipita le cours de l'Histoire. L'empire chérifien, alors en phase de déclin, apparut comme un nouveau terrain de conquête pour les puissances occidentales. L'Espagne attaqua le nord du Maroc et remporta une victoire militaire en 1860, connue sous le nom de la bataille de Tétouan. Le projet espagnol de s'emparer du Sahara retrouva alors vie.

La perte progressive des colonies espagnoles en Amérique latine au début du XIXe siècle avait créé un profond traumatisme chez une grande partie des nationalistes espagnols. La promesse de conquérir de nouvelles colonies sur le territoire marocain représentait une occasion de retrouver une fierté perdue, mais également des ressources naturelles et humaines à exploiter.

Sous prétexte d'exploration géographique, des lobbies économiques et nationalistes s'organisèrent pour pousser le pouvoir central à Madrid à installer des colonies dans la région du Sahara et à les soumettre sous autorité espagnole. Sous la pression de ce lobby, un décret royal plaça en 1884 toute la côte allant de Boujdour à Cap Blanc (où se trouve

actuellement la ville de Nouadhibou) sous la responsabilité administrative de Madrid. Dakhla (baptisée Villa Cisneros, du nom d'un cardinal et grand inquisiteur du XVe siècle) fut transformée en garnison militaire espagnole.

La fervente activité coloniale espagnole dans le Sahara s'expliquait également par l'arrivée de nouveaux prétendants impérialistes. Ainsi, la Grande-Bretagne montra son intérêt pour le Sahara en envoyant un ingénieur écossais, Donald Mackenzie, pour explorer le Cap Juby (une bande côtière incluant Tarfaya). Le sultan Moulay Hassan s'opposa fermement au projet de Mackenzie, considérant que les agissements de ce dernier empiétaient sur sa souveraineté. Mais malgré les avertissements du sultan, l'ingénieur écossais installa un comptoir commercial et fit construire une forteresse à Cap

Le fort de Villa Cisneros (Dakhla), construit par les Espagnols au Sahara.

Les ambitions des puissances européennes ont profondément marqué l'histoire de cette région et ont eu un impact durable sur son avenir



Mission "scientifique" espagnole à Rio de Oro, mai 1886.

© BIBLIOTHÈQUE NATIONALE D'ESPAGNE

Juby en 1879. Mackenzie entretenait le rêve de construire un canal maritime allant de l'océan Atlantique vers le centre du continent africain. Le sultan envoya alors une campagne militaire qui détruisit les installations de l'aventurier britannique, mettant ainsi fin à son projet.

Un accord fut signé en 1895 à travers lequel la Grande-Bretagne reconnut la souveraineté du sultan sur le territoire comprenant Oued Draa et le Cap Bojador. Un document qui sera mis en avant par le Maroc, en 1975, devant la Cour Internationale de Justice, pour affirmer les liens de souveraineté existant entre le Maroc et le Sahara occidental. L'Allemagne et la Belgique montraient également leur intérêt pour la région en voulant y installer des comptoirs commerciaux ou en y envoyant des expéditions, sous couvert de "missions scientifiques". Mais le plus grand rival de l'Espagne dans la région du Sahara fut la France. Présente en Algérie et au Sénégal, la puissance coloniale française estimait

que le Sahara pourrait être un prolongement de son empire. La concurrence entre l'Espagne et la France produira des effets durables sur l'avenir du Sahara, et notamment l'établissement des frontières, dans une région marquée par ses propres spécificités culturelles et humaines.

● La route vers le protectorat

À partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, la France manifeste un intérêt croissant pour le Sahara. Ses deux colonies, en Algérie et au Sénégal, ont servi de base de départ aux expéditions de reconnaissance du Sahara. Des militaires et des scientifiques français traversèrent toute la région et collectèrent des informations précieuses sur la géographie, les tribus et les ressources naturelles du Sahara occidental. L'Espagne observait avec suspicion les agissements français et commençait déjà à chercher un partage des zones d'influence avec Paris. En 1884, la conférence de Berlin tente de répondre aux ambitions des différentes puissances européennes en procédant au partage de l'Afrique entre elles. L'Espagne se vit reconnaître alors son emprise sur une partie du Sahara, entérinant une situation de fait, puisque Madrid avait déjà mis la main sur tout un territoire, allant de Boujdour à Nouadhibou, et dont Dakhla était le centre administratif. Cependant, les frontières entre les territoires sous domination espagnole et française demeureraient mouvantes et floues.

En juin 1900, une convention fut signée à Paris pour délimiter les territoires possédés par les deux pays européens. Pour sécuriser ses colonies en Afrique occidentale, la France s'assura la possession de la vaste région de l'Adrar (Mauritanie) mais également du Cap Blanc, tant convoité par l'Espagne. Deux autres conventions (1902 et 1904) offrirent à Madrid la possibilité d'élargir sa domination vers le nord, en exerçant son influence et son action dans la région de la Seguia El Hamra. Les deux pays européens dépeçaient progressivement le Maroc et le démembraient en régions d'influence, alors que l'empire chérifien était encore un État souverain et indépendant.

Le 30 mars 1912, un traité de protectorat est imposé au Maroc, et le partage du royaume entre Paris et Madrid est achevé. Il est à noter que l'Espagne s'est sentie lésée par ce partage, car elle a perdu le contrôle de Oued Noun, mais aussi de Tindouf, passé sous autorité française, faisant ainsi partie de la colonie algérienne. Un partage dont les effets et les conséquences sont observables jusqu'à nos jours.

GUERRE

Une résistance indomptable

L'histoire de la résistance démontre les liens indéfectibles qui unissent le Sahara et les sultans chérifiens bien avant le protectorat. Des raids de guérilla aux batailles rangées, les tribus et chefs sahraouis ont mené le combat contre la colonisation européenne jusqu'au bout.

Dans la longue Histoire du Maroc, l'ère du protectorat (1912-1956) ne représente qu'une courte parenthèse sur l'échelle millénaire d'une nation si ancienne. Bien que cette période ait laissé des effets indélébiles sur les institutions politiques, l'économie et la société marocaines, elle n'a duré finalement "que" 44 ans. La moitié de ce temps est marquée par la prétendue "pacification", qui est, en réalité, une véritable guerre armée menée sans relâche contre la résistance marocaine. Les batailles contre la présence française (et espagnole) se poursuivent sans discontinuer jusqu'en 1934. Les populations du Sahara ne dérogent pas à cette règle. Dès la fin du XIX^e siècle, les tribus sahraouies mènent des combats acharnés contre les forces étrangères qui pénètrent leur territoire. Au nom du Jihad, de grandes figures religieuses et des chefs de tribus affrontent les troupes coloniales, leur infligeant de terribles pertes. Cette phase de résistance est essentielle pour éclairer les liens profonds et l'allégeance existant entre les habitants du Sahara et les Sultans chérifiens, ainsi que pour comprendre l'écho de la résistance sahraouie sur l'ensemble du territoire marocain.

● L'Épopée de Cheikh Ma El Aïnine

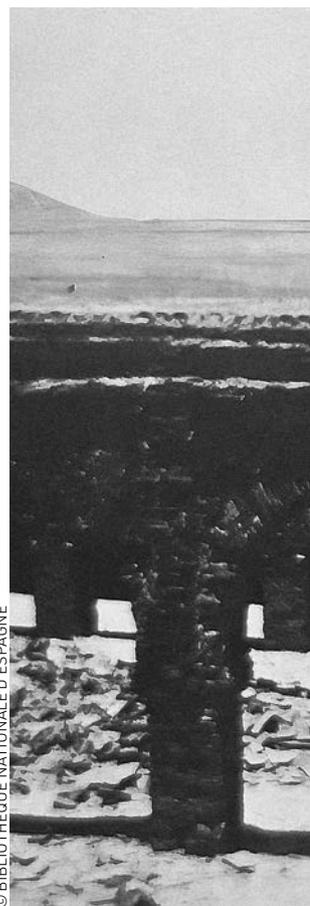
Issu d'une prestigieuse famille d'oulémas et de soufis, et revendiquant une ascendance chérifienne, Sidi Moustapha Ould Cheikh Mohammed Fadel, plus connu sous le nom de Cheikh Ma El Aïnine,

est un personnage hors norme et une figure centrale de la résistance aux projets coloniaux au Maroc. Né vers 1830 aux abords du fleuve Niger, il se distingue rapidement par son érudition et son charisme, ce qui fait de lui une autorité spirituelle et morale incontestée dans une vaste région. Il entretient des relations privilégiées avec les sultans du Maroc. En 1858, il accompagne l'un des fils de Moulay Abderrahman au pèlerinage et est reçu avec les honneurs dus à son prestige par les souverains successifs. Les correspondances entre Moulay Hassan Ier et Ma El Aïnine démontrent clairement que ce dernier agit en tant que Khalifa (représentant) du Sultan sur le territoire du Sahara.

En 1898, Ma El Aïnine fonde la ville de Smara, qui devient non seulement un centre religieux d'envergure, mais aussi la base stratégique des opérations militaires de la résistance sahraouie. En 1904, l'assassinat de Xavier Coppolani, architecte de la politique de pénétration coloniale au Sahara, est attri-

Les troupes françaises, lourdement armées et mieux organisées, affluent de toutes parts pour encercler les groupes de résistants

© BIBLIOTHÈQUE NATIONALE D'ESPAGNE





En 1898, Ma El Aïnine fonde la ville de Smara, qui devient non seulement un centre religieux d'envergure, mais aussi la base stratégique des opérations militaires de la résistance.

bué à l'influence du Cheikh. Cet incident marque un tournant. Le Jihad général est proclamé par Ma El Aïnine avec le soutien du sultan Moulay Abdelaziz, qui lui fait parvenir une aide militaire.

Malgré les nombreuses victoires de la résistance, la réaction française est virulente. À partir de 1908, sous l'autorité du colonel Gouraud, les troupes françaises repoussent progressivement Ma El Aïnine vers le nord. Après des mois de batailles et de raids, le Cheikh abandonne Smara et s'installe à Tiznit en 1910. Du haut de ses 80 ans, il parvient à rallier les tribus berbères et sahraouies et marche sur Fès. Les troupes françaises l'interceptent en juin 1910 dans les plaines de Tadla. Suite à cette défaite, Ma El Aïnine se replie vers Tiznit où il décède trois mois plus tard.

Le flambeau de la résistance est immédiatement repris par son fils, Ahmed El Hiba. Ce dernier, refusant catégoriquement le contenu du Traité de Protectorat signé par Moulay Abdelhafid en 1912, se proclame sultan du pays. Il marche avec une armée de Sahraouis et de Soussis vers Marrakech, dont il s'empare en août 1912. Les dignitaires de la

ville ocre prêtent allégeance à Ahmed El Hiba. Cependant, l'armée française, sous le commandement du colonel Mangin, reprend rapidement les choses en main. El Hiba est battu par les troupes coloniales, mieux armées, lors de la bataille de Sidi Bouothmane, au nord de Marrakech.

Retranché dans son fief dans le Souss, il continue la résistance jusqu'à sa mort en 1919. Les descendants de Cheikh Ma El Aïnine perpétuent ce combat farouche jusqu'en 1934, marquant la fin officielle de la période dite de la "pacification".

● Les derniers barouds d'honneur

La résistance des populations sahraouies n'est pas exclusive à la famille des Ma El Aïnine et à leurs fidèles. D'autres tribus et personnalités s'illustrent dans le combat contre les troupes françaises, installées en Mauritanie et en Algérie. Les combattants de cette région recourent aux raids éclairs, traversant parfois des centaines de kilomètres à dos de chameau pour s'attaquer à des cibles coloniales.

En réaction, les forces françaises adoptent des mesures brutales et se livrent même à des actes de vandalisme, destinés à saper le moral de leurs adversaires. Ainsi, en 1913, et après une longue poursuite contre des combattants sahraouis, les forces du colonel Mouret arrivent à Smara et détruisent le sanctuaire construit par Cheikh Ma El Aïnine. Le choc est profond dans tout le territoire, et cet acte est considéré comme un véritable sacrilège. Les tribus des Rguibates et des Tekna poursuivent durant des semaines les forces françaises. Le colonel Mangin échappe à la mort par miracle et rejoint sa base à Adrar.

Mais malgré leur connaissance du désert, leur courage et les tactiques de guérilla qu'ils emploient, les résistants sahraouis doivent faire face à une force disproportionnée. Les troupes françaises, lourdement armées et mieux organisées, affluent de toutes parts pour encercler les groupes résistants. Il est à noter que ces combats sont menés principalement par l'armée française et ses auxiliaires appartenant aux colonies algérienne et sénégalaise. L'Espagne, empêtrée dans une série de crises politiques et une guerre civile, n'a qu'une faible participation dans la campagne de "pacification" du Sahara occidental. Sa présence est réduite à quelques zones rattachées au commandement militaire du nord du Maroc. Ce n'est qu'à partir de 1933, et sous pression française, que Madrid commence à envoyer des troupes dans la région. Un autre chapitre de la colonisation espagnole du Sahara s'ouvre alors.



ARMÉE DE LIBÉRATION

Dès l'automne 1956, l'Armée de libération commence à cibler les troupes françaises.

Ouragan dans le désert

Immédiatement après l'indépendance du Maroc, l'Armée de libération étend son action au Sahara. Face à ce projet d'unité territoriale, la France et l'Espagne lancent la brutale opération Écouvillon-Teide pour tenter d'écraser la résistance. Retour sur une épopée historique.





© PIERRE FERRARI

L'AL déplore la mort de 20 combattants et 43 blessés, tandis que du côté colonial français, le bilan s'élève à 7 morts et 19 blessés.

La nuit du 12 janvier 1957, une centaine de membres de l'Armée de libération (AL) attaquent une patrouille de l'armée française près du puits Chaiman, au nord de la Mauritanie. Plusieurs soldats français tombent dans l'embuscade, mais les survivants parviennent à atteindre la base militaire d'Atar, la véritable cible de l'expédition des combattants marocains. L'alerte est donnée et les troupes françaises se lancent immédiatement à la traque des éléments de l'AL.

Les avions ratissent toute la région et les compagnies sahariennes françaises passent au peigne fin les recoins de cette vaste étendue désertique. Après plusieurs jours de recherche, les attaquants sont localisés. Ces derniers se sont installés dans les gorges de Tagguel, près d'Atar, dont les grottes fournissent un refuge naturel, en attendant de prendre d'assaut les positions françaises.

L'opération de l'AL est préparée de longue date : les combattants chargés de cette mission ont traversé durant trois mois, à dos de chameau, toute la partie du Sahara administrée par l'Espagne, pour at-

teindre leur objectif. Après deux jours de combats acharnés, le commando marocain se replie vers le nord. L'AL déplore la mort de 20 combattants et 43 blessés, tandis que du côté colonial français, le bilan s'élève à 7 morts et 19 blessés. La journaliste et romancière française Christine Garnier rapporte le témoignage suivant d'un prisonnier de l'AL : *"Ils reviendront ! Nous devons, comme des ombres, venir jusqu'à Atar, désarmer les militaires, occuper le poste, massacrer les Français et aussi les collaborateurs, les traîtres à la patrie, les Maures qui obéissent aux Français... Aujourd'hui, pour nous, c'est l'échec, mais vous verrez, demain..."*

Cette attaque a un retentissement considérable au Sahara, malgré ses limites militaires, et marque la première action de ce type dans l'épopée de l'Armée de libération au sud du Maroc. La réaction coloniale, française et espagnole, est d'une grande brutalité. L'opération Écouvillon-Teide, lancée conjointement en février 1958 par les armées des deux pays, visait à mettre fin à l'action de l'AL dans le Sahara, espérant recouvrer par les armes tout le territoire national.

● Un élan vers le Sud

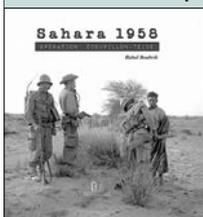
Immédiatement après son indépendance, le Maroc se tourne vers le sud du pays pour assurer son unité territoriale et récupérer des régions qui lui appartiennent historiquement. Les habitants du Sahara partagent également ce même désir. Ainsi, en mars 1956, les chefs religieux et tribaux sahraouis se retrouvent à Oum Cheggag, près de Laâyoune, pour mandater une délégation chargée de prêter allégeance au sultan Mohamed Ben Youssef, de retour de son exil à Madagascar. Mais un autre acteur poursuit le même objectif et se met au service du pays pour libérer le Sahara marocain : l'Armée de libé-

Bilan

Une opération brutale

Dans un Beau-livre, richement illustré par des photos et des documents de l'époque, l'historien **Rahal Boubrik** retrace le cours des événements qui aboutissent à l'opération Écouvillon-Teide.

À la fin de ce livre de référence, il revient sur le bilan de cette action militaire, qui se déroule à l'abri des regards du monde et est présentée comme une simple "opération de police". R. Boubrik exhume des documents où le général Bourgund, concepteur de l'opération, recommande à ses troupes d'utiliser "les moyens spéciaux (le Napalm)" dans les zones difficiles. Les campements des nomades et leur cheptel sont également la cible



de mitraillage de la part de l'aviation française et espagnole. Un officier français présent sur le terrain déplore : "Nous ne pouvons malheureusement nous opposer à une aussi stupide mesure que le mitraillage systématique par l'aviation de chameaux surpris dans la zone occupée par le Djich Tahrir". Le déplacement des tribus nomades vers le nord du Sahara, fuyant le bombardement et les exécutions physiques, jette des milliers de Sahraouis sur le chemin de l'exil. Ils trouvent refuge dans la région de Tan-Tan et de Guelmim, où ils sont pris en charge par l'État marocain.

Rahal Boubrik évoque également le sort de centaines de prisonniers sahraouis, transférés dans un camp de concentration aux îles Canaries. Les prisonniers subissent, notamment au camp de Fuerteventura, des séances de torture et d'humiliation. Peu de documents et de témoignages existent sur ces lieux sinistres.

Sahara 1958. Opération Ecouvillon-Teide de Rahal Boubrik
édité par l'Université Mohammed V de Rabat - 300 DH
Commandez ce livre sur Qitab.ma ou par Whatsapp au 06 71 81 84 60

ration. Ainsi, en janvier 1956, une réunion a lieu à Madrid entre des dirigeants nationalistes et des cadres de l'AL. Lors de cette réunion, des objectifs sont fixés : mener des attaques qui ciblent les zones militaires françaises dans le Sahara, recourir aux techniques de guérilla pour épuiser les forces adverses et rallier les tribus sahraouies à rejoindre les rangs de l'AL. Cette dernière crée une zone d'opération dans le sud du Maroc, dont le commandement est confié à Benhammou Mesfioui.

Le quartier général de "l'Armée de libération du Sud" s'installe à Guelmim à partir de l'été 1956. Dans son reportage sur l'opération Écouvillon, Christine Garnier écrit : "À Goulimine, donc, sur la célèbre place du marché aux chameaux, se retrouvent montagnards rifains, berbères de l'Atlas central et du Tafilalet, Algériens du FLN venus par Colomb-Béchar et Figuig, déserteurs de la Légion, enfin les Hommes Bleus, les Réguibats. C'est de tels éléments qu'est formée l'"Armée de la Libération". Des combattants issus des tribus sahraouies rejoignent l'AL, qui grossit progressivement et quadrille un large territoire allant jusqu'à la Mauritanie. Les opérations peuvent alors commencer.

● Le jeu des alliances

Dès l'automne 1956, l'AL entame une série d'attaques visant des cibles militaires françaises, notamment dans la localité de Tindouf. En octobre,

Arrivée du général Bourgund accompagné du colonel Grall au poste de commandement opérationnel.



© RAYMOND VAROQUI

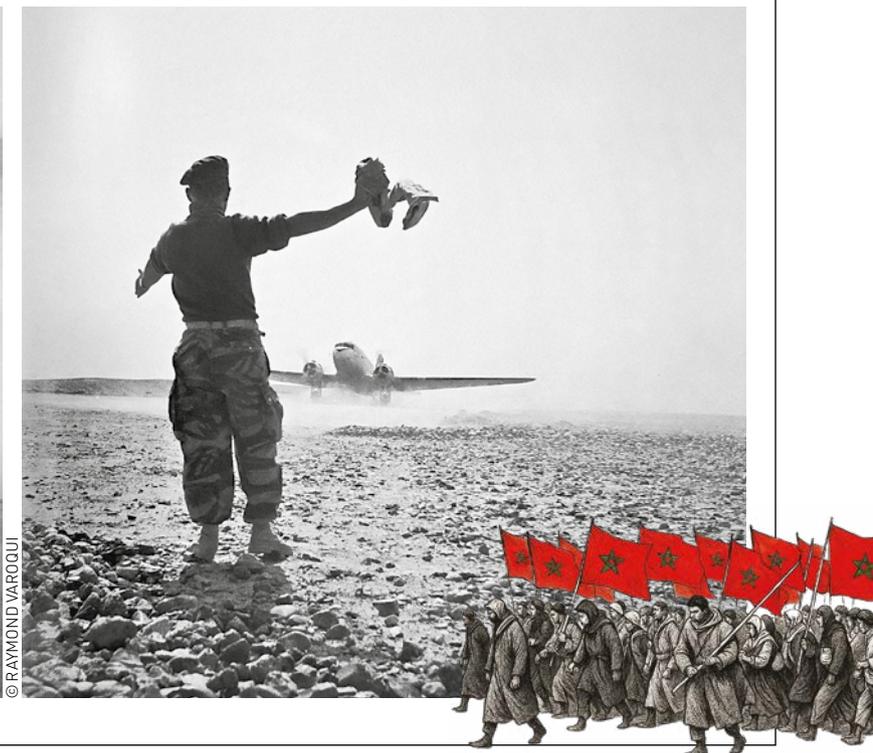
L'opération Écouvillon-Teide, lancée conjointement en février 1958 par les armées des deux pays, visait à mettre fin à l'action de l'AL dans le Sahara, espérant recouvrer par les armes tout le territoire national

un groupe de guérilla attaque un convoi militaire français reliant le poste frontalier d'Oum Laâchar à Tindouf. D'autres accrochages suivent contre des objectifs militaires français stationnés en Algérie française. Mais, rapidement, les éléments de l'AL décident de s'orienter vers le sud, en visant les forces françaises en Mauritanie. Les relations des combattants marocains avec les autorités coloniales espagnoles sont ambivalentes. L'Espagne reproche toujours à la France de la considérer comme quantité négligeable dans la gestion des affaires marocaines. Ainsi, Madrid n'a pas digéré l'exil du sultan Mohammed V. En réponse, l'Espagne laisse l'Armée de libération s'installer dans le nord du Maroc et ses dirigeants se réunissent même sur son territoire. Au Sahara, l'Espagne poursuit la même logique, puisque les éléments de l'AL ne s'attaquent qu'à des

cibles françaises. Des rencontres ont même lieu entre le commandement de l'AL dans le sud et des officiers espagnols pour que les combattants marocains puissent traverser le Sahara "espagnol" et atteindre la Mauritanie. La faiblesse de la présence militaire espagnole dans le Sahara à cette époque explique également les choix de Madrid.

L'opération du 12 janvier 1957, visant Atar, intervient dans ce contexte et pousse la France à répondre énergiquement. Les attaques des combattants marocains représentent un danger pour les intérêts économiques français en Mauritanie. Paris exploite depuis 1952, à travers un consortium international, les richesses minières (notamment le fer) de la région de Zouirate, un investissement financé par un énorme prêt de la Banque Mondiale. Tout cet investissement est alors compromis par les actions de l'AL. Le danger devient encore plus imminent avec l'installation de deux sous-commandements de l'Armée de libération au cœur de la zone administrée par l'Espagne. Le premier poste est localisé à Tafoudart (près de Laâyoune) sous le commandement de Salih Al-Jazairi, un Algérien qui a déserté l'armée française, tandis que le second poste est dirigé par Nadel El-Hachmi et est installé près de Smara. L'avancement de l'AL, au cœur du Sahara, permet de rallier davantage de tribus et de notables sahraouis autour de la lutte contre la présence coloniale.

Parachutage de renforts espagnols à Smara.



Excédée par les attaques, la France se retourne contre l'Espagne et l'accuse de laxisme et de complicité. Des ordres sont même transmis aux forces françaises d'autoriser les traversées des frontières sous contrôle espagnol en cas de poursuite. Un nouveau seuil est dépassé le 14 février 1957, lors de l'opération Rghioua, quand un escadron de l'AL attaque une unité française et lui inflige de lourdes pertes : 20 morts, dont trois officiers. L'armée française décide alors de prendre les choses en main et de préparer une opération d'envergure contre l'AL au Sahara.

● Un Nazi au Sahara

À partir de l'été 1957, les choses prennent une nouvelle tournure au Sahara sur le plan militaire. En juin, l'Espagne envoie le général Mariano Gomez Zamalloa en tant que gouverneur général de l'Afrique occidentale espagnole (AOE). Zamalloa est un curieux personnage : il rejoint les troupes franquistes lors de la Guerre civile espagnole ; lors de la Seconde Guerre mondiale, il fait partie de la Division Azul, une unité de volontaires espagnols au sein de l'armée nazie, dont il est décoré par une Croix de fer. Quelques jours après son arrivée, Zamalloa rencontre à Dakhla le général Bourgund, commandant supérieur de l'Afrique occidentale française (AOF). Le cynisme de Paris n'a pas de limite en acceptant que des officiers français qui ont combattu pour la libération de la France collaborent avec d'anciens soldats de la Wehrmacht.

L'Espagne permet alors aux avions français de survoler le territoire sahraoui qu'elle administre et autorise les troupes françaises à y faire des incursions. L'AL change son fusil d'épaule et oriente les attaques vers les installations militaires espagnoles. L'affrontement change d'échelle et devient total. En novembre 1957, l'Espagne se retire de Tan-Tan, Smara et Aousserd et se replie vers Tarfaya, Dakhla et Laâyoune. Cette dernière est attaquée successivement par les forces de l'AL qui veulent en déloger complètement les Espagnols.

Le 13 janvier 1958, à quelques kilomètres de Laâyoune, les troupes de l'AL affrontent ouvertement des bataillons imposants de l'armée espagnole lors de la bataille de Dechira. La victoire des combattants marocains à cette bataille est un jalon majeur de l'épopée de l'Armée de libération au Sahara. Les tribus d'Aït Baâmrane mènent de leur côté de féroces combats contre les troupes espagnoles à Ifni et finissent par les chasser de la région. La présence espagnole est sérieusement menacée et Madrid aurait pu perdre militairement sa colonie



© COLLECTION HUBBERT DE BOISBOISSEL



En haut : Les membres de l'AL prisonniers après l'opération d'Atar (janvier 1957).
En bas : Ben Hammou sous la tente.

sahraouie. Comme lors de la guerre du Rif, la France vole au secours de l'Espagne pour assurer leur domination coloniale.

● L'Opération Écouvillon- Teide

Le général Bourgund connaît bien le Maroc, puisqu'il y a été patron des troupes françaises, juste avant l'indépendance. Lors de sa mission, il était chargé d'établir un plan militaire pour répondre à l'offensive de l'Armée de libération dans le nord. Les opérations

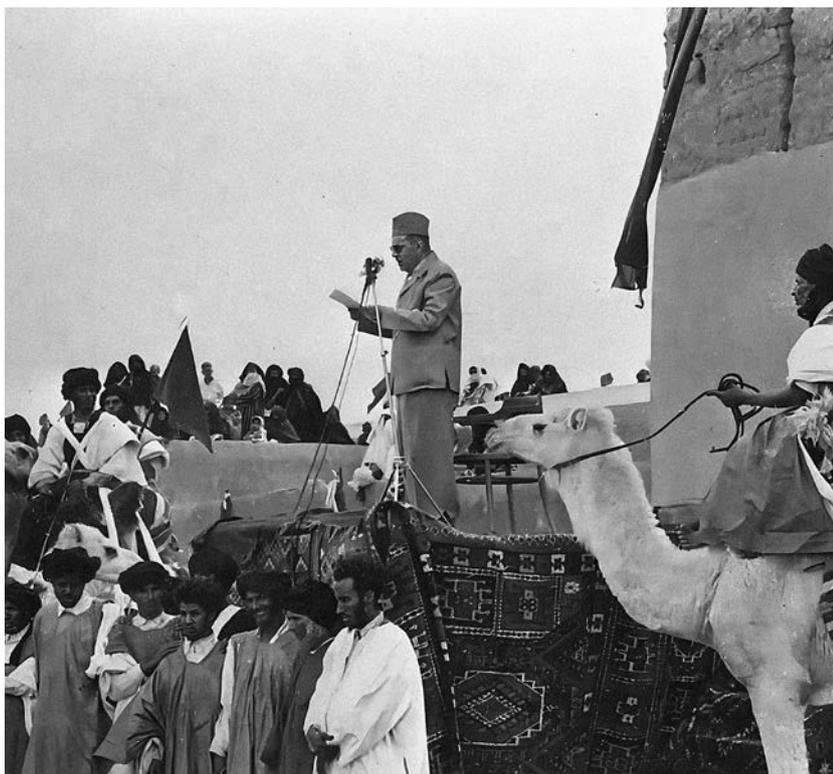
**BANQUE
POPULAIRE**
GRANDIR ENSEMBLE



**LA BANQUE POPULAIRE
AU SERVICE
D'UN MAROC UNI,
TOURNÉ VERS L'AVENIR**



SUIVEZ-NOUS



Mohammed V au centre de M'hamid El Ghizlaine, en 1958.

dans le Sahara sont l'occasion de régler de vieux comptes et de sortir ses anciens plans du tiroir. En décembre 1957, il soumet à Paris son projet baptisé "opération Ouragan", qu'il présente par la suite au commandement espagnol. Madrid envoie le général José Hector Vasquez au Sahara pour remplacer Zalloa, nommé gouverneur général de la région d'Ifni. Durant les deux premières semaines de janvier 1958, les militaires français et espagnols se rencontrent et affinent leurs plans. Le nom de code de l'opération change : côté français, il porte désormais le fameux nom d' "opération Écouvillon", qui renvoie à l'objet cylindrique destiné à nettoyer les canons, alors que les Espagnols le désignent par "Teide" en référence à la montagne dans les îles Canaries.

Le 10 février 1958, l'opération Écouvillon- Teide est lancée. Les troupes françaises, composées de 10 000 hommes et appuyées par 70 avions et bombardiers, quittent Fort Trinquet (nord de la Mauritanie) et se scindent en trois groupes pour "nettoyer" la zone de la présence de l'AL. Les forces espagnoles, composées également de 10 000 soldats, concentrés à Laâyoune et à Tarfaya, peinent à avancer et rencontrent une forte résistance de la part des résistants marocains.

Tous les moyens sont alors utilisés par les deux armées : usage du napalm, bombardement aérien in-

Mohammed V Discours d'un roi

Le 25 novembre 1958, Mohammed V s'est rendu à M'Hamid El Ghizlaine, pour prononcer un discours historique rappelant la volonté du royaume de poursuivre la lutte pour le retour du Sahara au Maroc. Extraits.

"Nous sommes donc venus aux portes du Sahara, et les habitants de cette région ont le droit que nous venions à eux. Nous avons étudié les affaires de chaque endroit où nous nous sommes arrêtés ou par lequel nous sommes passés, nous avons écouté les revendications et les souhaits. Nous allons œuvrer à l'amélioration de vos conditions sociales, économiques, culturelles et religieuses et vous assurer votre part des bienfaits de l'Indépendance et des richesses de la liberté.

Nous sommes heureux d'être accueillis dans le village de M'hamid, qui est la porte du Sahara marocain, par les descendants de ceux qui ont accueilli notre aïeul dans un autre village, par les R'guibat, les Tekna, les Oulad Dlim et les autres tribus du Sahara chinguettien (...) Nous saluons leur esprit noble et leurs fortes résolutions, nous les accueillons dans leur patrie et parmi leurs familles, et nous leur confirmons à notre tour - et que le présent informe l'absent - que nous continuerons à travailler de toutes nos forces pour récupérer notre Sahara et tout ce qui est établi comme appartenant à notre Royaume en vertu de l'histoire et des désirs des populations."

tensif, déplacement des nomades. Pour le général Bourgund, le mot d'ordre est d'avancer vite, avant d'éveiller les réactions des puissances mondiales, et il ne faut surtout pas atteindre les frontières avec le Maroc. Les rapports de force sont disproportionnés. Après d'âpres combats, les combattants de l'AL sont contraints de battre en retraite et de se déployer vers leurs bases arrière. Les troupes françaises et espagnoles s'emparent de Smara et détruisent tous les postes de l'AL dans le Sahara. À partir du 24 février 1957, les deux armées contrôlent de nouveau tout le territoire sahraoui. L'opération Écouvillon- Teide est terminée, mais le Maroc poursuit la reconquête de son unité nationale par d'autres moyens. La diplomatie et les négociations reprennent désormais la main.

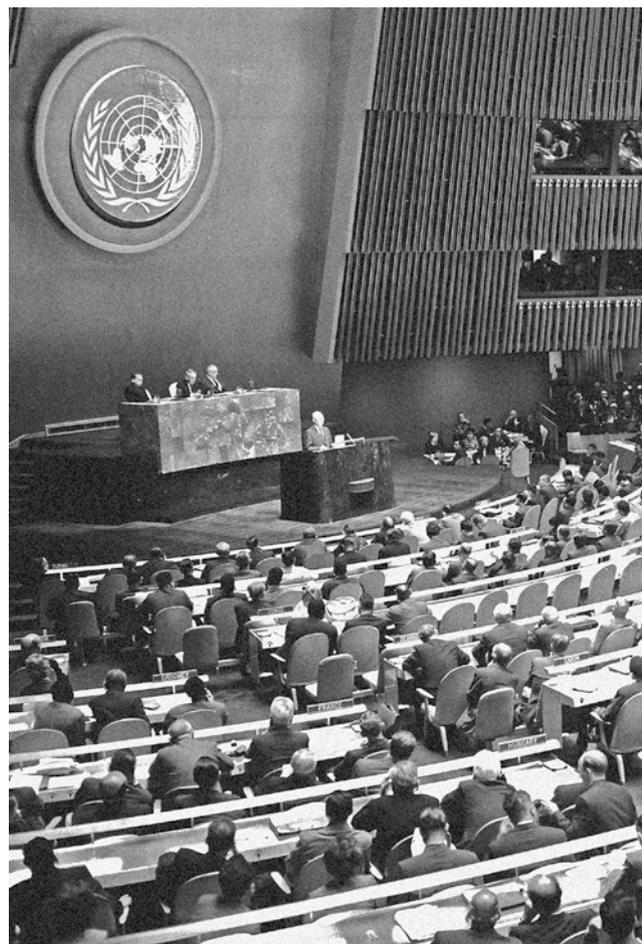
DIPLOMATIE

La bataille de l'ONU

De la Résolution 1514 à la proposition d'autonomie faite par le Maroc, comment la question du Sahara est devenue un enjeu international et diplomatique majeur dans les années 1960.

Après plus d'un an de combats et d'actions armées menées par l'Armée de libération au Sahara, le temps vient pour le Maroc de choisir un autre type de bataille pour rétablir son unité territoriale : la voie diplomatique. L'opération Écouvillon-Teide permet à l'Espagne de mettre totalement la main sur le Sahara, et Franco n'a aucune intention de lâcher sa colonie, malgré les demandes et les appels répétés du Maroc. Cependant, sur le plan international, une nouvelle ère s'ouvre au milieu des années 1950 et au début des années 1960 : celle de la décolonisation et des indépendances successives des nations africaines et asiatiques. L'arrivée en masse de ces pays sur la scène internationale et leur adhésion à l'ONU en tant qu'États souverains modifient radicalement la donne. L'Espagne ne peut plus ignorer ce changement. La Charte des Nations Unies, à laquelle l'Espagne adhère en 1955, déclare clairement que tous les États membres ayant des colonies doivent *“développer leur capacité de s'administrer elles-mêmes, de tenir compte des aspirations politiques des populations et de les aider dans le développement progressif de leurs libres institutions politiques”*.

En 1960, l'Assemblée générale de l'ONU va encore plus loin en adoptant la fameuse résolution 1514. Cette dernière exige que les pays colonisateurs agissent pour *“transférer tous les pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux*



librement exprimés, sans distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes.” Le Maroc profite pleinement de cette dynamique et place dès le début des années 1960 la question du Sahara sur la table des négociations et au cœur des instances internationales.

● Les manœuvres de Franco

Pour assurer le suivi du processus de décolonisation, l'ONU crée en 1961 le comité spécial de décolonisation, connu aussi sous le nom de *“Comité des 24”*. Cette instance a pour mission d'étudier l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et de faire des recommandations à l'ONU. Quelques mois après le début de ses travaux, le comité place en 1963 le Sahara occidental sur la liste des territoires à décoloniser. Cette décision va à l'encontre des intérêts de l'Espagne qui présente toujours le Sahara comme un territoire espagnol situé sur le continent africain, à l'image de Sebta et Melilla.





1960 : L'ONU œuvre à la décolonisation et accueille 17 nouveaux membres dont 16 nations africaines.

A droite : Mohamed Cherkaoui, ministre des Affaires étrangères en 1966.



La même année, le “Comité des 24” examine la demande du Maroc au sujet du Sahara et de l'enclave d'Ifni, sous domination espagnole. Après examen, le comité spécial réagit en octobre 1964 et demande à l'Espagne de prendre des mesures immédiates afin de mettre en œuvre la résolution 1514 relative à la décolonisation. Un an plus tard, le régime de Franco reçoit un véritable camouflet diplomatique à l'ONU. Ainsi, en décembre 1965, l'Assemblée générale onusienne adopte la résolution 2072, exhortant l'Espagne, “*en tant que puissance administrante, de prendre toutes les mesures nécessaires pour la libération des Territoires d'Ifni et du Sahara espagnol de la domination coloniale et, à cette fin, d'entamer des négociations sur les problèmes de souveraineté que posent ces deux territoires*”. La résolution est votée par une majorité écrasante de 100 voix contre deux (l'Espagne et le Portugal) et l'abstention de quatre pays (les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Afrique du Sud). Malgré cette résolution, Madrid continue à considérer le Sahara comme territoire espagnol, arguant

de sa spécificité et de la nature “*nomade*” de sa population.

Mais à partir de 1966, l'Espagne tente une manœuvre pour dissocier le sort d'Ifni de celui du Sahara occidental, malgré les protestations du Maroc. Des négociations bilatérales se déroulent alors entre Madrid et Rabat et aboutissent finalement à la restitution d'Ifni au Maroc, le 30 juin 1969. L'entrée en jeu de la Mauritanie, qui réclame également sa souveraineté sur le Sahara occidental, mais aussi de l'Algérie en tant que “partie intéressée” dans le conflit, change la donne et pousse le royaume à adopter une nouvelle stratégie diplomatique.

● Surprise et détermination

Le 7 juin 1966, à Addis-Abeba, se tient une session extraordinaire du Comité spécial de la décolonisation. L'ambassadeur et représentant permanent du royaume à l'ONU, Dey Ould Sidi Baba, prend les délégations de court et déclare que le Maroc est ouvert au principe de l'autodétermination. Le discours de ce diplomate, natif du nord de la Mauritanie, surprend tout le monde et annonce une nouvelle option du Maroc, toujours dans l'optique de récupérer l'ensemble de son territoire sahraoui. Quelques mois plus tard, Mohamed Cherkaoui, ministre des Affaires étrangères, réitère la proposition marocaine devant l'ONU et suggère des garanties, côté espagnol, pour le déroulement de ce processus. Cherkaoui évoque alors le retrait de toutes les troupes militaires ainsi que de l'administration espagnoles du territoire sahraoui, le maintien des forces de police pour assurer l'ordre, et enfin le retour des réfugiés sahraouis. En proposant cette option, le Maroc entend faire sortir l'Espagne du Sahara, tout en étant confiant dans l'attachement des Sahraouis au Maroc et leurs liens indéfectibles avec le royaume. L'ONU enchaîne alors les résolutions exhortant l'Espagne à créer un climat favorable à l'organisation d'un référendum. Le Secrétaire général de l'ONU est prié de nommer une mission spéciale pour “*déterminer l'étendue de la participation des Nations Unies à la préparation et à la supervision du référendum.*”

L'Espagne ne donne jamais suite à cette demande onusienne et refuse de collaborer avec l'ONU. Il faut attendre 1975, cette année si charnière, pour qu'elle accède à cette demande et accepte qu'une mission spéciale de l'ONU se rende au Sahara. Mais un nouveau chapitre commence en 1975 dans l'Histoire du Sahara.

INTERVIEW

“La Marche verte a ravivé un sentiment puissant et uni toutes les composantes de la nation”

Rahal Boubrik, Directeur de l'Institut royal pour la recherche sur l'Histoire du Maroc (Académie du Royaume du Maroc) et l'un de nos meilleurs spécialistes sur l'anthropologie et l'Histoire du Sahara, décortique les origines de la "Question du Sahara" en plongeant dans les archives coloniales européennes. Il révèle comment la France et l'Espagne ont arbitrairement découpé le territoire et administré les tribus sahraouies, ignorantes des réalités locales. Il revient également sur l'entrée en scène de l'Algérie et la manière dont la Marche verte a changé le rapport de force et l'histoire politique marocaine.

À partir de quel moment de l'Histoire, les pays européens ont-ils commencé à s'intéresser au Sahara ?

Avant le XV^e siècle, le Cap Boujdour était une limite naturelle à la navigation maritime européenne. Mais à partir de 1434, et grâce à l'évolution des techniques de navigation, les Portugais ont réussi les premiers à dépasser le sud de ce cap et à ouvrir la voie aux autres nations. Les Ibériques ont alors commencé leur contact avec le Sahara, qu'ils appelaient “Rio de Oro” en espérant qu'il soit la porte vers l'Afrique. L'installation des Espagnols aux îles Canaries a renforcé leur rapport au Sahara, qui était pour eux notamment “une terre de rapt”, puisqu'ils enlevaient les nomades de la région et les vendaient parfois sur les marchés européens.



Une pratique à laquelle s'adonnaient également les Portugais, et nous avons des écrits de voyageurs portugais qui décrivaient cette traite humaine et son mode opératoire. Cela explique la méfiance des populations nomades à l'égard des Européens, et pourquoi elles tournaient le dos à la mer, car elles considéraient que tout ce qui vient de la mer est dangereux. Cette méfiance existait aussi chez les pêcheurs des

îles Canaries, qui redoutaient de tomber entre les mains des tribus nomades en cas de naufrage.

L'intérêt de la France pour le Sahara est-il donc tardif par rapport à l'Espagne ?

Oui, effectivement. Cet intérêt commence à se manifester à partir du XIX^e siècle, dans le sillage de sa



© BIBLIOTHÈQUE NATIONALE D'ESPAGNE

Francisco Bens Argaona réussit à convaincre quelques notables à se rendre à Las Palmas durant la visite du Roi d'Espagne, Alfonso XIII, en 1906.

conquête du Sénégal et de l'Algérie. Dès 1850, le Général Faidherbe, gouverneur général du Sénégal, a commencé à envoyer des explorateurs pour collecter des données et des informations sur le Sahara, comme Léopold Panet. Il a financé aussi, par exemple, le pèlerinage de Bou El Mougdad, un notable et interprète sénégalais, pour recueillir des renseignements sur le Sahara. Il y a également d'autres voyageurs français comme Camille Douls, envoyé en 1886 pour collecter des informations sur le Sahara. Pour la France, le Sahara représentait une connexion entre ses différentes colonies en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord. La concurrence entre l'Espagne et la France autour du Sahara était donc inéluctable.

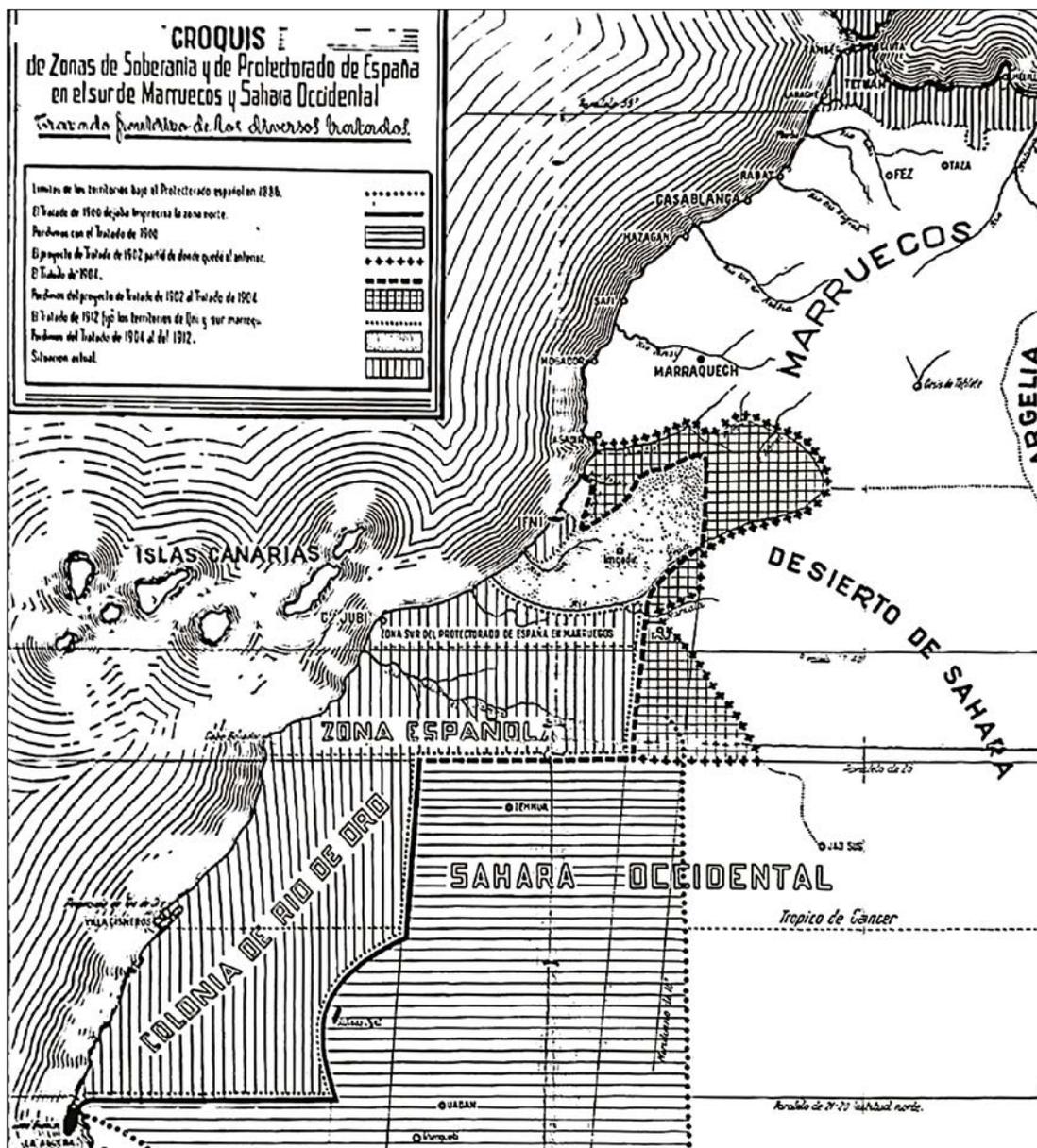
Comment s'est exprimée cette concurrence entre les deux pays ?

En France, il existait "un lobby mauritanien" qui voulait étendre la colonie sénégalaise vers le nord. Les promoteurs de ce lobby, présents notamment à Saint-Louis et à Dakar, revendiquaient le ratta-

chement de tout un territoire allant du nord du Sénégal jusqu'à Saguia El-Hamra. Côté Algérie, l'annexion du Sahara représentait pour les Français un moyen d'avoir un accès à l'Atlantique et de faciliter ainsi leur économie saharienne. Une concurrence existait donc entre la France et l'Espagne autour du Sahara, et il faut noter que malgré les différents accords entre les deux pays (notamment en 1900, 1902, 1904 et 1912), les frontières n'ont été fixées définitivement qu'en 1943 après l'occupation militaire du territoire par les deux puissances coloniales : France et Espagne.

Justement, sur quelle base la France et l'Espagne ont-elles procédé au découpage des frontières pour organiser le système du protectorat ?

Si vous regardez la carte du partage entre les deux pays, on constate que c'est tracé à la règle et à l'équerre. Ce sont des officiers à Paris et à Madrid qui ont tracé ces frontières qui ne correspondaient même pas à la réalité topographique du Sahara...



Une ancienne carte indiquant le découpage militaire et administratif du Sahara.

Ni à la réalité sociale et culturelle, n'est-ce pas ?

Évidemment ! Les tribus sahraouies se sont retrouvées gouvernées par trois administrations, voire plus. Prenons le cas des Reguibat par exemple. Une partie de cette tribu était rattachée à Dakar, à travers l'Afrique-Occidentale française, une autre partie, présente à Tindouf, était rattachée à Alger, tandis qu'une partie s'est trouvée sous l'administration espagnole, d'autres se retrouvait sous autorité française ou espagnole selon leurs déplacements. C'était la même chose pour les tribus de Oulad Delim et les Tekna.

Quelle était la nature de la colonisation espagnole au Sahara et en quoi différait-elle de la colonisation française ?

L'Espagne n'avait pas une grande tradition dans la gestion des espaces désertiques, contrairement aux Français. Ces derniers, en raison de leur conquête du Sahara oriental ainsi que du nord du Tchad et du Mali, ont accumulé les expériences, notamment en termes de contrôle de l'espace et d'administration des nomades. Les Espagnols sont restés dans des forts militaires, sans beaucoup de contact avec les nomades de la région. Pourtant, le capitaine Francisco Bens, que l'on compare à Lawrence d'Ara-



© BIBLIOTHÈQUE NATIONALE D'ESPAGNE

Au lendemain de l'indépendance, Mohammed V pensait pouvoir récupérer le Sahara facilement auprès de Franco.

bie, a essayé d'établir de bons contacts avec les chefs des tribus sahraouies. Il a même emmené certains d'entre eux, en 1906, aux îles Canaries pour rencontrer le jeune roi d'Espagne Alfonso XIII. Mais pendant longtemps, l'Espagne a considéré que le Sahara n'avait aucun intérêt économique et protestait toujours contre le partage avec la France. Cela explique pourquoi l'Espagne n'a pas beaucoup investi dans la région du Sahara. Ce n'est qu'au début des années 1940 que l'Espagne commençait à s'installer administrativement, politiquement et surtout militairement au Sahara. Il s'agissait en fait d'une administration indirecte, à la britannique.

Donc, l'Espagne n'a pas véritablement cherché à transformer la société sahraouie ?

À ce moment-là, non. Il n'y avait pas de colons espagnols, venus s'installer au Sahara, mais il y avait seulement des militaires et quelques fonctionnaires à Laâyoune. Ce n'est qu'à partir de 1947, quand des gisements de phosphate ont été découverts, que les choses ont changé. Franco a visité Laâyoune en

1950, et il a tenu un discours paternaliste sur le développement du Sahara. Mais ce n'est qu'à partir de 1956, avec l'indépendance du Maroc et la revendication de la souveraineté sur le Sahara, que Madrid a changé de stratégie. Elle considérait désormais que le Sahara était une province espagnole et encourageait, à partir de 1960, l'installation des colons dans la région, pour exploiter les mines de phosphate et les ressources maritimes du Sahara.

Comment l'Espagne a-t-elle réagi aux revendications marocaines concernant le Sahara ?

Il y avait une histoire assez particulière entre le Maroc et l'Espagne. Il ne faut pas oublier que de nombreux militants nationalistes et chefs de l'Armée de libération trouvaient refuge dans la zone nord contrôlée par les Espagnols. Donc, au moment de l'indépendance, le Maroc pensait qu'il allait trouver facilement une solution négociée avec l'Espagne sur le Sahara. Mais Madrid avait d'autres considérations et refusait de négocier le retour du Sahara au Maroc. La tentative de sa récupération par les armes, à travers l'Armée de libération, a pris fin en 1958, et l'Espagne a repris la main sur la région. L'exploitation des phosphates a redonné un autre intérêt au Sahara chez les Espagnols, à partir des années 1960. Mais un autre acteur est entré en jeu : l'ONU. Cette dernière a multiplié les résolutions sur le Sahara, contre l'Espagne, et qui vont changer les règles du jeu. Mais en 1974, Madrid a décidé d'organiser d'une manière unilatérale un référendum au Sahara, créant ainsi une nouvelle situation juridique et politique dans la région. C'est ainsi que Hassan II demanda l'avis de la Cour Internationale de Justice de La Haye, en septembre 1974. L'Espagne refuse cette démarche, qui faisait d'elle et du Maroc deux parties adverses dans un conflit. C'est d'autant plus une victoire du Maroc, qui a réussi à obtenir la suspension des opérations espagnoles en cours pour organiser un référendum.

Il y avait aussi un autre pays qui agissait à cette période : l'Algérie. Comment expliquer l'intérêt algérien pour le Sahara occidental ?

L'Algérie a toujours manifesté son intérêt pour le Sahara, dans le sillage du projet colonial français. On a déjà expliqué comment les autorités coloniales ont cherché à trouver un accès vers l'Atlantique. Après l'indépendance, et la prise du pouvoir par le FLN, des officiers algériens ont commencé à prendre contact avec les officiers espagnols au Sahara, pour coordonner leurs actions contre le Maroc, à partir de cette date-là. En 1973, quand des jeunes militants

“Pour la France, le Sahara représentait une connexion entre ses différentes colonies en Afrique de l’Ouest et en Afrique du Nord. La concurrence entre l’Espagne et la France autour du Sahara était donc inéluctable”.

sahraouis sont arrivés à Tindouf, ils ont été repérés par les services du FLN. L’Algérie était derrière le Polisario depuis sa fondation, et cela s’est affiché publiquement en août 1974, avec l’organisation du deuxième congrès du front sur le territoire algérien.

On arrive alors à la Marche verte, comment cet événement a-t-il changé les rapports de force sur le terrain et a été déterminant pour le dossier du Sahara à cette époque ?

En août 1975, Hassan II réfléchit à l’organisation d’une marche nationale vers le Sahara. Trois officiers marocains ont été mis dans le secret et ont été chargés de préparer cet événement, avant que la Cour de La Haye ne prononce son avis. Durant l’été 1975, l’Espagne préparait le terrain de son côté en organisant des rencontres avec des représentants du Polisario mais aussi avec des officiels algériens. Madrid préparait alors, en collaboration avec l’Algérie, le transfert du territoire à un front composé de plusieurs composantes sahraouies (Djemaa, PUNS, Polisario...). L’annonce de la Marche verte, le 16 octobre 1975, a surpris tout le monde et notamment à Madrid, où les choses se sont compliquées avec la détérioration de l’état de santé de Franco. Deux clans se sont alors formés à Madrid : une partie qui estimait que l’intérêt de l’Espagne était de négocier avec le Maroc, tandis qu’une autre faction était contre le Maroc. Les militaires espagnols étaient aussi divisés entre eux : certains voulaient maintenir le Sahara comme colonie, et d’autres ne voyaient pas l’intérêt d’y rester !

Comment s’est soldé alors ce dilemme au sein du pouvoir espagnol ?

Madrid a essayé de mener des négociations parallèles avec Rabat et Alger. Le 21 octobre 1975, José Solís, Secrétaire général du parti franquiste, est envoyé en émissaire au Maroc pour trouver une solution avec Hassan II. Mais en même temps, des di-

plomates et des militaires espagnols discutaient avec Alger et le Polisario pour le transfert du territoire. À partir du 24 octobre 1975, les négociations entre l’Espagne d’un côté et le Maroc et la Mauritanie de l’autre côté vont avancer malgré les tentatives algériennes de les saborder. Entre-temps, Franco entre dans un long coma, et Juan Carlos devient chef d’État par intérim. Il arrive à Laâyoune le 2 novembre pour rassurer les militaires et les civils espagnols.

Madrid continuait pourtant à demander au Maroc d’arrêter la Marche verte...

Effectivement, mais Hassan II maintient sa décision. Le 5 novembre 1975, le roi lance la Marche verte, qui franchit la frontière fictive du Sahara occupé, forçant l’armée espagnole à se retirer à environ 10 km. Les choses vont s’accélérer après : les 10-12-13 novembre, les termes d’une entente Maroc-Espagnole sont conclus, et l’accord de Madrid est signé le 14 novembre 1975. Franco est décédé le 20 novembre, et une page de l’Histoire est tournée.

Comment la Marche verte a-t-elle permis à Hassan II de créer une unité nationale tant recherchée depuis l’indépendance en 1956 ?

La Marche verte était un défi pour Hassan II, comme il l’a écrit lui-même dans ses Mémoires. Il expliquait d’ailleurs qu’il était prêt à abdiquer et partir en exil en cas d’échec. Ce n’était pas une décision prise à la légère, car il s’agissait du sort de 350 000 civils, et en cas d’échec, ça allait être un échec de Hassan II. La Marche verte a permis une union sacrée autour de la question du Sahara et de dépasser les conflits politiques internes et les souvenirs des coups d’État. Le Maroc avait besoin d’un événement qui n’avait pas d’égal depuis le moment de l’indépendance. La Marche verte a ravivé un sentiment puissant et uni toutes les composantes de la nation. Elle fait partie de la conscience historique des Marocains. Elle a permis aussi de rétablir le dialogue entre les différents acteurs politiques, puisqu’immédiatement après la Marche verte, on a assisté à un processus d’ouverture politique et aux élections de 1977. Je rappelle que de grands mouvements de l’Histoire du Maroc viennent toujours du sud. La Marche verte a fait surgir la place et le rôle du Sahara dans l’histoire du Maroc, une région matrice des dynasties, de renouveau politique et de l’unité nationale, depuis le mouvement des Almoravides au XI^e siècle, mouvement qui a unifié le Maroc sur le plan politique et religieux.



Nous puisons dans
nos racines...



...pour conquérir l'avenir

MAROC
SÉNÉGAL
BÉNIN
CÔTE D'IVOIRE

Depuis plus d'un demi-siècle, Holmarcom n'a cessé d'évoluer et de se renouveler. Fort de ses racines et porté par une stratégie de croissance entrepreneuriale, le Groupe poursuit sa politique d'investissement dans des secteurs stratégiques pour l'essor durable du Maroc et s'ouvre à de nouveaux défis dans le continent africain.

www.holmarcom.ma



HOLMARCOM
GROUP



المكتب الوطني للهيدروكربونات والمعادن
ΕΘΣΟ. Ι.Ε.Ο. | ΗΦΣΛΟ:Κ.ΟΘ:Ο.+ Λ ΣΧ:Υ.Χ
OFFICE NATIONAL DES HYDROCARBURES ET DES MINES

A L'OCCASION DE LA COMMEMORATION DU 50ème ANNIVERSAIRE DE LA MARCHÉ VERTE



Le Directeur Général et l'ensemble du personnel de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines -**ONHYM**-

Ont l'insigne honneur de présenter leurs vœux les plus respectueux et les plus déférents à **SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI QUE DIEU L'ASSISTE.**

Et saisissent cette heureuse occasion pour renouveler l'expression de leur indéfectible attachement au **Glorieux Trône Alaouite** et leur mobilisation derrière leur **Auguste Souverain** pour la construction et le développement économique et social du Royaume.

Puisse Dieu accorder longue vie à **Sa Majesté Le Roi** et Le combler en les Personnes de **Son Altesse Royale Le Prince Héritier Moulay Al Hassan**, de **Son Altesse Royale La Princesse Lalla Khadija**, de **Son Altesse Royale Le Prince Moulay Rachid** et de tous les membres de la **Famille Royale.**



LA MARCHÉ DE L'HISTOIRE



32 MAGHREB

Boumédiène, Hassan II et le Sahara

36 ESPAGNE

La longue agonie de Franco

38 CONFLIT

Les mois décisifs

44 MÉMOIRES

La Marche verte selon Hassan II

48 RÉVÉLATIONS

Kissinger et le Maroc

52 RÉVÉLATIONS

Un diplomate à Madrid

54 TÉMOIGNAGES

Ils ont participé à la Marche Verte

60 MÉMOIRES

Un historien en marche

62 ALBUM

Les photos de la gloire



MAGHREB

Boumédiène, Hassan II et le Sahara

Pour l'ancien président algérien, le Polisario représentait une carte géopolitique pour s'imposer comme puissance dominante au Maghreb. L'attitude de Boumédiène, passant d'une non-implication affichée à l'affirmation de son soutien au front séparatiste, s'explique par la peur algérienne de perdre ses frontières coloniales et une profonde rivalité personnelle avec Hassan II.



En 1972, Hassan II et Boumediène signent à Rabat un traité entre le Maroc et l'Algérie.

Dans ses Mémoires (*La Mauritanie contre vents et marées*, Éditions Karthala, 2003), Mokhtar Ould Daddah, l'ancien président mauritanien, relate un échange pour le moins saisissant qu'il a eu avec Houari Boumediène, l'ancien président algérien. La scène se déroule le 10 novembre 1975 à Béchar, à quelques kilomètres seulement des frontières entre l'Algérie et le Maroc. À cette période, Rabat et Nouakchott forment un front commun face à l'Espagne pour la récupération du Sahara, tandis que la Marche verte est déclarée par Hassan II.

L'ancien président mauritanien décrit l'énerverment et la colère de Boumediène ce jour-là, ainsi que les propos "peu diplomatiques" qu'il tient au sujet du roi du Maroc. Le ton est menaçant : Boumediène y évoque pour la première fois la carte du Polisario. Il explique alors clairement à Ould Daddah que "l'armée algérienne est en état d'alerte le long des frontières, ainsi que le Polisario, prêt à intervenir".

Le dirigeant mauritanien précise que Boumediène n'a jamais parlé de ses liens avec le Polisario, à l'exception d'une seule fois. Il y faisait allusion sur un ton badin en disant à Ould Daddah : "Vos cousins forment en Mauritanie un front de libération et nous leur donnons un coup de main, ils sont prêts à toutes les éventualités." Mais cette fois, l'utilisation du Polisario par Boumediène est assumée et frontale. Le président algérien justifie à son invité qu'il ne lâchera pas le front séparatiste pour deux raisons : sa méfiance personnelle vis-à-vis de Hassan II et "le soutien à tous les mouvements de libération hébergés par l'Algérie."

À la fin de la rencontre, Ould Daddah demande à son interlocuteur s'il a un message à faire parvenir à Hassan II. Boumediène répond : "Non, je n'ai pas de message, mais il doit savoir que s'il continue à me défier, je relèverai le défi !"

Cet échange révèle l'état d'esprit belliqueux du pouvoir algérien à l'égard de la question du Sahara au moment de sa libération de la colonisation espagnole. Pourtant, Alger affirme toujours, depuis son indépendance, qu'elle n'est pas concernée par cette question et qu'elle n'a aucune revendication territoriale sur le Sahara Occidental. Mieux encore, lors d'une réunion entre Hassan II, Boumediène et Ould Daddah à Agadir, le 23 juillet 1973, le président algérien déclare que la récupération du Sahara est une affaire entre le Maroc et la Mauritanie. L'ambition algérienne est toutefois beaucoup plus ancienne.

● L'obsession géopolitique

Contrairement au Maroc, qui a dû batailler pendant des années et négocier constamment pour reconquérir l'intégralité de son territoire, l'Algérie a hérité d'un territoire et de frontières figés par la colonisation française.

Le pouvoir algérien est alors obsédé par la peur de perdre des parties de ce territoire colonial. Ses frontières ont été découpées d'une manière arbitraire, ne répondant qu'aux seuls intérêts militaires et économiques de la métropole française. L'Algérie est donc la plus grande bénéficiaire de la division coloniale du Maghreb et entend bien en profiter.

Ceci explique son empressement à faire adopter le principe de "l'inviolabilité des frontières héritées du colonialisme" par l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et les efforts déployés pour empêcher le Maroc de récupérer le Sahara Occidental.

Dans un livre majeur sur cette question (*L'Algérie et le Sahara Marocain*, 1976), l'historien Abdellah Laroui écrit que "la politique actuelle des dirigeants algériens est une nouvelle opération Écouvillon". Selon lui, le pouvoir algérien agit comme le colonisateur français qui cherche à encercler le Maroc et à l'empêcher d'avoir des revendications sur le Sahara, afin de protéger ses intérêts et sa présence dans la région.

La Guerre des Sables en 1963 laisse également des traces profondes au sein de l'institution militaire algérienne, notamment chez Boumediène, qui est chef d'état-major durant ce conflit. La prise du pouvoir par Houari Boumediène, en 1965, suite à un coup d'État contre le président Ahmed Ben Bella, accen-



tue la tendance méfiante et agressive du pouvoir algérien à l'égard du royaume et influence fortement sa stratégie sur le dossier du Sahara. En brandissant l'épouvantail du "Grand Maroc" et en prêtant au royaume des ambitions expansionnistes, Boumédiène poursuit son propre projet politique : faire de l'Algérie la puissance dominante du Maghreb. Le Polisario est, dans cette stratégie dirigée contre le Maroc, une simple carte géopolitique.

● Une méfiance réciproque

Au début des années 1970, Hassan II et Boumédiène multiplient les rencontres pour trouver un accord sur la question des frontières entre le Maroc et l'Algérie. Ainsi, en 1972, et lors d'un sommet africain à Rabat, un accord est trouvé entre les deux pays pour délimiter les frontières et, à cette occasion, Boumédiène soutient l'idée du partage du Sahara entre le Maroc et la Mauritanie. Il réitère la même position une année plus tard à Agadir. Mais entre les deux hommes, la méfiance est grande et elle demeure jusqu'à la disparition de Boumédiène. Malgré un

discours de détachement et de désintéret pour le Sahara, le pouvoir algérien suit de près ce qui se déroule dans cette région sous occupation espagnole. Ainsi, déjà en mars 1973, l'Algérie accueille un étonnant personnage : Edouardo Moha (Mohamed Rguibi, de son vrai nom). Ce dernier a fondé le Mouvement Révolutionnaire des hommes bleus (MOREHOB), une organisation qui lutte contre la présence espagnole au Sahara. Moha commence tout d'abord par s'installer à Rabat, puis décide de rallier Alger. Il est alors en contact avec les responsables algériens, qui se félicitent de son arrivée, avant qu'il ne décide de fuir l'Algérie, pour revenir au Maroc, où il devient un fervent partisan de la marocanité du Sahara. À cette époque, Alger est déjà en contact avec les fondateurs du Polisario. Les relations entre les deux côtés sont ambivalentes au début. En 1972, Mustapha El Ouali, fondateur du Polisario, s'installe à Tindouf pour demander de l'aide aux dirigeants algériens. Mais ces derniers observent avec méfiance ce jeune étudiant, qui a fait ses études à Rabat et qui veut mener une guerre

Hassan II reçoit Houari Boumédiène et Mokhtar Ould Dadah, en 1970.



de guérilla contre les Espagnols. El Ouali est même expulsé par les autorités algériennes et s'installe pendant quelques mois en Mauritanie. Mais à partir de 1973, Alger change d'orientation à l'égard du jeune mouvement.

● Le projet de Boumédiène

Selon des archives espagnoles, révélées par l'historien Rahal Boubrik (*La Question du Sahara*. Éditions la Croisée des chemins. 2023), Abdelaziz Bouteflika a rencontré, en septembre 1973, Mustapha El Ouali et Mohamed Abdelaziz. L'ancien ministre algérien des Affaires étrangères aurait promis de l'aide aux deux dirigeants du Polisario. En 1974, la coopération entre les deux camps se renforce. Le Polisario organise la même année son deuxième congrès sur le territoire algérien et Boumédiène apporte de l'aide logistique et militaire aux amis d'El Ouali. Pour justifier ses choix, le président algérien recourt au discours du "soutien aux mouvements de libération". Il évoque aussi "les tendances expansionnistes" du Maroc, selon la propagande officielle de l'époque, et accuse le Maroc de vouloir amputer l'Algérie de certaines parties de son territoire. Le soutien au Polisario n'est alors pas animé par des considérations morales ou militantes chez Boumédiène, mais surtout par des motifs géostratégiques et un jeu politique entre les mains du pouvoir algérien. Un document rédigé par les services de l'ambassade de France à Alger, en juin 1975, explique clairement l'objectif du régime de Boumédiène : "La position de l'Algérie sur l'avenir du Sahara occidental reste ce qu'elle a toujours été. Il n'est pas exclu que les ambitions inavouées dépassent l'objectif que, plus modestement, l'on s'assigne aujourd'hui. Si les données le permettent, c'est sans doute l'annexion d'une partie du territoire que l'on vise. Mais les ambitions concurrentes du Maroc et l'image que veut conserver l'Algérie l'obligent à fixer moins haut l'enjeu. C'est donc "une République arabe sahraouie" que l'on appelle de ses vœux". Le document secret français décrit cette république sahraouie voulue par Alger comme "Un État indépendant, démuné, sinon de ressources, du moins de cadres et presque de population, et à la naissance duquel l'Algérie aurait contribué d'une manière décisive, serait soumis à son influence prépondérante : une sorte de trente-deuxième wilaya." Hassan II et Boumédiène ne se rencontrent plus depuis 1973, jusqu'à la disparition du président algérien en 1978. Le projet de ce dernier, de créer un État indépendant au Sahara et vassal à l'Algérie, a bel et bien échoué.



Lettre de Hassan II à Boumédiène

Le 15 février 1976, Hassan II adresse un message au président Houari Boumédiène, prenant comme témoins les deux peuples et des dirigeants arabes et africains, mettant le dirigeant algérien devant ses contradictions. Le roi tend la main au président pour éviter la guerre et les conflits aux deux pays. Voici le message de Hassan II à Houari Boumédiène :

"Monsieur le Président du Conseil de la Révolution, Ce n'est point de gaieté de cœur que je vous adresse ce message, car sa teneur, s'il nous fut désagréable d'en être l'auteur, ne manquera pas, quant à vous, de vous déplaire. Par trois fois, durant l'été 1975, Votre Excellence me fit savoir officiellement ceci – et je cite ses termes :

– "Dites au Roi du Maroc, et dites-lui bien que, quelles que soient nos divergences sur le problème du Sahara, et quelle que soit l'issue du litige qui l'oppose à l'Espagne, je prends envers lui l'engagement que jamais il ne verra un soldat algérien, ou un engin militaire algérien, sur le sol du Sahara dans le but de combattre un frère marocain."

Ce sont là vos propres termes, Monsieur le Président. Mais quels furent vos messages? Je les citerai par ordre chronologique : Leurs Excellences le président Habib Bourguiba, le président Léopold Sedar Senghor, le président El Mokhtar Ould Daddah. Ce sont là, je pense, des témoins dont la moralité et la sagesse ne sont plus à démontrer.

Pour plus de précision, j'ajouterai que ce même engagement me fut confirmé à la même époque par votre ministre des Affaires étrangères; et, pour l'Histoire, je constaterai que vous aviez déclaré à Moulay Ahmed Laraqui, venu vous voir à Alger :

– "Dites à Sa Majesté qu'elle peut croire ce que lui dira Abdelaziz, car lui et moi sommes comme deux frères siamois."

Mais voilà, Monsieur le Président du Conseil de la Révolution, voilà que, le 29 janvier 1976, les Forces Armées Royales se trouvent en présence de l'A.N.P. à Amghala, partie intégrante du Sahara. Et le sang entre nos deux peuples a coulé car votre engagement n'avait pas été tenu. Et voilà parler librement. Vous constatez qu'El Ayoun n'est nullement à feu et à sang, comme certains le répètent. Tout y est calme. On y travaille. Les commerçants auxquels vous avez fait visite, étaient naguère terrorisés par les envoyés du Polisario : ils ont rouvert leurs magasins. La vie normale a repris son cours.

Dans les rues, on ne voit même pas un uniforme. Nous sommes libres, parce que nous sommes marocains et nous le voulons rester. Quant à être auto-déterminés, voyez-vous, Monsieur le Président, cela fait bien longtemps que nous le sommes, dans ces régions. Notre patrie a toujours été le Maroc. Nos concitoyens entendent vivre tranquilles à l'abri des lois du royaume. Il serait pour nous intolérable d'avoir été libérés d'une colonisation pour être victimes d'un néo-colonialisme dont nous autres, Marocains, redoutons par-dessus tout les effets..."

ESPAGNE

La longue agonie de Franco

Le Caudillo, obsédé par la préservation de l'honneur espagnol, voit la Marche verte de Hassan II comme un affront. Ce bras de fer, marqué par une profonde fracture générationnelle entre les deux chefs d'État, scelle le destin du Sahara et ouvre une nouvelle ère pour l'Espagne.

Le destin de Franco est intimement lié au Maroc. Durant l'été 1936, le général Francisco Franco Bahamonde installe son quartier général à Tétouan et marche à la tête de ses troupes marocaines vers l'Espagne. Il s'engage alors dans une longue guerre civile contre ses adversaires républicains, dont le bilan humain est désastreux et laisse des déchirures politiques et culturelles profondes en Espagne. En 1939, il prend le pouvoir et devient le Caudillo, le chef d'une dictature militaire et nationaliste. Mais en 1975, vieux et malade, Franco fait face à un ultime défi, qui vient encore une fois du Maroc : le dossier du Sahara. Le dictateur espagnol consacre les derniers moments de sa vie à gérer cette affaire. Pour lui, la déclaration de la Marche verte annoncée par Hassan II est un affront et une provocation, auxquels il ne faut pas céder. Mais avant de pouvoir prendre une décision, il entre dans une longue agonie, laissant perplexes les membres de son gouvernement, qui sont divisés sur le dénouement de ce dossier. C'est un épisode qui a ses effets sur la suite de l'Histoire.

● Une fracture générationnelle

Dans *Les Mémoires d'un Roi*, Hassan II rapporte les faits suivants. En 1971, le souverain marocain est en visite à Madrid pour rencontrer Franco pour lui parler de différents sujets. Pour décrire la nature de leur échange, Hassan II évoque une phrase prêtée à Hitler où il dit qu'il "préférait une séance chez le dentiste

sans anesthésiant, plutôt qu'une discussion avec Franco". C'est dire le caractère obstiné et imprévisible du Caudillo ! Le roi parle pendant deux heures pour expliquer les avantages d'une collaboration entre les deux pays et propose une solution qui lui paraît satisfaisante à la question du Sahara. Hassan II est prêt à accepter la présence de bases militaires espagnoles au Sahara. Franco reste immobile pendant tout l'exposé détaillé de Hassan II, et répond par une seule phrase : "Ce que vous me demandez, Majesté, est un suicide auquel ni moi ni l'Espagne ne sommes disposés". Et il invite Hassan II au déjeuner pour changer de sujet. Le roi relève dans son récit "un fossé de générations" et remarque que l'âge du général (78 ans à l'époque) est devenu un obstacle dans les négociations. Le général Franco est un militaire traditionaliste, témoin de plusieurs événements historiques qui ont affaibli l'Espagne. Céder le Sahara occidental est pour lui un énième épisode de la fragilité de son pays, et notamment face à Hassan II à l'égard duquel il a des sentiments ambivalents. Monarchiste, Franco respecte chez le roi marocain et la lignée dynastique, mais se méfie énormément du dirigeant politique et de son intelligence. Dans un livre d'entretiens avec Carmen Franco, la fille du général (*Franco, Mi Padre*, 2008), elle décrit une scène où son père demande à son émissaire, envoyé à Hassan II, d'être vigilant, car "Hassan est un requin" selon les termes du général. Ce livre est un témoignage important sur les derniers jours de Franco, consacrés entièrement à la question du Sahara.

● La dernière réunion de Franco

Immédiatement après la publication de l'avis de la Cour Internationale de Justice, Hassan II annonce le lancement de la Marche verte, le 16 octobre 1975. La veille, Franco, déjà malade, est victime d'un infarctus, mais refuse de suspendre ses activités. Quand il apprend la décision de Hassan II, il est stupéfait et en colère. Il affirme à ses proches que le roi du Maroc est en train de "bluffer" et qu'il n'allait pas envoyer 350 000 personnes vers le Sahara sous domination espagnole. Le lendemain de la déclaration, au matin, il préside le Conseil des ministres dans une scène surréaliste : Franco est entouré de ses ministres, mais dans une salle attenante, les médecins surveillent ses signaux vitaux à travers des capteurs branchés sur son corps. Quand un médecin lui explique qu'il est trop faible pour diriger la réunion, Franco lui rétorque sèchement : "Très bien, si je meurs, qu'est-ce que ça change ?". Le Conseil des ministres ne dure que 20 minutes, avec des rapports succincts de trois ministres sur la situation au Sahara. Franco n'arrive plus à parler et retourne à son lit et aux soins de ses médecins. C'est son dernier Conseil des ministres.

Le samedi 18 octobre, il s'enferme dans un petit bureau pour rédiger son testament. Il sait que sa fin approche et veut laisser ses dernières volontés par

écrit. Il demande à sa fille Carmen de remettre le document au propre, car son écriture est altérée par la maladie de Parkinson, et de la remettre au Chef du gouvernement. Il entre alors dans un coma de plusieurs semaines. Son agonie devient un sujet de préoccupation nationale et mondiale, car l'avenir de l'Espagne en dépend. Il décède le 20 novembre 1975. La fille de Franco affirme, des années plus tard, que la Marche verte a eu un effet sur la santé déjà déclinante de son père. "C'est possible, car il est très préoccupé. Au sein du gouvernement, il y a deux tendances ; l'une, de ne pas céder à l'occupation du Maroc, et d'autres qui disent que oui, qu'il faut déjà céder le Sahara. Mon père est certainement [de ceux qui penchent pour dire] non. Et quand il va déjà mal, il envoie un ministre là-bas pour qu'il voie in situ comment est la situation", explique Carmen Franco. Et d'ajouter : "Après, il ne peut plus, il cesse de s'en préoccuper parce que je crois qu'il comprend qu'il va mourir. Mais si mon père était plus jeune, je crois qu'il aurait été ferme... Je ne sais pas, je ne sais pas. Tout n'est que supposition.". Personne ne le saura, mais une chose est certaine : la disparition du Caudillo ouvre une nouvelle page dans l'Histoire de l'Espagne et permet d'accélérer le cours des événements au Sahara.

Hassan II reçu par le général Franco à Madrid, en 1969.



© DR

CONFLIT

Les mois décisifs

1975 : le Sahara est en pleine ébullition. Tandis qu'un courant au sein du pouvoir espagnol tente désespérément de céder le territoire au Polisario, le roi Hassan II lance une riposte diplomatique et stratégique magistrale, culminant avec l'énorme pression de la Marche Verte. Comment Rabat parvient à déjouer le plan espagnol pour changer, à jamais, le destin du Sahara.

Fin octobre 1975. Alors qu'une délégation marocaine s'apprête à partir pour Madrid afin de négocier avec le gouvernement espagnol les conditions du retrait du Sahara, une autre délégation, d'un type bien différent, se trouve déjà à Laâyoune, en présence de hauts responsables militaires ibériques. Il s'agit de Brahim Ghali (l'actuel secrétaire général du Polisario) et d'autres dirigeants du front séparatiste. Ils rencontrent le général Gomez de Salazar, gouverneur du Sahara occidental. Durant la semaine du 21 au 28 octobre, les militaires espagnols présents au Sahara multiplient les rencontres avec le Polisario dans le but de lui transférer les pouvoirs dans la région.

L'un des moments les plus importants de ce rapprochement a lieu le 22 octobre 1975, lors de la rencontre entre le général Salazar lui-même et Moustapha El Ouali, fondateur du Polisario, en présence de deux officiers algériens. Les deux hommes discutent de l'avenir du Sahara, et un seul souci commun les anime : la Marche Verte annoncée par Hassan II quelques jours auparavant. Le dirigeant du Polisario présente un plan détaillé sur les modalités de transfert des pouvoirs au Sahara, que le militaire espagnol se montre prédisposé à accepter. La position de Salazar traduit le point de vue d'un courant au sein de l'État espagnol qui refuse catégoriquement le retour du Sahara au Maroc. Le général Franco, avant de tomber dans le coma, soutient cette ligne de conduite. L'Histoire du Sahara

manque de basculer totalement, sans l'énorme sens tactique de Hassan II, sa capacité de manœuvre, et l'appui de certains alliés, y compris au sein du pouvoir à Madrid. Ce sont des mois décisifs où tout faillit changer.

● Le plan espagnol

Durant les années 1960, l'Espagne s'oppose à tous les appels de l'ONU visant à mettre fin à la colonisation du Sahara. Dès 1963, le Maroc demande au comité spécial de la décolonisation d'examiner le dossier du Sahara pour faire cesser la domination espagnole. Le comité réagit favorablement en octobre 1964, en exigeant de l'Espagne qu'elle prenne des mesures immédiates pour appliquer les résolutions de l'ONU relatives à la décolonisation. Mais Madrid refuse de se plier à cette demande, car elle considère que le Sahara est une province espagnole. À partir de 1973, cependant, une nouvelle logique anime le régime de Franco. Ce dernier sent que le vent est en train de tourner : la dictature militaire voisine au Portugal s'effondre, entraînant l'indépendance des colonies portugaises en Afrique. Parallèlement, les revendications marocaines deviennent incessantes, et les attaques des éléments du Polisario contre des cibles espagnoles se multiplient. Le Caudillo décide alors de changer de stratégie. En septembre 1973, Franco écrit à l'Assemblée provinciale sahraouie (la Jmaâ) pour proposer un nouveau régime politique et administratif, sous forme d'autonomie, comme une phase transitoire vers

“Selon ce plan, l'Espagne continue d'exploiter les ressources minières et halieutiques du Sahara, car l'État qu'elle entend créer n'a pas les moyens, humains et techniques, pour le faire”

l'indépendance du Sahara. Le calcul de Franco est cynique et intéressé. Il entend créer un État totalement dépendant de l'Espagne à tous les niveaux. Selon ce plan, l'Espagne continue d'exploiter les ressources minières et halieutiques du Sahara, car l'État qu'elle entend créer dans la région n'a pas les moyens, humains et techniques, pour le faire. Franco redoute que le retour du Sahara au Maroc compromette les intérêts économiques de l'Espagne. Pour mettre en œuvre ce plan, deux hommes sont nommés : le général Salazar en tant que gouverneur général du Sahara occidental et le colonel de Viguri à la fonction de secrétaire général. Les deux hommes jouent un rôle important durant les mois qu'ils passent au Sahara.

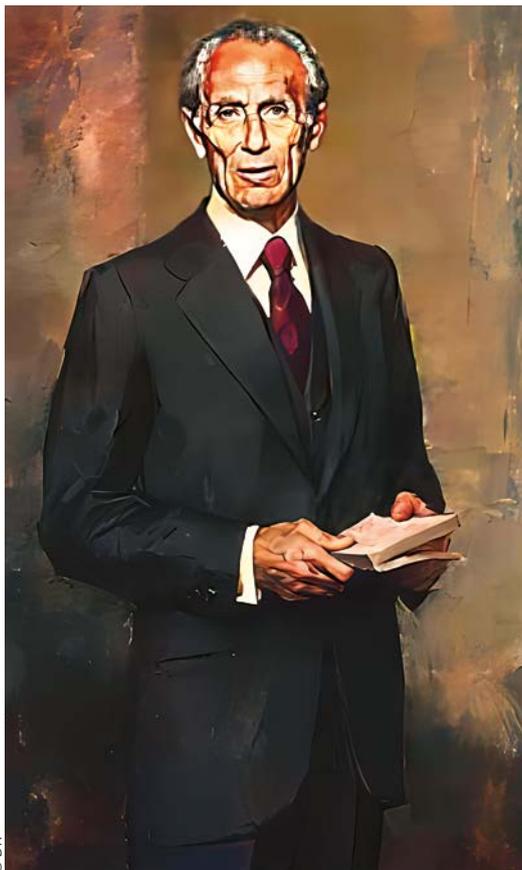
Les manœuvres de l'Espagne au Sahara ont fini par exaspérer Hassan II.

● Séparer le Sahara du Maroc

En juillet 1974, l'Espagne franchit un nouveau pas dans son plan. Madrid annonce une nouvelle loi qui transfère des pouvoirs supplémentaires à la Jmaâ sahraouie, qui devient une assemblée législative, et non plus consultative. Le nouveau statut prévoit également un Conseil de gouvernement du territoire dirigé par le gouverneur général espagnol. Le Sahara cesse d'être considéré comme une province espagnole, mais il est désigné comme “*un pays*”. La population garde alors la nationalité espagnole, mais bénéficie désormais du statut de “sahraoui”, dont les conditions sont déterminées en novembre 1974 par les pouvoirs espagnols. L'objectif de ces conditions est d'exclure les Sahraouis originaires des tribus du nord du Sahara de pouvoir participer au référendum que Madrid entend organiser au début de l'année 1975. Pour réaliser ses objectifs, l'Espagne encourage la création d'organisations politiques fidèles à Madrid, qui prendront le relais dans le nouvel État indépendant. En février 1975, un nouveau parti est créé dans cette optique : le PUNS (Parti de l'Union Nationale Sahraouie), dirigé par Khalihenna Oued Errachid, jeune ingénieur qui a fait ses études en Espagne, et actuel président du CORCAS (Conseil royal consultatif des affaires sahariennes). Le PUNS dé-



© DR



© DR



© DR

clare comme objectif l'indépendance du Sahara, à travers un processus accéléré d'autodétermination, en maintenant des liens d'amitié avec l'Espagne. Le plan espagnol est en œuvre, mais c'est sans compter sur la riposte du Maroc et de Hassan II.

● La riposte de Hassan II

Le roi du Maroc suit de très près les agissements de l'Espagne au Sahara. Il a déjà tenté en 1971 de proposer à Franco une coopération stratégique avec Madrid pour sauvegarder ses intérêts, en allant même jusqu'à suggérer au général la présence de bases militaires espagnoles au Sahara. Sans résultat. L'accélération par l'Espagne du plan d'autodétermination du Sahara, sans concertation avec le Maroc, finit par exaspérer Hassan II, qui passe aussitôt à l'offensive. Il commence tout d'abord par consolider le front national, et dépasse ainsi les blessures profondes provoquées par les deux coups d'État successifs du début des années 1970. Il demande alors, en juillet 1974, aux dirigeants de tous les partis politiques, y compris ceux de l'opposition, de porter la parole du Maroc dans le monde entier. Malgré leurs divergences politiques avec Has-

san II, Abderahim Bouabid, Ali Yata et M'hamed Boucetta partent en mission, en Europe, en Afrique et en Asie, pour défendre les positions marocaines sur la question du Sahara.

Le roi adopte un discours ferme à l'égard de Franco en lui envoyant une lettre, le mettant en garde contre les conséquences de toute action unilatérale dans le territoire du Sahara. Hassan II laisse entendre dans ses différentes réactions que l'option militaire est également à envisager. L'armée espagnole est alors mise en alerte et, en septembre 1974, le général Gallegos, ministre des Armées, est envoyé par Franco à Laâyoune pour inspecter les troupes sur place. La tension monte alors d'un cran entre les deux pays. Mais le 30 septembre 1974, Hassan II entreprend une initiative inattendue : le Maroc demande l'arbitrage de la Cour internationale de justice de La Haye (CIJ). Il met au défi l'Espagne, sur le plan du Droit international, en demandant à la juridiction de statuer si le Sahara était res nullius, une terre en déshérence, sans autorité ni pouvoir auparavant, comme le prétend Madrid, ou bien le contraire comme le soutient le Maroc. Malgré le refus de l'Espagne de cette démarche, l'ONU ap-

À gauche : Pedro Cortina, dernier ministre des Affaires étrangères sous le régime de Franco.

À droite : José Solís Ruiz, ministre espagnol et soutien du Maroc en 1975.

À l'occasion du 50ème anniversaire de la Marche verte

**Le Directeur Général du Groupe Barid Al-Maghrib
et l'ensemble de la famille postière
ont l'insigne honneur de présenter leurs vœux les plus déferents à**

NOTRE AUGUSTE SOUVERAIN,



**SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
QUE DIEU L'ASSISTE,**

et renouvellent leur indéfectible attachement au **Glorieux Trône Alaouite.**

Puisse Dieu accorder longue vie à **Sa Majesté le Roi** et le combler en la
personne de **Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan,**

de **Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid**

ainsi que de tous les membres de **l'Illustre Famille Royale.**



مجموعة بريد المغرب
„XO„U Ө.ОЭА ИСҶОЭӨ
GROUPE BARID AL-MAGHRIB

prouve la demande du Maroc et demande à la CIJ de donner un avis consultatif sur la question. L'Espagne est contrainte alors de reporter son projet de référendum et Franco est obligé d'arrêter son plan de nouveau statut politique et administratif pour le Sahara. Les cartes sont de nouveau rebattues.

● Tout sauf le Maroc

Au Sahara, les autorités espagnoles se trouvent dans une situation de blocage et de confusion. Dans l'attente de l'avis de la CIJ, l'Espagne suspend toutes ses initiatives visant à créer un État indépendant au Sahara, qui lui serait lié par des intérêts économiques et stratégiques. Les relais que Madrid entend créer au sein de la population sahraouie se retournent également contre elle. Ainsi, le 18 mai 1975, Khalihenna Oued Errachid, le leader du PUNS, profite d'un voyage à l'étranger pour venir au Maroc, où il prête allégeance à Hassan II, en compagnie d'autres dirigeants de son parti. Le choc est grand chez les Espagnols, acculés par les réactions en chaîne du Maroc. Dans le cadre de sa stratégie offensive, Hassan II écrit le 27 janvier 1975, au comité onusien chargé de la décolonisation, lui demandant d'examiner le cas des enclaves de Ceuta et Melilla et de les placer sur la liste des territoires non autonomes. Madrid proteste contre cette demande et accuse le Maroc de porter atteinte à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Espagne.

L'arrivée d'une mission de l'ONU au Sahara, début mai 1975, et pour la première fois de l'histoire de la région, complique davantage les choses pour les autorités espagnoles. La mission est accueillie à Laâyoune par une manifestation organisée par les partisans du Polisario. Ce dernier mène des actions militaires contre les soldats et civils espagnols et détient certains d'entre eux prisonniers.

Dans une situation de désarroi et de perte d'alliés, Madrid se tourne alors vers le Polisario dans un revirement total. Le sommet de ce rapprochement est la rencontre, le 9 septembre 1975, entre Pedro Cortina, le ministre des Affaires étrangères espagnol,

et Moustapha El Ouali, le leader du Polisario. El Ouali propose alors à l'Espagne "*une période transitoire*" de 20 ans ainsi qu'un droit de regard de Madrid sur les richesses naturelles au Sahara. Le jour même, le Polisario organise à Alger la libération d'une quinzaine de prisonniers espagnols, un geste auquel les autorités coloniales à Laâyoune répondent par la libération de tous les détenus du Polisario. Franco et ses hommes sont prêts alors à tout, sauf au retour du Sahara au Maroc.

● La dernière ligne droite

Après des mois d'exposés contradictoires, de débats et de délibérations, le CIJ rend son avis consultatif le 15 octobre 1975. Le document de la juridiction est confus et répond à une compréhension occidentale du territoire et des liens de souveraineté. Mais il reconnaît néanmoins l'existence de liens juridiques d'allégeance entre les sultans du Maroc et les tribus du Sahara, en se fondant sur des documents historiques présentés par le Maroc. Hassan II s'empare de cet argument et déclare immédiatement le lendemain, le 16 octobre 1975, l'organisation de la Marche Verte. La confusion est encore plus grande au sein du pouvoir espagnol, affaibli par la longue maladie de Franco. Le lendemain, le général convoque un Conseil des ministres, pour discuter de la situation au Sahara. C'est sa dernière réunion, car il sombre dans le coma pendant des semaines.

À Madrid, les choses s'accroissent. Deux clans se divisent et se disputent sur le sort du Sahara : le premier est incarné par Pedro Cortina, le chef de la diplomatie, mais aussi par les militaires espagnols présents au Sahara, favorables au maintien du référendum et au rapprochement avec le Polisario, tandis que le second courant est pour des accords entre Rabat et Madrid. Cet avis est défendu notamment par Jose Solis Ruiz, ministre et dirigeant du parti franquiste. Chacun des deux clans mène des négociations de son côté. Le maintien de la Marche Verte met une énorme pression sur l'Espagne, et notamment la perspective d'un affrontement entre ses troupes et les volontaires marocains. La balance penche alors pour l'option des négociations entre le Maroc et l'Espagne, et Cortina se range finalement à cet avis. Une décision qui fait fulminer Alger, qui envoie un émissaire à Madrid pour menacer ouvertement l'Espagne de représailles politiques et économiques.

Le 14 novembre 1975, les accords de Madrid sont signés entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie, mettant fin ainsi à une longue présence coloniale au Sahara. La page est définitivement tournée.

“Durant la semaine du 21 au 28 octobre, les militaires espagnols présents au Sahara multiplient les rencontres avec le Polisario dans le but de lui transférer les pouvoirs dans la région”

MÉMOIRES

La Marche verte selon Hassan II

La Marche Verte est bien plus qu'une simple épopée nationale, elle est un tour de force politique que Hassan II n'a cessé de décortiquer au fil des ans, offrant son propre récit et son analyse dans de nombreux entretiens et témoignages.

Il était le concepteur, l'artisan et l'organisateur de cet événement historique. Sans tomber dans les stéréotypes faciles ni galvauder les mots, la Marche Verte fut un véritable coup de génie de feu Hassan II. Il en a tiré d'énormes bénéfices politiques, tout comme il aurait pu en subir les conséquences en cas d'échec. Il a tenu un pari audacieux et risqué, dont les retombées auraient pu être désastreuses pour le Maroc et pour la monarchie si la Marche verte avait échoué.

Car imaginons un instant quel aurait été l'issue d'une telle démarche si Franco n'avait pas sombré dans le coma, quatre jours après l'annonce de la Marche Verte, et que son état de sa santé lui avait permis de tenir tête à Hassan II ? Ou si les officiers espagnols présents au Sahara avaient réagi d'une manière violente et sanglante à l'égard des manifestants ? Ou bien si l'armée algérienne en état d'alerte avait décidé de traverser les frontières et déclencher une guerre contre le Maroc ? Ou enfin, si une grande puissance, comme l'URSS, avait eu un comportement hostile envers la démarche marocaine ?

Hassan II a agi d'une manière qui a surpris les autres acteurs impliqués dans le dossier du Sahara, en tenant en compte plusieurs paramètres nationaux et régionaux. Et il a réussi son pari. Dans de nombreux témoignages et entretiens, le roi a livré son propre récit et son analyse de la Marche Verte. Il en a révélé même quelques secrets et anecdotes. Ils nous éclairent sur ses choix et sa lecture de la situation au Sahara pendant une période très particulière.

● Genèse d'une idée royale

Dans ses mémoires, *Le défi* (Albin Michel, 1976), Hassan II consacre un chapitre à la Marche Verte et à la question du Sahara. Il explique alors que le Maroc se retrouvait devant une situation extrêmement ambiguë où toutes les éventualités étaient possibles. L'Espagne entendait quitter le Sahara, mais sans préciser les modalités, l'Algérie déclarait publiquement qu'elle n'était pas intéressée par le territoire, et un accord était conclu avec la Mauritanie.

Le projet de Hassan II se résumait dans cette formule: *"Puisque notre Sahara ne pouvait venir à nous, nous devons aller à lui."*

Le roi avait même une vision "esthétique" de la Marche Verte, en l'imaginant comme une manifestation qui a l'allure *"d'une procession enthousiaste et grave, d'une cérémonie à la fois sportive, patriotique et spirituelle, d'une sorte de pèlerinage possessif vers cette antique terre marocaine. Voilà ce que je voulais."* Dans le même livre, il précise qu'il aurait pu mobiliser deux ou trois millions de volontaires,



©DR

“Hassan II a agi d'une manière qui a surpris les autres acteurs impliqués dans le dossier du Sahara, en tenant en compte plusieurs paramètres nationaux et régionaux”



Le 16 octobre 1975, Hassan II annonce l'organisation de la Marche verte.

mais il a opté pour 350 000 marcheurs, car c'est le nombre annuel de naissances au Maroc à l'époque. *"J'ai pensé qu'il m'était permis d'engager la moisson solennelle que Dieu nous donne pour ramener à la patrie une terre que nous n'avions jamais oubliée"*, explique Hassan II. Dans un autre livre (*La Marche Verte*, Plon, 1989), dont il a écrit la préface, le monarque donne plus de détails personnels sur la genèse de la Marche Verte et les premières démarches entreprises. Il y raconte alors que l'idée lui est venue dans la nuit du 19 août 1975, à Fès. *"La Fatiha, sourate liminaire du Coran qui a guidé les pas du Prophète Sidna Mohammed, m'a fourni le code de conduite pour déjouer les manœuvres de l'Espagne au Sahara"*, estime-t-il dans cette préface. D'ailleurs, la Marche Verte a été baptisée à ses débuts *"Opération Fath"*, en référence à cette sourate.

Hassan II revient sur la mise en œuvre, discrète et minutieuse, de cette opération dans le fameux livre d'entretiens *La Mémoire d'un Roi* (Plon, 1993). Il y raconte que, le 20 août 1975, il prononce un discours truffé de généralités, alors que sa décision est déjà prise. Il convoque juste après les ministres du Com-

merce et celui des Finances, et leur pose des questions sur les prévisions en denrées alimentaires pour le ramadan, et s'il y avait des stocks de réserve nécessaires pour tenir deux ou trois mois. Les ministres répondent par l'affirmative à la question du souverain, sans rien deviner.

Le lendemain, il convoque trois hauts gradés qui seront les responsables de la Marche Verte : le général Mohamed Achahbar, le général Abdelaziz Bennani et le colonel Mohamed Ziati. *"Je leur ai fait prêter serment de ne rien divulguer, même s'ils n'étaient pas d'accord, et je leur ai expliqué comment je voyais cette Marche Verte"*, relate Hassan II. Les trois militaires, emballés par l'idée, se sont mis au travail *"sans secrétaire rédigeant tout à la main"*. Un cercle restreint composé du roi et des trois officiers préparait et dessinait toute l'opération dans ses moindres détails : *"Il fallait calculer avec précision le nombre de pains nécessaires pour nourrir 350 000 personnes, la quantité de bougies indispensables pour éclairer les camps. Nous avons ainsi travaillé tous les quatre, dans le plus grand secret jusqu'au début du mois d'octobre."*

Hassan II n'a mis le gouvernement et les hauts fonc-



tionnaires du pays dans le secret de l'opération que quelques semaines plus tard. *"Il est plus facile de conserver un secret à quatre qu'à trente, a fortiori en y ajoutant plus de quarante gouverneurs. Or, une fuite aurait été mortelle et ses conséquences considérables sur le plan international"*, explique Hassan II dans ses entretiens avec le journaliste français Eric Laurent. Hassan II n'attendait donc que l'occasion pour annoncer publiquement le projet de la Marche Verte.

● Une marche sous haute tension

Le 16 octobre 1975, le jour tant attendu est arrivé. Immédiatement après que la Cour internationale de La Haye a livré son avis sur le Sahara, le roi prononce son discours pour annoncer la Marche Verte. Le monde entier, y compris le général Franco, croit au bluff et pense qu'une telle initiative est impossible à réaliser. Le monarque raconte comment des journalistes américains sceptiques ironisaient sur la Marche Verte en se demandant si les 350 000 Marocains allaient se déplacer à dos de chameaux !

Hassan II a calculé tous les détails : 7813 camions, 10 000 cadres d'encadrement, 470 médecins et auxiliaires médicaux, 17 000 tonnes de nourriture, 23 000

tonnes d'eau et 2590 tonnes de carburant. Sans oublier *"des armes et des munitions dans le cas où il aurait été nécessaire de se défendre."*

Lors de différentes déclarations, le roi ne cachait pas sa fierté de voir des milliers de volontaires se présenter pour participer à la Marche Verte. Il raconte : *"Dans toutes les villes et les villages du royaume, les gens sortaient dans les rues en criant : 'Nous sommes volontaires !' C'était un véritable rush. Sur les 350 000 volontaires choisis, nous avons pris 10% de femmes. Certaines, nous l'avons découvert après, étaient enceintes. Nous avons eu onze naissances et pas une seule mort pendant un mois et demi."*

Mais la démarche n'était pas sans risque, et une possibilité d'affrontement militaire était à envisager. Dans *Le défi*, le roi expose la nature des consignes données aux participants à la Marche Verte : *"Au cas où nous rencontrions des Espagnols, nous les saluerions et passerions notre chemin. Mais si d'autres que des Espagnols essayaient de nous barrer la route et nous attaquaient, nous prendrions immédiatement des mesures d'autodéfense."* Il faudrait souligner que des unités des Forces Armées Royales (FAR) accompagnaient, le long des frontières avec l'Algérie, l'avan-

"Au nom de Dieu qui meut le navire et l'arrête", par ces mots, Hassan II donne le départ de la Marche verte, le 6 novembre 1975 à Agadir.



Lalla Malika, présidente du Croissant Rouge, accompagne les volontaires à la Marche verte.

cement des manifestants et étaient prêtes à répondre en cas d'attaque du Polisario. Hassan II était plutôt rassuré du côté espagnol, et il avait reçu des messages d'apaisement de la part des dirigeants à Madrid. *"Afin d'éviter tout incident, le gouvernement espagnol donna finalement ordre à ses troupes de se retirer à une quarantaine de kilomètres au sud de ce qui était encore la frontière"*, rapporte le roi dans ses Mémoires. Il qualifiait lui-même sa démarche de *"pari psychologique"*, car il estimait connaître Franco et les militaires qui entouraient le général moribond, qui n'auraient jamais pris l'initiative de tirer sur des civils désarmés. Il va encore plus loin dans l'analyse en avouant que *"c'était en réalité un affreux chantage,*

“Un cercle restreint composé du roi et des trois officiers préparait et dessinait toute l'opération dans ses moindres détails”

mais un chantage licite qu'aucune loi ne réprimait.” Un pari qu'il a réussi, malgré les écueils.

● Une décision lourde de conséquences

Le monde entier était suspendu au discours de Hassan II, le 5 novembre 1975, à Agadir, où il a donné le coup d'envoi de la Marche Verte. Jusqu'au bout, certains continuaient à penser que le dirigeant marocain n'allait pas mettre en œuvre son pari. Ce jour-là, Hassan II a prononcé ces mots qui resteront gravés dans l'Histoire du Maroc : *“Cher peuple, demain tu franchiras la frontière. Demain, tu entameras la Marche, demain tu fouleras une terre qui est tienne, tu palperas les sables qui sont tiens, demain tu embrasseras un sol qui fait partie intégrante de ton cher pays.”*

Le 6 novembre 1975. Une marée humaine traversant les frontières de l'ancien “Sahara espagnol” et les images de cette épopée font désormais partie de l'imaginaire national marocain. Le roi était informé de tous les détails de l'opération : *“J'étais tenu heure par heure au courant des moindres incidents de ce véritable pèlerinage aux sources.”*

Trois jours plus tard, le souverain demande aux volontaires d'arrêter la Marche Verte et de rebrousser chemin. Pour Hassan II, la mission a été accomplie. *“Retournons donc, cher Peuple, à notre point de départ : les volontaires à Tarfaya et votre Serviteur à Marrakech. Remercions le Très Haut et disons ensemble ce verset du Coran : ‘Dieu, nous mettons notre espoir en Toi et nous nous en remettons à Toi seul’”*, conclut-il dans un discours adressé aux participants à la Marche Verte. Mais une question est légitimement posée : qu'aurait fait Hassan II si le pari de la Marche Verte avait été perdu ? Le roi a eu cette même réponse dans un livre d'entretiens : *“Quand je suis arrivé à Rabat revenant d'Agadir et que je suis monté sur la terrasse du palais pour contempler le golfe, j'ai regardé la mer avec d'autres yeux en pensant : ‘Tu aurais pu ne revenir à Rabat que pour boucler tes valises et partir en exil.’ J'aurais abdiqué.”*

Il explique alors le sens de sa décision en cas d'échec : *“Il m'eût été impossible de laisser des morts, avec seulement le Coran et le drapeau marocain à la main, sur le terrain. Le monde aurait crié à l'aventurisme et, comme nous disons en arabe dialectal : ‘je n'avais plus de visage’. Je perdais la face.”*

Hassan II a gagné son pari. La Marche Verte est devenue un jalon fondateur de son règne qui a permis au Maroc de retrouver son unité territoriale et à Hassan II de forger une unité nationale tant recherchée depuis l'indépendance du Maroc. Un coup de génie.

RÉVÉLATIONS

Kissinger et le Maroc

En 1975, alors que le Maroc récupère son Sahara, Henry Kissinger est contraint de jouer aux équilibristes pour tenter de maintenir une relation entre Washington et Alger. Ce qui mènera irrémédiablement à un enlèvement du conflit.

L'ancien secrétaire d'État américain célébrait son centième anniversaire le 27 mai 2023. L'occasion de revenir sur sa contribution à l'un des épisodes clés de l'histoire moderne du Maroc : la Marche verte. Henry Kissinger divise. D'un côté, il est acclamé pour son réalisme. Son ouverture sur la Chine aura permis aux États-Unis de contenir les prétentions de Moscou, l'autre superpuissance de la Guerre froide. Il est également l'un des acteurs clés des Accords de Paris qui ont mis fin à la guerre du Vietnam. Mais celui qui fut le secrétaire d'État des présidents américains Richard Nixon et Gerald Ford est aussi connu pour le côté "sombre" de sa *realpolitik*. Lui qui a fui, durant son enfance, l'Allemagne nazie pour les États-Unis, a pourtant soutenu les dictatures militaires qui ont fait des milliers de morts en Argentine et au Chili. Il aurait également fermé les yeux sur des génocides au Bangladesh. Henry Kissinger a aussi joué un rôle dans l'histoire récente du Maroc puisqu'il était à la tête de la diplomatie américaine lors de la Marche verte, le 6 novembre 1975. Celle-ci passe très mal du côté d'Alger qui s'en plaint directement aux États-Unis. Le jour même, Houari Boumediene convoque les ambassadeurs des pays membres permanents du Conseil de sécurité au palais présidentiel. Il en veut particulièrement aux États-Unis, au point de demander à l'ambassadeur américain présent sur place : "Où est le Docteur Kissinger (Henry Kissinger est titulaire d'un doctorat, ndlr)? Rien de ce

que vous pourrez me dire ne me convaincra que les États-Unis ne peuvent pas mettre fin à cette affaire immédiatement. Tout ce que vous avez à faire, c'est d'envoyer un message à Hassan II, lui demander d'arrêter et il arrêtera", peut-on lire dans un télégramme de l'ambassade des États-Unis à Alger destiné à Henry Kissinger. Or, pour les Américains, c'est surtout l'avenir à long terme du territoire qui compte.

● Un destin scellé... ou presque]

Le 7 novembre, la Marche verte est toujours en cours. Henry Kissinger commence à transmettre ses instructions en vue d'une résolution de la question sahraouie. Pour le secrétaire d'État, il est essentiel que l'Espagne et le Maroc reprennent des négociations sous les auspices des Nations Unies, ce qui pourrait également rassurer Alger.

Le Maroc, lui, se retrouverait "gagnant" puisque des négociations bilatérales seraient directement engagées avec l'Espagne. Mais les signes d'un désengagement américain et d'un soutien plus franc de la France au Maroc se font déjà sentir.

"Si le secrétaire général des Nations Unies demande le soutien des États-Unis pour ces négociations entre le Maroc et l'Espagne, dites-lui que nous offrirons toute l'aide possible. Mais il doit comprendre que toutes nos demandes auprès du Roi Hassan II ont été vaines jusqu'à maintenant. Il pourrait néanmoins considérer une aide de pays comme la France qui, jusque-là, ne s'est pas impliquée, mais a une relation spéciale avec les parties pour s'impliquer", peut-on



© HENRY KISSINGER/VALE UNIVERSITY

La relation entre Henry Kissinger et Hassan II se poursuivra après le départ du secrétaire d'État de son poste en 1977.

lire dans un télégramme signé par Henry Kissinger et destiné à la Mission permanente américaine auprès des Nations Unies.

Madrid et Rabat parviendront, aux côtés de la Mauritanie, à un accord sur le Sahara. En effet, mise devant le fait accompli, l'Espagne n'a eu d'autre choix que de négocier avec Rabat et Nouakchott qui avaient scellé un accord sur la partition du Sahara. Les deux-tiers au nord du territoire (incluant Laâyoune, Boujdour et les mines de phosphates de Boucraâ) reviendront au Maroc, tandis que le tiers sud (qui inclut Dakhla) reviendra à la Mauritanie, qui finira par s'en retirer en 1979. L'accord est conclu le 14 novembre 1975 et prévoit la fin de la présence espagnole au Sahara pour le 28 février 1976. Le destin du Sahara semble scellé. Ou presque.

● Pression algérienne

Sauf que le voisin algérien ne compte pas abandonner l'idée d'un Sahara indépendant. Abritant le Polisario, l'Algérie continue de faire pression pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara. Elle est prête à user de tous les recours pour faire pencher Washington de son côté.

C'est d'ailleurs l'objectif de l'approche du ministre

algérien des Affaires étrangères, un certain Abdelaziz Bouteflika, auprès d'Henry Kissinger lors d'une rencontre à Paris en décembre 1975.

Henry Kissinger : Parlons du Sahara. Vous devez savoir que nous n'avons pas insisté auprès de l'Espagne pour une solution en particulier. On a même tenté de dissuader le roi de lancer la Marche (...) Sincèrement, nous ne voulons pas nous impliquer dans cette problématique du Sahara. Il ne s'agit pas juste d'une posture.

Abdelaziz Bouteflika : Je pense que si nous voulons parler de ce problème, nous devons parler de manière franche et directe. Le problème du Sahara est un précédent au niveau mondial et un problème qui est très important pour le Moyen-Orient.

Henry Kissinger : Pourquoi le Moyen-Orient ?

Abdelaziz Bouteflika : Si l'Égypte, la Syrie et la Jordanie parviennent à un accord avec Israël, pensez-vous que le monde arabe abandonnera les Palestiniens ? Il s'agit du même problème. Vous ne pouvez pas abandonner le peuple du Sahara, comme vous ne pouvez pas abandonner la Namibie. Le Maroc et la Mauritanie sont impliqués et ils essayent de s'arranger. Mais maintenant, il y a une décision de la Cour internationale de justice (qui a reconnu



© AFP

Houari Boumediene et Kissinger.

l'existence de liens d'allégeance entre des tribus sahraouies et le Maroc tout en affirmant le droit à l'autodétermination du "peuple du Sahara", ndlr).

Henry Kissinger : Elle est ambiguë.

Abdelaziz Bouteflika : Non, c'est une décision qui a pris en compte les requêtes de chaque partie et propose une solution pacifique.

Henry Kissinger : Je ne sais pas ce que l'autodétermination signifie pour le Sahara. Je peux la comprendre dans le cas de la Palestine. Il s'agit de problèmes légèrement différents.

Abdelaziz Bouteflika : La population du Qatar n'est pas plus importante (que celle du Sahara, ndlr).

Henry Kissinger : Mais les Qataris ont un cheikh. Les Qataris ont un État indépendant.

Abdelaziz Bouteflika : Ils (les Sahraouis, ndlr) peuvent également être indépendants. Avez-vous Dubaï? (...)

Henry Kissinger : Que se passera-t-il au Sahara?

Abdelaziz Bouteflika : J'aimerais que vous proposiez une solution. Pensez-y, car c'est important.

Henry Kissinger : Quelle solution?

Abdelaziz Bouteflika : Il n'y a qu'une seule solution. C'est une question de principe. Il pourrait y avoir un référendum dont l'Algérie acceptera les résultats. S'ils choisissent le Maroc ou la Mauritanie,

nous n'avons aucun problème. Ou ils pourraient être indépendants.

La conversation des deux hommes revient ensuite sur la Marche verte et sur le rôle des puissances occidentales qui auraient permis son organisation selon Bouteflika.

Abdelaziz Bouteflika : Nous pensons que la France a joué un triste rôle. Cela s'est fait sans délicatesse, sans aucune subtilité. Bourguiba et Senghor ont tenté d'utiliser ce qui leur restait d'influence en France. Cela c'est fait sans finesse, sans aucune recherche. Je ne sais pas si c'est votre cas. Mais nous étions vraiment affectés, car nous pensions qu'il s'agissait d'une position anti-algérienne.

Henry Kissinger : Nous n'avons pas de position anti-algérienne. Mais il fallait prendre en compte nos risques. Empêcher la Marche verte signifiait un coup dur à nos relations avec le Maroc qui aurait pu mener à un embargo.

Abdelaziz Bouteflika : Vous auriez pu le faire. Vous pouvez arrêter les aides économiques et militaires.

Henry Kissinger : Mais cela aurait signifié la destruction complète de notre relation avec le Maroc.

Abdelaziz Bouteflika : Non. Le Roi du Maroc serait parti chez les Soviétiques.

Henry Kissinger : Mais nous n'avons pas tellement d'intérêts au Sahara.





Henry Kissinger s'adressant à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 1973.

Abdelaziz Bouteflika : Mais vous avez des intérêts en Espagne et au Maroc.

Henry Kissinger : Et en Algérie.

Abdelaziz Bouteflika : Et vous avez favorisé l'un d'entre nous.

Henry Kissinger : Nous avons essayé de ne pas être impliqués dans ce problème. (...)

Abdelaziz Bouteflika : Vous savez, si vous avez un problème avec Cuba, le Vietnam ou le Cambodge. Nous serions ravis d'aider... discrètement.

Henry Kissinger : Certains de nos fonctionnaires ne comprennent pas toujours notre relation. Mais je reconnais qu'elle a été très positive et je l'estime.

Abdelaziz Bouteflika : Nous sommes de vrais amis. Nous n'avons rien à cacher et nous ne faisons pas de basses manœuvres. (...)

Henry Kissinger : Laissez-moi réfléchir à cette question de référendum. Surtout si elle ne requiert pas de retrait (marocain, ndlr).

Abdelaziz Bouteflika : Vous parlez de retrait. Mais il faut aussi garantir la liberté de choix de cette population. Les assassinats peuvent devenir monnaie courante. Nous ne voulons pas d'un génocide.

Henry Kissinger : Au Sahara ?

Abdelaziz Bouteflika : Je peux vous l'assurer. Des intérêts sont en jeu. Je ne sais pas pourquoi la Mauritanie voudrait de pareilles frontières ou pourquoi

l'Algérie devrait avoir à s'inquiéter. Ce n'est pas sain. La partition maroco-mauritanienne ce n'est tout simplement pas de la politique (...) Pensez-y.

Henry Kissinger : J'y penserai.

Abdelaziz Bouteflika : Je ne pense pas que vous voulez d'un nouvel État dans la région.

Henry Kissinger : S'il s'était construit par lui-même, nous l'aurions accepté. La Guinée-Bissau et le Cap-Vert, nous les avons acceptés.

Abdelaziz Bouteflika : Il y a de grandes richesses là-bas. Ça peut devenir le Koweït de la région.

Henry Kissinger : Je vous le répète : nous n'avons pas d'intérêt.

● Ménager la chèvre et le chou

Après cette conversation avec Abdelaziz Bouteflika, Henry Kissinger occupe le poste de secrétaire d'État pendant un peu plus d'un an encore. Durant cette période, le Maroc multiplie les demandes d'achats d'armes à Washington. Le royaume est enlisé depuis le début de l'année 1976 dans un conflit armé avec le Polisario. Le mouvement séparatiste est directement armé et financé par l'Algérie et la Libye. Des armes russes et même américaines parviennent au Polisario, selon des télégrammes américains citant des sources marocaines. Mais Kissinger, malgré sa sympathie initiale pour le Maroc, cherche à ménager la chèvre et le chou. Les demandes d'armement du Maroc sont reportées aux calendes grecques. Finalement, les États-Unis, dans un souci d'équilibrer le conflit, accèderont aux demandes du Maroc suite à l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison Blanche, près de quatre ans après la fin de la mission d'Henry Kissinger à la tête de la diplomatie américaine.

L'augmentation des aides militaires au Maroc coïncidera d'ailleurs, la même année, avec une visite privée dans le royaume de l'ancien secrétaire d'État. Preuve ultime du lien entre les deux hommes, Henry Kissinger est fait membre de l'Académie du Royaume par Hassan II, comme d'autres personnalités proches du Maroc avant lui.

Le conflit du Sahara, lui, continuera de s'enliser. Les hostilités sur le terrain prendront fin en 1991. Depuis, une solution politique tente toujours d'être négociée sous les auspices des Nations Unies. Une autre administration républicaine, celle de Donald Trump, finira par reconnaître la marocanité du Sahara dans un exercice de réalisme que n'aurait peut-être pas renié Henry Kissinger.

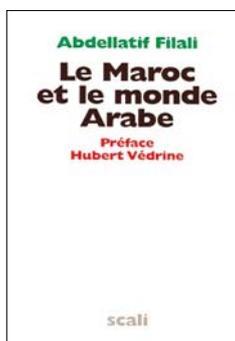
Et près de cinq décennies après l'implication du diplomate dans ce dossier, celui-ci n'est toujours pas clos, malgré les avancées réalisées par le royaume.

RÉVÉLATIONS

Un diplomate à Madrid

Au cœur de la crise du Sahara en 1975, Abdellatif Filali est un témoin privilégié des derniers jours de l'Espagne franquiste et des prémices de la Marche verte. Ambassadeur du Maroc à Madrid à l'époque, il révéla dans ses Mémoires l'échange glaçant avec Franco et les messages entre Hassan II et le prince Juan Carlos pour résoudre cette crise.

La scène se déroule au Palais d'Orient, la résidence royale à Madrid, en octobre 1975. Les invités attendent l'arrivée du général Franco pour célébrer l'anniversaire du Movimiento, ce mouvement nationaliste et autocratique qui s'empare de l'État et du pouvoir en Espagne en 1936. Les portes s'ouvrent et un octogénaire, frêle et malade, avance à petits pas pour saluer les diplomates étrangers. Quand l'ambassadeur du Royaume du Maroc est annoncé, Franco s'arrête, lui tend la main et marque une longue pause devant lui. Derrière ses lunettes vertes, le général fixe un moment le diplomate marocain, sans rien lui dire. Les autres représentants observent l'étrange scène, sans comprendre. Franco serre de nouveau la main de l'ambassadeur marocain et reprend son chemin. Le lendemain, le général est hospitalisé et meurt quelques semaines après. Cette scène, c'est Abdellatif Filali lui-même qui la raconte. Ancien Premier ministre et ex-ministre des Affaires étrangères, il est alors ambassadeur du Maroc à Madrid (1973-1978). Durant cette période cruciale, il est témoin de la crise avec l'Espagne autour du Sahara, de l'épopée de la Marche verte et de la conclusion des Accords de Madrid en novembre 1975. Il revient sur cette séquence historique dans ses Mémoires (*Le Maroc et le monde arabe*. Scali, 2008).



● Franco, Bouteflika et la question du Sahara

Abdellatif Filali fait partie des premiers diplomates du Maroc indépendant. Initialement, il se destine à une carrière de juriste après avoir soutenu une thèse en droit à la Sorbonne. Mais, immédiatement après l'indépendance du pays, il intègre le corps diplomatique, d'abord à l'ONU en 1958, puis comme ambassadeur dans plusieurs pays, dont l'Algérie et la Chine.

En 1971, il est nommé ministre des Affaires étrangères, avant que Hassan II ne lui demande de rejoindre l'ambassade du Maroc en Espagne, en 1973. Pendant cette période, les relations sont extrêmement tendues entre les deux pays. L'Espagne prend l'initiative, de manière surprenante, de se retirer du Sahara, sans expliquer clairement les modalités. Filali raconte comment, un jour, Franco lui remet une lettre à transmettre à Hassan II, lui annonçant

“Nous n'avons pas de solution et nous ne savons pas quoi faire”, répond, avec résignation, le responsable espagnol”

sa volonté d'organiser l'autodétermination du "peuple sahraoui". Une façon de mettre le Maroc devant le fait accompli. Hassan II répond par un message au Caudillo, précisant que sa proposition n'est pas acceptable, car le Sahara fait partie du territoire marocain, au même titre que Tarfaya rendue par les Espagnols au royaume en 1958. Le Maroc saisit alors la Cour Internationale de Justice à La Haye. Abdellatif Filali évoque également le rôle joué par l'Algérie, alors qu'elle se déclare toujours "désintéressée" à l'égard du Sahara. Il rapporte un étrange échange, en 1972, entre lui, alors ministre des Affaires étrangères, et son homologue algérien de l'époque, Abdelaziz Bouteflika. Ce dernier lui explique que le Sahara "doit être décolonisé le plus rapidement possible. Il peut revenir au Maroc ou à la Mauritanie. Il peut aussi aller à l'Algérie. L'essentiel est de le décoloniser...". Interloqué, le diplomate marocain répond que la France a rendu aux Algériens leur pays dans ses frontières naturelles, et qu'il n'y a aucune raison "d'imaginer une option algérienne sur le Sahara occidental".

Hassan II est informé de l'échange. "Une telle attitude ne s'explique que par l'ambition de faire de l'Algérie le maître de la région", conclut Abdellatif Filali.

● Une mission secrète

L'annonce de la Marche verte est une surprise totale pour les Espagnols. Ils pensent jusqu'au bout qu'il s'agit d'une pure manœuvre de Hassan II et qu'il va y renoncer. Selon ses Mémoires, Abdellatif Filali est convoqué le 5 novembre 1975, la veille du départ de la Marche verte, par le président du gouvernement espagnol, Carlos Arias Navarro. Ce dernier décrit la décision de Hassan II comme "inopportune" et met en garde le Maroc contre les risques d'un affrontement entre l'armée espagnole et les civils marocains. Madrid traverse une véritable crise politique : Franco agonise à l'hôpital tandis que le prince Juan Carlos assure l'intérim du chef de l'État. "Nous n'avons pas de solution et nous ne savons pas quoi faire", répond, avec résignation, le responsable espagnol. Il demande alors à l'ambassadeur, sur proposition du prince Juan Carlos, si le ministre Antonio Carro, chargé du Sahara, peut rencontrer Has-



© DR

san II. Une heure plus tard, les deux hommes s'envolent pour Rabat, puis Agadir, afin de livrer un message au roi. Le lendemain, Hassan II reçoit l'émissaire de Juan Carlos et s'entretient avec lui en espagnol. Antonio Carro exprime les inquiétudes de Madrid et dit à Hassan II que "le prince vous demande de voir ce qui peut être fait entre nous, de façon amicale".

Le roi allume une cigarette, tient un discours rassurant et informe l'émissaire de Juan Carlos que l'ordre sera donné, le lendemain, aux volontaires de s'arrêter. Il ajoute : "À nous de trouver une voie nouvelle pour reprendre la vie commune inaugurée lorsque vous avez mis fin à l'occupation du Maroc". Le message est clair. L'émissaire espagnol et l'ambassadeur marocain retournent le jour même à Madrid.

Hassan II tient parole et prononce un discours mettant fin à la Marche Verte. Un jour après, Juan Carlos reçoit Abdellatif Filali, les bras ouverts, en lui disant : "Tu vois, tout s'est bien passé...".

Les Accords de Madrid sont signés une semaine après, permettant au Maroc de récupérer son territoire.



TÉMOIGNAGES

Ils ont participé à la Marche Verte

Des figures politiques et intellectuelles importantes ont pris part à la Marche Verte. Découvrez, à travers leurs récits personnels, les coulisses de cette épopée pacifique, de la décision royale aux préparatifs intenses, en passant par l'engagement inébranlable des volontaires, mais aussi des réflexions sur cet événement historique.

● Ahmed Osman Ancien Premier ministre

"S.M. le Roi a, dès l'origine, conçu l'idée d'être à la tête de la Marche Verte, ce dont il fit part d'ailleurs à son peuple dans son discours du 16 octobre. Toutefois, dans la même journée du 5 novembre, nous sommes partis en délégation pour l'adjurer de ne pas mettre à exécution son projet à un moment où les circonstances exigeaient qu'il reste aux postes de commandement de la nation. Cela n'a pas été facile. À son corps défendant, il finira cependant par accepter, mais il ne veillera pas moins, par la suite, à conduire toutes les opérations par la radio qui lui permettra d'être en contact permanent avec nous. Le jour même, l'ensemble des ministres voulurent aussi participer à la Marche, ce qui était pratiquement impossible. Aussi imagina-t-on l'idée de tirer au sort les noms des ministres qui pourraient le faire en compagnie de ceux qui y étaient désignés d'office de par leur fonction. C'est ce jour-là que j'ai eu le très grand honneur d'être désigné pour être à la tête de la Marche Verte. Le soir même, nous prenons un avion C 130 en direction du Sud. Nous nous avisâmes d'atterrir à Tan-Tan au lieu de Tarfaya où soufflait une violente tempête de sable. Après une halte de quelques heures, nous prenons des véhicules pour Tarfaya où nous arrivons à l'aube et où les marcheurs sont déjà prêts pour entreprendre la Marche. Un peu plus tard, je m'adresse aux volontaires pour rappeler les directives du Souverain, la légitimité de notre lutte et de notre marche pacifique et notre victoire inéluctable. À 10 h 32, j'ai l'insigne honneur de recevoir de Sa Majesté Hassan II par radio l'ordre qui symbolise pour moi le mo-

ment le plus émouvant et le plus prestigieux d'une carrière : "Au nom de Dieu qui meut le navire et l'arrête ! Osman en avant !" À 10 h 33, d'un pas décidé, nous entamons la Marche dans une atmosphère de grande piété et dans un ordre et une discipline impeccables. Après avoir franchi la frontière factice au poste de Tah, nous nous arrêtons pour embrasser le sol retrouvé, faire la prière et lire la Fatiha. Puis, nous reprenons notre Marche, en psalmodiant le Coran, en scandant des vivats à l'adresse de l'Unificateur du pays, vivats qui sont ponctués par les you-you enthousiastes des femmes. Au-dessus de nous, volant en rase-mottes, des avions militaires espagnols cherchent à nous intimider. Nous les saluons en brandissant le Coran et le drapeau national et continuons notre Marche en profondeur dans notre Sahara retrouvé. Au même moment, le gouvernement espagnol saisit le Conseil de sécurité qui décide, sans prendre de résolution, de charger son président, M. Adam Malik (URSS) de demander à Sa Majesté le Roi Hassan II d'arrêter la Marche Verte. Le Souverain lui répond : "La Marche est déjà effectivement engagée..." et renouvelle au Conseil de sécurité "l'assurance que cette Marche ne se départira à aucun moment du caractère pacifique qui en a inspiré l'initiative et sera maintenue pendant son déroulement". Réuni de nouveau le même jour, toujours à la demande de l'Espagne, le Conseil de sécurité adopte tard dans la soirée une résolution dans laquelle il note "avec une profonde préoccupation" que la situation "s'est gravement détériorée" au Sahara, déplore l'organisation de la Marche Verte et surtout demande aux parties d'ouvrir les négociations."



● **Maati Bouabid**
Ancien Premier ministre

"C'est en tant que volontaire parmi les volontaires que j'ai participé à la Marche Verte... J'ai inscrit mon nom parmi ceux des 35 000 volontaires de Casablanca, devant constituer le dixième des effectifs globaux de la Massira. Je retirai ma carte... et, le 25 octobre, je me retrouvai, volontaire parmi les volontaires, bivouaquant au bord de la mer, à 17 kilomètres de Tarfaya. C'était un véritable Maroc en raccourci, où étaient représentées toutes les provinces, toutes les conditions sociales, toutes les tendances politiques... Je rejoignis, pour ma part, le groupe des avocats qui s'étaient également joints aux marcheurs (...). C'était le bonheur, le bonheur d'être où on était, de faire ce qu'on faisait, de s'assumer et de se transcender. Nous ne menions pas seulement une existence en commun, nous vivions réellement dans la solidarité organique et la symbiose spirituelle, avec la conscience de mener le même combat pour le même idéal, et la certitude et la fierté de faire œuvre utile. Là-bas, dans les villes – je l'appris plus tard –, certains esprits chagrins, certains stratèges du dimanche parlaient de l'annulation de dernière minute de la Marche, sous la pression internationale. Les uns affirmaient que le bloc occidental exercerait sa pression pour épargner l'honneur d'un caudillo moribond, préserver une démocratie espagnole en gestation et éviter une confrontation sanglante entre l'Espagne et le Maroc ; les autres assuraient, en revanche, que ce serait du bloc de l'Est que viendrait la pression, afin d'agréer au prétendu allié algérien et de maintenir un prétendu équilibre stratégique au Maghreb ; d'autres enfin mettaient leur main au feu que le Conseil de sécurité des Nations unies lancerait un appel solennel pour l'annulation de la Marche, la jugeant de nature à mettre en péril la paix et la sécurité dans la région. Quant à nous, les 350 000 volontaires, nos esprits étaient bien loin de toutes ces spéculations politiciennes : nos esprits étaient déjà au-delà de la ligne d'horizon qui miroitait comme un mirage sous le soleil de plomb, nos esprits étaient au-delà des fils barbelés de la frontière factice, nos esprits étaient au-delà des blindés



espagnols que la plupart d'entre nous devinaient tout près, nos esprits étaient déjà à l'intérieur du territoire de la "Sakia". Nous savions que nous allions bientôt fouler et libérer cette terre après quatre-vingt-dix ans de colonisation. Effectivement, le 5 novembre à 18 h 30, la confirmation impatientement attendue vint : "Demain, nous embrasserons le sol du territoire retrouvé." Lorsque la voix de Sa Majesté le Roi se tut dans les transistors, ce fut d'abord le silence, quelques secondes d'un silence total chargé d'émotion et de ferveur. Puis les you-you fusèrent et ce fut l'explosion d'allégresse et d'enthousiasme. Très peu dormirent cette nuit-là... De bon matin, les officiels arrivèrent d'Agadir et, dès que l'ordre solennel de marche fut donné par Sa Majesté le Roi ("C'est au nom de Dieu qu'elle se meut et qu'elle s'arrête : en avant !"), la première colonne des marcheurs se mit en branle et gomma à tout jamais la frontière factice des territoires sous occupation espagnole (...).
J'y étais, donc... J'y suis encore. Non seulement par le souvenir, mais par le cœur. Puisse Dieu perpétuer dans nos cœurs le souffle de la Marche Verte."



● Ali Yaata

Député et ancien Secrétaire général du PPS

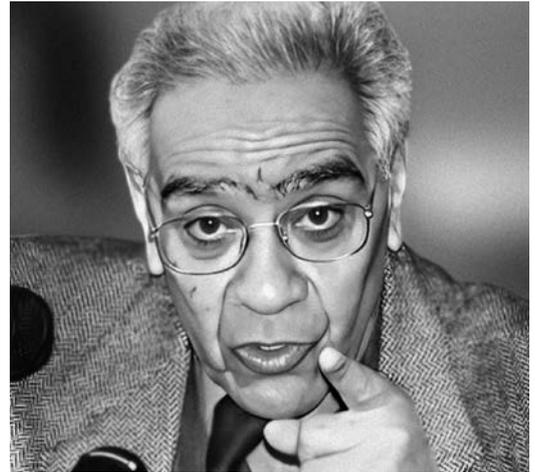
"Je me souviens, ainsi, de ce jour d'octobre 1975, où Sa Majesté le Roi Hassan II me fit l'insigne honneur de me faire mander. Sa Majesté, sitôt que je fus en sa présence, m'annonça sa décision de porter un coup décisif à l'occupation colonialiste franquiste, par l'organisation d'une vaste marche populaire qui, pacifiquement, mais résolument, devrait abolir la frontière factice maintenant le Oued Ed-dahab et la Saquiat el-Hamra hors du giron national. Le Souverain, m'expliquant la dimension de cette bataille à laquelle devrait être convié le peuple marocain, sollicita mon sentiment. Me recommandant une discrétion absolue et parfaitement compréhensible, il voulut, néanmoins, savoir si le parti aux destinées duquel je présidais, apporterait son soutien à une telle démarche, hautement patriotique. Ma réponse à Sa Majesté le Roi eut alors pour souci de mentionner le fait que le PPS disposait d'une direction collégiale et qu'il me fallait consulter mes camarades pour lui rendre une réponse totalement concluante. Mais je m'empressai aussitôt d'affirmer au Souverain que le PPS était résolument, et par principe, pour la participation des masses à la nécessaire lutte pour le parachèvement de l'intégrité territoriale et le total recouvrement de la souveraineté nationale (...) Sa Majesté le Roi Hassan II me rétorqua alors qu'il était, d'avance, sûr de cette réponse, ajoutant qu'il ne m'aurait jamais confié une information d'une telle importance s'il avait douté de la réponse que je devais lui fournir... La Marche Verte c'est, également, pour moi, le souvenir d'une bataille homérique, d'une empoignade passionnée, qui eut pour cadre et protagonistes le bureau politique du PPS et ses membres (...) Chacun, au bureau politique, voulait en être, déployant, pour convaincre les autres, des trésors d'éloquence et de persuasion. (...) Ce ne fut qu'après une très longue discussion, âprement menée, que le bureau politique du PPS réus-

sit à désigner ceux des siens qui allaient participer à la glorieuse Marche Verte. J'eus la joie et le privilège d'être parmi eux (...) Jamais je ne pourrai oublier ces jours enflammés, ces nuits fiévreuses, où tout un peuple n'était habité que par une seule préoccupation : tout faire pour contribuer à la réintégration de nos provinces méridionales spoliées. Rien, à cette date, n'était comme avant, dans les rues, les bureaux, les usines, les administrations ou les champs. Personne ne songeait à évoquer autre chose que l'audacieuse bataille des masses qui allait se déclencher. Chacun était convaincu de la légitimité de la cause et de la justesse de cette démarche. Personne, non plus, ne doutait de l'issue victorieuse... même si, ici ou là, perceait, parfois, une pointe d'anxiété sur la façon dont le cours des événements pourrait se dérouler. Le martyr, quoi qu'il en soit, était une hypothèse admise : s'il fallait se battre et mourir pour la patrie réunifiée, le sang serait résolument versé et le sacrifice accepté. Pour peu qu'il en résultât la défaite du colonialisme spoliateur."



● **Mhamed Boucetta**
Ancien ministre des Affaires étrangères

"Un jour, j'ai été convoqué en secret absolu, avec Abderrahim Bouabid, par le Général Moulay Hafid et Moulay Ahmed Laraki, ancien Ministre des Affaires étrangères et ancien Premier Ministre, pour me présenter devant le Roi. La rencontre a effectivement eu lieu la nuit ce jour-là. Le Roi nous a reçus dans une grande salle au siège du Haut Commandement de l'Armée, dont les murs étaient couverts de cartes. Là, il nous a surpris en disant : *"Je vais vous confier un secret, mais avant cela, vous devez prêter serment de le garder et de ne le divulguer à personne, quel qu'il soit."* Chacun de nous a reçu un petit papier sur lequel était écrit - je le conserve encore - de sa propre main : *"Louange à Dieu seul, que la prière et le salut soient sur notre Maître le Messager de Dieu, sa famille et ses compagnons. Je jure par Dieu le Tout-Puissant de garder le secret et d'exécuter l'ordre, pour assurer le succès de l'Opération Al-Qadar (le Destin) sous la conduite de Sa Majesté le Roi Hassan II. Dieu est le Garant du succès et de la victoire."* Signé de son nom, Hassan Ben Mohammed. Bouabid et moi avons prêté serment devant le Roi. Ce n'était pas le serment de la Marche, mais le serment de garder le secret. Après cela, il nous a exposé les grandes lignes de l'opération de préparation de la Marche, nous a demandé de nous mobiliser pour accomplir ce travail et de rester constamment à sa disposition. Il nous a également informés qu'il n'avait informé de ce plan qu'un petit groupe de personnes en qui il avait confiance, dont des officiers de l'armée et des civils. Bien que Bouabid et moi fussions dans l'opposition, le Roi Hassan II nous a associés à son projet dès le début, car la question du Sahara était la cause du peuple marocain et primait sur tous les calculs politiques. Sur ordre du Roi, la Marche a démarré le 6 novembre 1975, malgré l'intervention énergique de l'Union Soviétique auprès des Nations Unies pour contraindre le Maroc à reculer, in-



tervention qui s'est transformée à un moment donné en une menace directe contre le gouvernement marocain. J'étais aux côtés de M'hamed Douiri pour représenter le Comité exécutif du parti de l'Istiqlal à la Marche. Nous avons accompagné le Roi jusqu'à la ville d'Agadir, puis nous nous sommes dirigés vers Tan-Tan, puis vers Tarfaya, d'où nous sommes partis avec les foules de citoyens, hommes et femmes. Nous marchions à pied en direction de nos territoires sahariens, les mains levées brandissaient des exemplaires du Saint Coran, et d'autres les drapeaux nationaux, tous scandant des "Allahou Akbar" (Dieu est le plus grand), des louanges et des slogans au nom de la patrie et du Roi, dans une scène émouvante que la langue ne peut décrire ni les mots exprimer. De nombreux représentants de pays frères et amis étaient à nos côtés. En marchant au milieu des foules, nous avions le sentiment que de l'autre côté, nos frères attendaient avec impatience notre arrivée, pour s'embrasser et s'étendre, renouer les liens et se réunir, et embrasser le sol de cette terre pour laquelle le peuple marocain avait longtemps lutté et consenti tous les sacrifices pour sa liberté, son émancipation et son retour à la patrie. Lorsque les marcheurs ont atteint les frontières illusoires, ils ont brisé les barrières érigées par le colonialisme espagnol, précédés par Ahmed Osman, le Premier Ministre. Quelques avions de combat espagnols survolaient nos têtes de temps en temps, peut-être pour nous provoquer ou nous menacer, mais nous n'y avons prêté aucune attention dans le feu de ce moment rempli de dévotion et d'exaltation. Parallèlement à la progression de la Marche vers nos provinces sahariennes, des négociations diplomatiques et politiques se déroulaient activement sous la supervision des Nations Unies et du Conseil de sécurité, pour rapprocher les points de vue entre l'Espagne et le Maroc, à la lumière de la décision de la Cour Internationale de Justice. Dans le contexte de ces négociations, le Roi Hassan II a pris la décision d'arrêter la Marche, déclarant en même temps que la Marche avait atteint ce qui était attendu d'elle et avait atteint ses objectifs. Avec une discipline totale et en bon ordre, les participants ont obéi à la décision du Roi et se sont arrêtés sur leurs positions, commençant à se préparer à rentrer chez eux après leur victoire éclatante."





● **Tahar Benjelloun**
Ecrivain

"Comment témoigner? Comment dire et écrire ce moment? J'aurais voulu écrire un poème, car seule la poésie peut rapporter les reflets de la lumière et les prémices de la grâce guidant un peuple en marche. Mais ce poème est du domaine du songe; il porterait sur le regret, ce sentiment lent et redoutable parce qu'il fait des trous dans le corps et approfondit les blessures. Car j'étais loin du Maroc en ce jour mémorable et glorieux de novembre 1975. J'ai vécu la Marche Verte, l'oreille collée sur un transistor, à des milliers de kilomètres de notre Sud. Je tendais l'oreille pour cueillir la clameur d'un peuple en mouvement, écrivant l'Histoire qui allait faire du Maroc une nation nouvelle, fidèle à ses racines.

Je me trouvais à Bagdad pour participer à un colloque international célébrant le mille centième anniversaire de la naissance d'Al Farabi. Nous étions quelques Marocains dont les professeurs Aziz Lahbabi et Abed el-Jabri, à avoir l'esprit et le cœur dans le sud du Maroc et une présence physique dans la capitale irakienne.

Cette absence au pays, pure coïncidence du calendrier, je la regretterai toute ma vie. En effet, rien, ni les images, ni les films, ni les témoignages directs, ni les descriptions les plus détaillées, ne remplacera l'émotion vive, physique, emplie de joie et de ferveur d'avoir entrepris cet acte historique d'être parmi les trois cent cinquante mille Marocains qui ont mêlé leurs corps aux sables des provinces du Sud, pour dire, dans la paix, le droit et rectifier ainsi les bavures de l'Histoire. Avec cette Marche, comme l'a dit Sa Majesté le Roi Hassan II, "un Maroc nouveau vient de naître". L'horizon s'est déplacé; il s'est aligné sur le droit historique. Ce n'est que justice.

Ainsi, telle une naissance, tantôt sereine tantôt inquiète, le pays avançait comme pour reconstituer son corps.

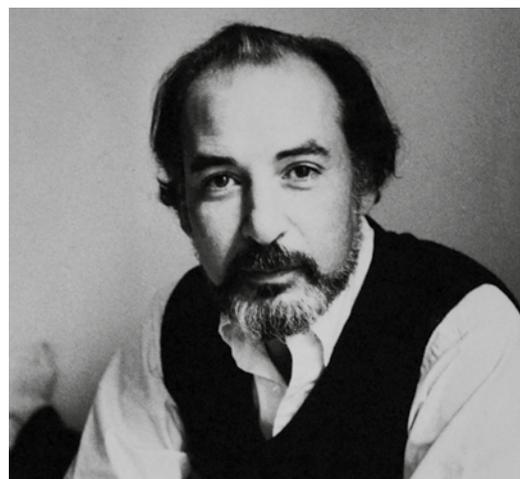
J'ai rêvé la Marche Verte.

Imaginer ne peut être que le regard du pauvre dans la brume et la poussière. Pour combler ce manque, cette absence, je convoquai les souvenirs toujours vivants de mes douze ans dans les rues de

Tanger en délire célébrant le retour de feu Mohammed V et de la famille royale, fêtant dans l'euphorie l'indépendance du pays.

Cette joie et cette immense ferveur de l'enfant que j'étais venaient se superposer sur l'écran des images de ces journées de novembre 1975, images que je voyais mais dont j'étais physiquement éloigné. La Marche Verte restera dans les mémoires une lumière vive, un souvenir exaltant et une écriture tout à fait originale de l'Histoire d'une nation à la légitimité incontestable et qui cultive la paix et la fraternité. C'est principalement cet événement historique qui m'a inspiré le récit de la Prière de l'Absent, un roman sur la mémoire et le retour aux sources, symbolisées par les provinces du Sud, là où cheikh Ma el Aïnin résista à l'occupation coloniale.

Telle fut ma contribution; elle est littéraire. Elle raconte la traversée du Maroc, du nord au sud, par trois personnages de fiction qui doivent emmener un enfant, trouvé dans le cimetière de Fès, au Sud pour le ressourcer, là où le peuple marocain lutta de toutes ses forces contre l'agression coloniale"



LafargeHolcim Maroc :

Bâtir les grands projets d'aujourd'hui pour un Maroc durable demain.

Depuis près d'un siècle, LafargeHolcim Maroc accompagne le développement économique et social du Royaume en participant à la réalisation des grands projets structurants qui façonnent le Maroc d'aujourd'hui et de demain. Fort de son expertise, de son savoir-faire et de son ancrage territorial, le Groupe s'impose comme un acteur majeur de la modernisation du secteur de la construction et un partenaire de confiance pour les infrastructures les plus emblématiques du pays.

Engagée dans une démarche ambitieuse de développement durable, LafargeHolcim Maroc place la durabilité au cœur de sa stratégie et de ses opérations. L'entreprise œuvre chaque jour pour réduire son empreinte carbone, promouvoir l'économie circulaire et développer des solutions constructives innovantes alliant performance, qualité et respect de l'environnement.

Sa feuille de route environnementale repose sur quatre piliers structurants : la décarbonation, la transformation des processus industriels, l'optimisation des ressources et la valorisation des déchets à travers sa filiale Geocycle Maroc.

Parce que construire le progrès ne peut se faire sans préserver la planète, LafargeHolcim Maroc s'inscrit pleinement dans la vision nationale de développement durable à horizon 2030.

Aux côtés de ses partenaires publics et privés, l'entreprise contribue à ériger des infrastructures durables, à renforcer la compétitivité du Maroc et à bâtir un avenir plus responsable pour les générations futures.

Des solutions Eco friendly et des produits innovants pour un bâtiment responsable

Conscient de l'empreinte écologique du secteur de la construction, LafargeHolcim Maroc propose une gamme de produits verts qui allient performance et respect de l'environnement.

Certains produits phares de LafargeHolcim Maroc portent le label ECO, garantissant leur faible impact environnemental tout en maintenant d'excellentes performances techniques.

L'entreprise investit continuellement dans la recherche et le développement de nouvelles solutions écologiques pour la construction. Les bétons bas-carbone ECOPact, les ciments bas-carbone ECOPlanet, la brique crue à faible émission carbone Durabric ou encore ECOCycle, béton à base de granulats recyclés, témoignent de l'engagement de LafargeHolcim Maroc en faveur de l'innovation durable.



ECOPLANET
The Low-Carbon Cement

ECOCYCLE
Build New From Old

ECOPACT
The Low-Carbon Concrete

GECCYCLE

لبلاندني

Ultra
THERMO

برفيكتو
Perfecto

Hydromedia

AIRIUM

97
ans

d'engagement
durable
et responsable

LH
LafargeHolcim
Maroc

MÉMOIRES

Un historien en marche

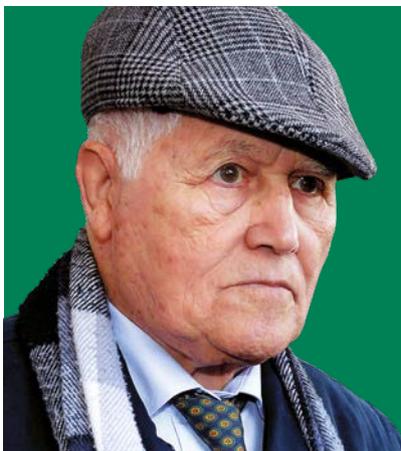
Dans son journal quotidien, qu'il tenu pendant plus de quarante ans, l'historien et intellectuel Abdellah Laroui évoque le climat politique et les enjeux politiques de l'année 1975. En participant lui-même à la Marche verte, il décrit les circonstances qui ont entouré cet événement et sa propre lecture personnelle de la situation.

● Lundi 28 avril

“Le harcèlement de l'Algérie envers le Maroc ne se limite plus à la question du Sahara. Les journaux de l'Istiqlal ont révélé que des conseillers algériens auprès des Émirats arabes unis s'étaient opposés à un projet de prêt destiné au Maroc pour la construction d'une raffinerie. Si le Maroc n'adopte pas une nouvelle politique, ferme et démocratique, il se retrouvera bientôt dans une situation critique. Le projet d'unité des États du Maghreb est enterré, et c'est peut-être ce que visaient les dirigeants actuels en Algérie. Il est impossible de comprendre ce qui se passe dans le pays voisin sans examiner l'identité de ceux qui gèrent ses affaires ainsi que leurs affiliations internationales.”

● Jeudi 5 juin

“L'Algérie agit par l'intermédiaire d'un mouvement de libération qu'elle a soutenu, aidé et pour lequel l'Espagne a négocié, afin d'atteindre son objectif : la tutelle sur une entité politique au Sahara qui servirait ses intérêts économiques et séparerait le Maroc de l'Afrique, ce qui correspond vus d'une partie des dirigeants mauritaniens. Le Maroc doit donc lui aussi agir par l'intermédiaire d'un mou-



vement de libération visant à créer une entité sahraouie qui s'unirait ensuite, d'une manière ou d'une autre, avec le Maroc. C'est ce qu'imposent la raison et la situation internationale, mais cela ne correspond pas à la logique de la politique officielle et du plan suivi devant la justice internationale. Il est difficile de convaincre les hommes d'État de suivre cette approche, même s'il est vrai que des partis politiques pourraient mobiliser leurs membres sur cette base.”

● Mercredi 9 novembre

“Les Espagnols ont dit : *“Pas de négociation avant l'arrêt de la Marche.”* Ils ont obtenu gain de cause. Les volontaires retourneront à Tarfaya et la *“Mahalla”* à Marrakech. Qui garantit que l'Espagne tiendra sa promesse ? Si elle décide de recourir à nouveau aux Nations Unies pour statuer sur la question de la souveraineté, qui l'en empêchera ? Les forces espagnoles ont évacué de nombreux points à l'est et au sud de la province. Si elles ne les remettent pas directement aux ennemis du Maroc, ces centres resteront en leur possession, et ils pourraient même partir de là pour occuper d'autres régions avec l'accord des soldats espagnols. Ceci en attendant des





Abdellah Laroui portait le numéro 5005 sur la liste des volontaires à la Marche Verte.

négociations qui pourraient s'ouvrir ou non, et qui, si elles s'ouvrent, pourraient être sérieuses ou non. Y a-t-il eu une pression américaine ? L'Amérique est-elle l'arbitre et le garant ?”

● Vendredi 17 octobre

“J’ai inscrit mon nom — que l’employé a écrit Laroui — sur la liste des volontaires sous le numéro 5005. En rentrant du siège de la Province, je suis passé devant le bureau du service du logement, et Abdel Latif Benomar Slaoui, un des pensionnaires de Dar El Maghrib (Maison du Maroc) à Paris m’a interpellé par la fenêtre. La discussion portait sur le projet de la Marche. Je lui ai dit que j’étais volontaire, ce qui l’a étonné.”

● Samedi 16 août

“Un journaliste étranger m’a demandé : *“Les Marocains sont-ils prêts à se sacrifier pour le Sahara?”* J’ai répondu : *“Tout dépend de ce que décident les res-*

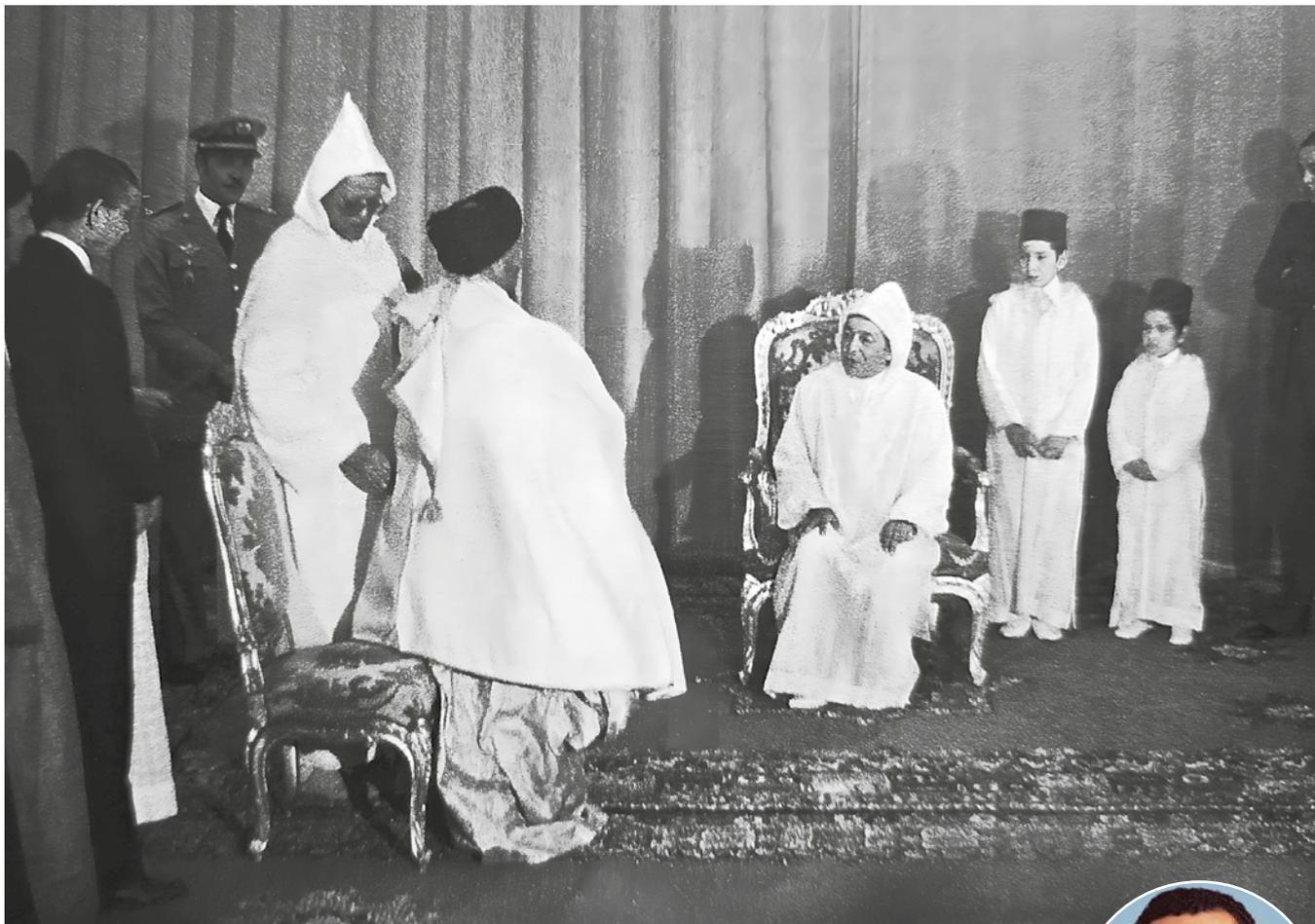
ponsables. S’ils choisissent la fermeté, le peuple suivra, d’autant plus que les partis d’opposition poussent dans ce sens depuis des mois. Mais s’ils hésitent et tergiversent, la classe moyenne s’exprimera, évoquant les dangers inévitablement engendrés par la confrontation.” Le point important est que la situation ne supporte plus l’instrumentalisation politique.”

● Jeudi 20 novembre

“La solution est révolutionnaire selon l’Union Socialiste, militaire selon l’Istiqlal, diplomatique selon le pouvoir. Chaque partie choisit le moyen qui sert son objectif fondamental. Puisque nous avons fait de la récupération et de la conservation du Sahara une priorité nationale, nous n’avons plus le droit d’imposer le plan que nous considérons comme le plus apte à résoudre radicalement le problème. Le Maroc sera confronté à des difficultés majeures et renouvelées et traversera des périodes difficiles. Toute la responsabilité repose désormais sur le pouvoir”. Abdellah Laroui. *Khawatir Al Sabah*. Journal 1967-2007. Centre culturel du Livre. 2017

● Jeudi 16 octobre

“Le discours du roi a conclu que le devoir des Marocains est d’entrer sur leur terre. Il a donc été décidé d’organiser une Marche populaire pacifique composée de 350 000 personnes, dont un dixième de femmes. Dès demain, les autorités commenceront à enregistrer les noms des volontaires. Il a déclaré : *“Nous ne voulons pas affronter les Espagnols, mais si nous trouvons d’autres soldats qu’eux dans la province, nous les combattons sans merci.”* L’objectif est clair : empêcher les Espagnols d’organiser un référendum sous la forme qu’ils ont proposée et les contraindre à des négociations bilatérales ou trilatérales, c’est-à-dire en incluant la Mauritanie et en isolant l’Algérie. L’Espagne aura sans aucun doute recours au Conseil de sécurité pour forcer le Maroc à renoncer à son plan ou pour envoyer une force de maintien de la paix dans la province. Sur le plan interne, l’initiative ne résout pas le problème, mais pourrait même le compliquer. Cependant, elle est préférable au silence et à l’inaction précédents. Si le Maroc n’avait pas agi, tout le monde aurait dit qu’il avait perdu la bataille et n’avait plus le droit d’entraver l’application de la procédure des Nations Unies pour la décolonisation de la province. L’idée de la Marche était sans doute la stratégie alternative. Néanmoins, je n’imagine pas que le texte ne contienne rien qui puisse être interprété.”



ALBUM

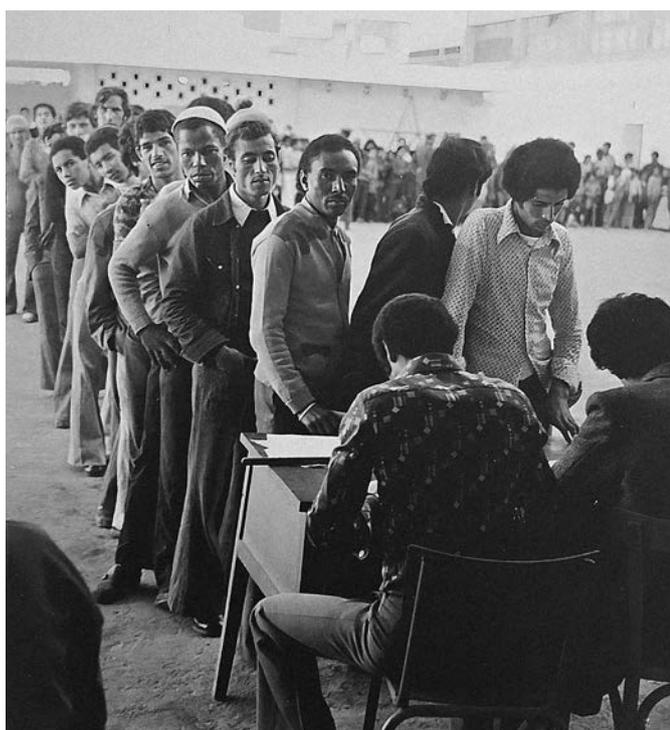
Les photos de la gloire



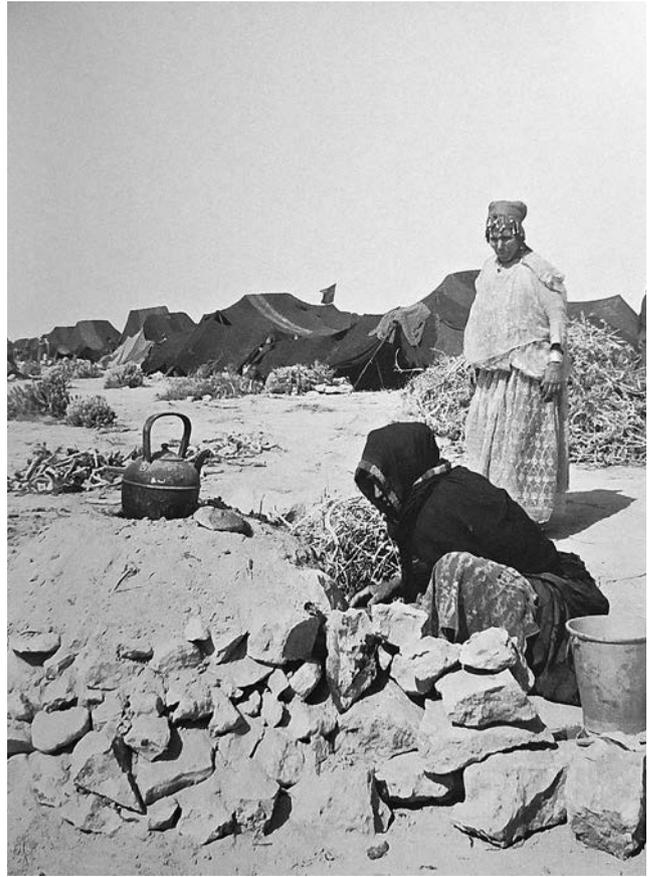
Mohamed Maradji

Dans ses Mémoires, Hassan II expliquait qu'il avait "*une vision esthétique*" de la Marche Verte. Cet événement a été extrêmement photogénique, et certains clichés et portraits font désormais partie de notre mémoire collective. Les photos prises par Mohamed Maradji en font partie. Florilège.







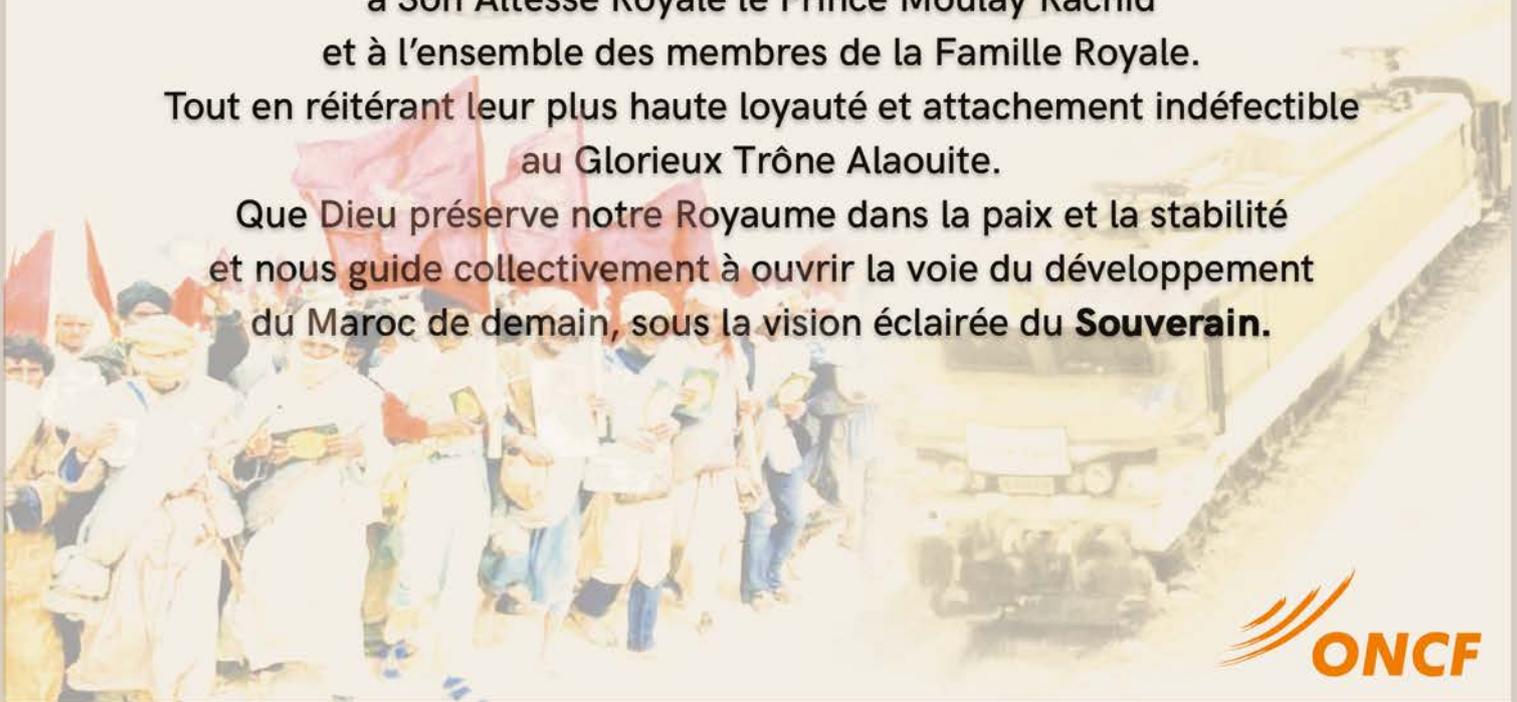


À l'occasion du cinquantième anniversaire de la Marche Verte,
le Directeur Général de l'Office National des Chemins de Fer,
et l'ensemble des collaborateurs de l'Office,
ont l'insigne honneur d'exprimer leurs vœux les plus déférents
à **Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu L'Assiste,**



ainsi qu'à Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan,
à Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid
et à l'ensemble des membres de la Famille Royale.
Tout en réitérant leur plus haute loyauté et attachement indéfectible
au Glorieux Trône Alaouite.

Que Dieu préserve notre Royaume dans la paix et la stabilité
et nous guide collectivement à ouvrir la voie du développement
du Maroc de demain, sous la vision éclairée du **Souverain.**





LA NOUVELLE DYNAMIQUE

68 DÉVELOPPEMENT
Un rapport du CESE qui a fait date

70 DÉVELOPPEMENT
Des indicateurs encourageants

72 DOCUMENT
Initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie pour la région du Sahara

74 MAROC - ÉTATS-UNIS
Les dessous de la reconnaissance américaine

80 MAROC - FRANCE
Souveraineté : le "game changer"

86 MAROC - ROYAUME-UNI
Comment la diplomatie marocaine a séduit Westminster

92 DU REJET À LA RÉCONCILIATION
Comment le Maroc a transformé la crise espagnole en victoire

96 CHANTIERS
Le nouveau visage du Sahara



DÉVELOPPEMENT

Un rapport du CESE qui a fait date

Le rapport du CESE sur le développement du Sahara a marqué un tournant stratégique pour le Maroc. Demandé par le roi Mohammed VI, ce rapport a établi un diagnostic lucide sur la région et tracé une feuille de route pour le développement de la région.

En octobre 2013, le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) a présenté l'un des documents stratégiques les plus emblématiques de la décennie : le Nouveau Modèle de Développement pour les Provinces du Sud. Ce rapport faisait suite à une demande royale formulée lors du discours du 6 novembre 2012, confiant au CESE la mission de tracer une feuille de route pour le développement socio-économique du Sahara. L'élaboration de ce rapport s'inscrivait comme une contribution majeure au succès du Plan d'Autonomie proposé par le Maroc, tout en intervenant dans un contexte sensible, marqué par les événements tragiques de Gdeim Izik (novembre 2010) et ceux de Dakhla (septembre 2011).

● Un diagnostic lucide

Le rapport a d'abord établi un diagnostic de la situation dans le territoire. Il a mis en lumière les efforts déployés par le Maroc en matière d'éducation, de santé et de lutte contre la pauvreté, afin de sortir le Sahara des stigmates du colonialisme. Les acquis des politiques publiques ont été soulignés, en comparant les indicateurs socio-économiques de cette partie du Maroc avec ceux du reste du territoire national. Néanmoins, le CESE précisait que le modèle de développement alors en œuvre avait atteint ses limites et souffrait de plusieurs dysfonctionnements. Dès sa publication, ce rapport est devenu un document de référence, cristallisant la vision de l'État pour un développement à la fois intégré, durable et, sur-

tout, capable de répondre aux aspirations des citoyens de Laâyoune, Dakhla, Guelmim et Smara. Le socle de ce modèle, établi dès 2011, s'inscrit dans la continuité des grandes lignes tracées par le roi Mohammed VI depuis 2007. L'approche était novatrice : elle dépassait la perspective purement économique pour intégrer l'identité nationale aux spécificités régionales, notamment la richesse de la culture hassa-



© DR

nie. Elle adoptait également un processus consultatif et participatif inédit, impliquant un large éventail d'acteurs locaux : élus, syndicats, experts nationaux et internationaux. L'objectif était d'assurer un décollage global de la région et une répartition équitable des richesses, en couvrant les dimensions économiques, sociales et environnementales.

● Esprit de concertation

Sous la présidence de Chakib Benmoussa et de Nizar Baraka par la suite, le Conseil a mené un processus d'écoute, de concertation et de consultation, rencontrant près de 1 500 personnes dans les régions du Sud. Ces participants représentaient les élus, l'administration territoriale, la société civile, les organisations syndicales, les opérateurs économiques, avec une attention particulière portée aux jeunes et aux femmes. L'ambition était claire : transformer les provinces du Sud en un modèle national de développement intégré et durable. Les concepteurs visaient un équilibre entre développement économique et social. Les objectifs principaux incluaient l'amélioration des indicateurs d'emploi (notamment pour les jeunes et les femmes), le développement des infrastructures sociales (santé et éducation), la réduction de la pauvreté au-delà de la moyenne nationale, le renforcement des secteurs économiques stratégiques (agriculture, tourisme, industries de transformation, pêche maritime et énergies renouvelables) et le soutien aux zones ru-

Le modèle de développement des provinces du sud visait à assurer un décollage global de la région.



rales et oasiennes pour améliorer le niveau de vie des populations locales. Ce modèle reposait sur quatre principes fondamentaux : le développement humain inclusif et durable (améliorer la qualité de vie tout en préservant les ressources), la participation active de la population et des élus (encourager l'implication de la communauté locale et des représentants dans la mise en œuvre), le respect des droits fondamentaux et de justice sociale (promouvoir l'égalité et l'équité, et assurer une répartition juste des opportunités et des richesses) et le renforcement du rôle de l'État (garantir la capacité de l'État à réguler, protéger l'intérêt public et suivre les politiques de développement dans le cadre de l'unité nationale).

Ce conseil n'était pas une démarche verticale imposée par le centre. Il s'appuyait sur une approche participative et institutionnelle réunissant les acteurs locaux et nationaux, définissant des priorités précises et adaptées à la réalité des provinces.

● Objectifs chiffrés

Le déploiement du modèle était prévu en deux phases : une première phase à court et moyen termes - horizon de 10 ans - pour le lancement et l'opérationnalisation, et une deuxième phase pour atteindre la vitesse de croisière et mobiliser de nouveaux relais de croissance (économie de la connaissance, exploitation inclusive des ressources naturelles, etc.).

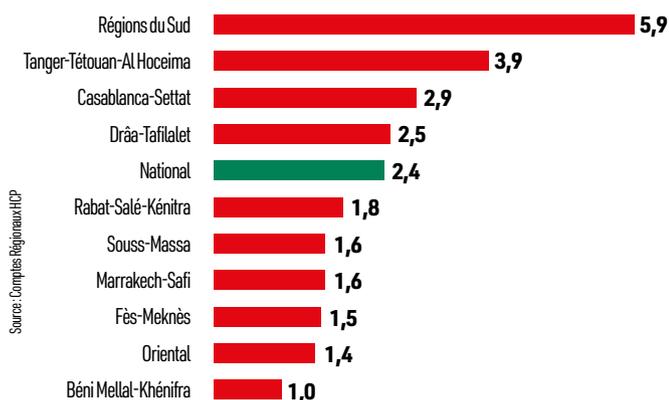
Le CESE ambitionnait de faire du sud du Maroc un espace géostratégique de référence pour la paix et la prospérité, dont pourraient s'inspirer les pays de la région. Le rapport se fixait des ambitions chiffrées majeures : doubler le PIB de ces provinces en l'espace de 10 ans, participer à la création de 120 000 nouveaux emplois et réduire le chômage au moins de moitié. La grande force de ce rapport a été de tracer des inflexions stratégiques pour l'avenir du Sahara : rétablissement de la confiance entre la société et l'État, primauté des droits humains, rupture avec l'économie de rente pour libérer l'initiative privée, établissement d'un système de transferts conditionnels ciblés, et affirmation officielle de la volonté de désenclaver la région. De plus, la dimension culturelle hassanie est considérée dans le rapport comme une composante essentielle de l'identité nationale. Le rapport a ainsi fourni à l'État marocain une nouvelle feuille de route pour assurer le développement des Provinces du Sud. Les transformations économiques, sociales et l'évolution spectaculaire des infrastructures dans la région prouvent, comme en témoignent les dernières données officielles du HCP, que ce travail a été accompli en grande partie.

DÉVELOPPEMENT

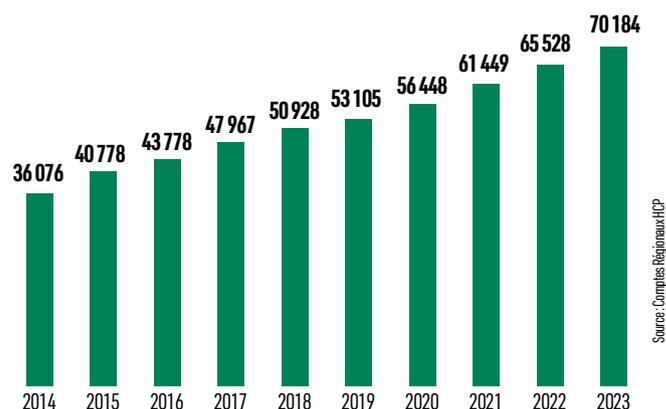
Des indicateurs encourageants

En septembre 2025, le Haut-Commissariat au plan a publié une note d'analyse de la situation socio-économique des Provinces du Sud. Les données présentées démontrent les avancées réalisées lors des deux dernières décennies dans cette région du Maroc. Des extraits et des chiffres qui mettent en exergue une partie du chemin parcouru.

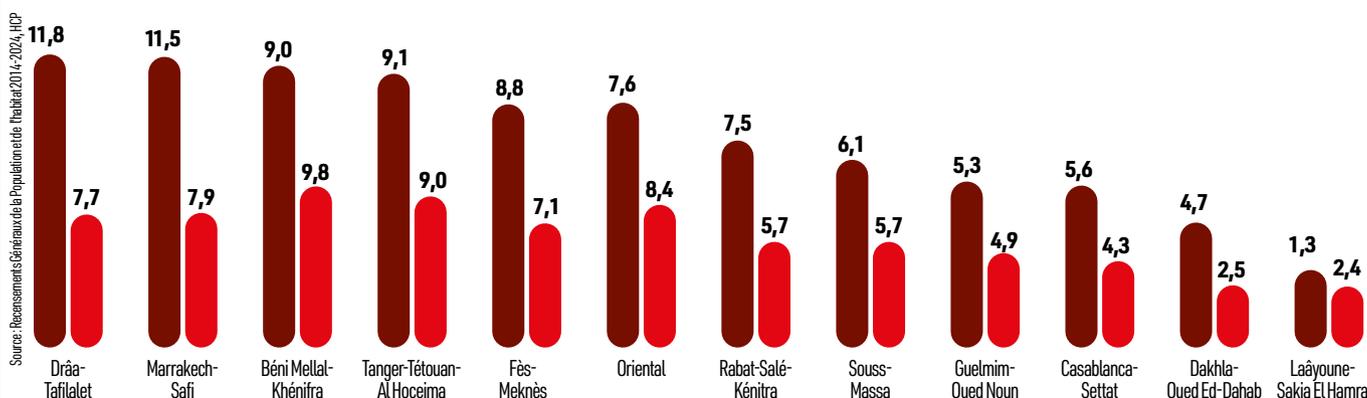
Croissance annuelle moyenne du PIB réel (en%) entre 2014 et 2023 selon les régions



Evolution du PIB nominal des provinces du Sud entre 2014 et 2023 (en millions de DH)



Taux de pauvreté et de vulnérabilité (en %) selon la région, 2024



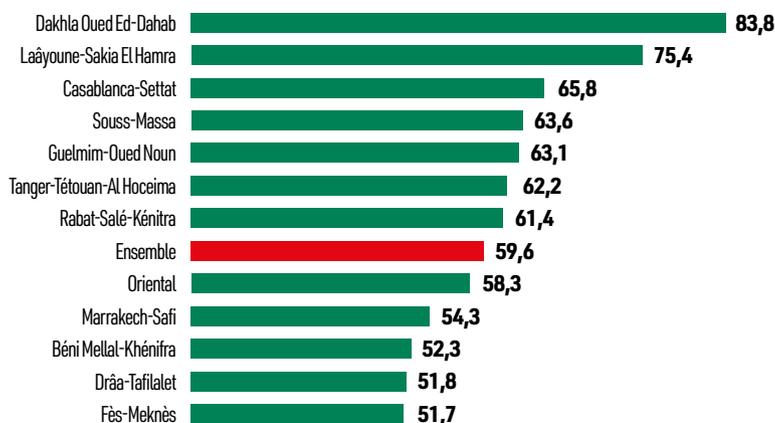
Taux d'activité par région en 2024

Source: HCP, ENE 2024



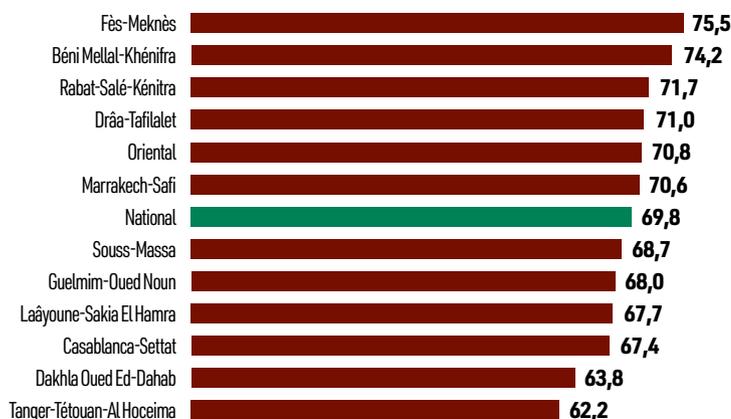
Taux d'utilisation d'Internet par la population âgée de 15 ans et plus par région

Source: HCP, RCPH 2014 et 2024

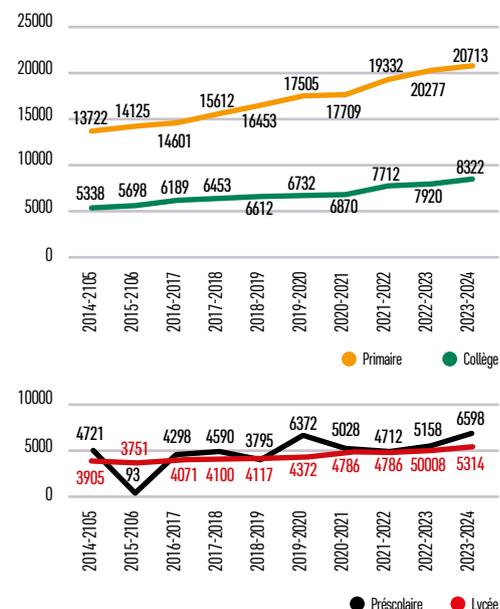


Taux de couverture médicale

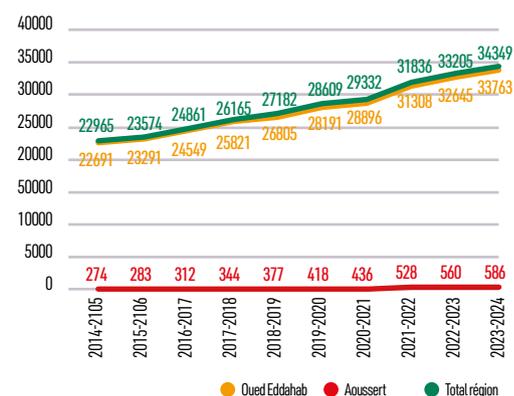
Source: HCP, RCPH 2024



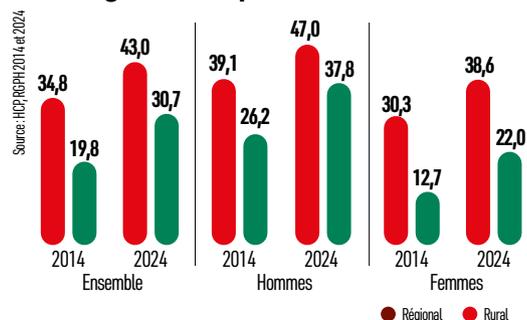
Evolution de la scolarisation dans la région



Evolution du nombre des étudiants par province



Proportion de la population âgée de 25 ans et plus disposant d'au moins le niveau d'études secondaires collégiales des provinces du Sud



DOCUMENT

Initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie pour la région du Sahara

TelQuel a publié en exclusivité en 2007, le texte de l'initiative marocaine d'autonomie, un document toujours d'actualité.

I. ENGAGEMENT DU MAROC EN FAVEUR D'UNE SOLUTION POLITIQUE DÉFINITIVE

1. Depuis 2004, le Conseil de Sécurité appelle régulièrement « les parties et les États de la région à continuer de coopérer pleinement avec l'ONU pour mettre fin à l'impasse actuelle et progresser vers une solution politique ».

2. En réponse à cet appel de la communauté internationale, le Royaume du Maroc s'est inscrit dans une dynamique positive et constructive, en s'engageant à soumettre une initiative pour la négociation d'un statut d'autonomie de la Région du Sahara, dans le cadre de la souveraineté du Royaume et de son unité nationale.

3. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'édification d'une société démocratique et moderne, fondée sur l'État de droit, les libertés individuelles et collectives et le développement économique et social. Comme telle, elle apporte la promesse d'un avenir meilleur pour les populations de la région, met fin à la séparation et à l'exil et favorise la réconciliation.

4. Par cette initiative, le Royaume du Maroc garantit à tous les Sahraouis, à l'extérieur comme à l'intérieur, toute leur place et tout leur rôle, sans discrimination ni exclusive, dans les instances et institutions de la Région.

5. Ainsi, les populations du Sahara géreront elles-mêmes et démocratiquement leurs affaires à travers des organes législatif, exécutif et judiciaire dotés de compétences exclusives. Elles disposeront des res-

sources financières nécessaires au développement de la Région dans tous les domaines et participeront, de manière active, à la vie économique, sociale et culturelle du Royaume.

6. L'État conservera ses compétences dans les domaines régaliens, en particulier la défense, les relations extérieures et les attributions constitutionnelles et religieuses de Sa Majesté le Roi.

7. L'initiative marocaine, inspirée par un esprit d'ouverture, tend à créer les conditions d'un processus de dialogue et de négociation débouchant sur une solution politique mutuellement acceptable.

8. Le statut d'autonomie, résultat des négociations, sera soumis à une consultation référendaire des populations concernées conformément au principe de l'autodétermination et aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

9. Dans cette perspective, le Maroc lance un appel aux autres parties pour qu'elles saisissent cette occasion d'écrire une nouvelle page dans l'histoire de la région. Il est prêt à s'engager dans une négociation sérieuse et constructive sur la base de cette initiative, ainsi qu'à apporter sa contribution à la création d'un climat de confiance.

10. À cette fin, le Royaume demeure disposé à coopérer pleinement avec le Secrétaire général de l'ONU et son Envoyé personnel.

II. LES ÉLÉMENTS DE BASE DE LA PROPOSITION MAROCAINE

Le projet marocain d'autonomie s'inspire des propositions pertinentes de l'ONU et des dispositions constitu-

tionnelles en vigueur dans les États géographiquement et culturellement proches du Maroc, et s'appuie sur des normes et standards internationalement reconnus.

A. Les compétences de la Région Autonome du Sahara

11. Dans le respect des principes et des procédures démocratiques, les populations de la Région Autonome du Sahara, agissant par l'intermédiaire d'organes législatif, exécutif et judiciaire, auront, dans les limites territoriales de la Région, la compétence notamment dans les domaines :

- de l'administration locale, de la police locale et des juridictions de la Région ;
- économique : développement économique, planification régionale, encouragement des investissements, commerce, industrie, tourisme et agriculture
- du budget et de la fiscalité de la Région ;
- des infrastructures : eau, installations hydrauliques, électricité, travaux publics et transport ;
- social : habitat, éducation, santé, emploi, sport, sécurité et protection sociales ;
- culturel, y compris la promotion du patrimoine culturel sahraoui hassani ;
- de l'environnement.

13. La Région Autonome du Sahara disposera des ressources financières nécessaires à son développement dans tous les domaines. Ces ressources seront notamment constituées par :

- les impôts, taxes et contributions territoriales édictés par les organes compétents de la Région ;
- les revenus de l'exploitation des ressources naturelles affectées à la Région ;
- la partie des revenus des ressources naturelles situées dans la Région et perçus par l'État ;



- les ressources nécessaires allouées dans le cadre de la solidarité nationale ;
- les revenus provenant du patrimoine de la Région.

14. L'État conservera la compétence exclusive notamment sur :

- les attributs de souveraineté, notamment le drapeau, l'hymne national et la monnaie ;
- les attributs liés aux compétences constitutionnelles et religieuses du Roi, Commandeur des croyants et garant de la liberté du culte et des libertés individuelles et collectives ;
- la sécurité nationale, la défense extérieure et l'intégrité territoriale ;
- les relations extérieures ;
- l'ordre juridictionnel du Royaume.

15. La responsabilité de l'État dans le domaine des relations extérieures sera exercée en consultation avec la Région Autonome du Sahara concernant les questions qui se rapportent directement aux attributions de cette Région. Celle-ci pourra, en concertation avec le Gouvernement, établir des liens de coopération avec des régions étrangères en vue de développer le dialogue et la coopération interrégionale.

16. Les compétences de l'État dans la Région Autonome du Sahara, telles que prévues au paragraphe 13 ci-dessus, seront exercées par un délégué du Gouvernement.

17. Par ailleurs, les compétences qui ne sont pas spécifiquement attribuées seront exercées, d'un commun accord, sur la base du principe de subsidiarité.

18. Les populations de la Région Autonome du Sahara sont représentées au sein du Parlement et des autres institutions nationales. Elles participent à toutes les consultations électorales nationales.

B. Les organes de la Région Autonome du Sahara

20. Le Parlement de la Région Autonome du Sahara sera composé de membres élus par les différentes tribus sahraouiennes et de membres élus au suffrage universel direct par l'ensemble de la population de la Région. Sa composition devra comprendre une représentation féminine appropriée.

21. Le pouvoir exécutif de la Région Autonome du Sahara sera exercé par un chef de Gouvernement élu par le Par-

lement régional. Il est investi par le Roi et représente l'État dans la Région.

22. Le chef du Gouvernement de la Région Autonome du Sahara forme le Gouvernement régional, nomme les administrateurs nécessaires pour exercer les pouvoirs qui lui sont dévolus en vertu du statut d'autonomie et est responsable devant le Parlement de ladite Région.

23. Des juridictions peuvent être créées par le Parlement régional afin de statuer sur les litiges nés de l'application des normes édictées par les organes compétents de la Région Autonome du Sahara. Leurs décisions seront rendues, en toute indépendance, au nom du Roi.

24. Le Tribunal Régional Supérieur, la plus haute juridiction dans la Région Autonome du Sahara, statue en dernier ressort sur l'interprétation de la loi de la Région, sans préjudice des compétences de la Cour Suprême et du Conseil Constitutionnel du Royaume.

25. Les lois, règlements et décisions de justice émanant des organes de la Région Autonome du Sahara doivent être conformes au statut d'autonomie de ladite Région et à la Constitution du Royaume.

26. Les populations de la Région bénéficieront de toutes les garanties qu'apporte la Constitution marocaine en matière de droits de l'Homme tels qu'ils sont universellement reconnus.

27. La Région Autonome du Sahara disposera d'un Conseil Économique et Social composé de représentants des secteurs économiques, sociaux, professionnels et associatifs, ainsi que de personnalités hautement qualifiées.

III. PROCESSUS D'APPROBATION ET DE MISE EN ŒUVRE DU STATUT D'AUTONOMIE

28. Le statut d'autonomie de la Région fera l'objet de négociations et sera soumis à une libre consultation référendaire des populations concernées. Ce référendum constitue, conformément à la légalité internationale, à la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'Assemblée générale du Conseil de sécurité, le libre exercice, par ces populations, de leur droit à l'autodétermination.

29. À cette fin, les parties s'engagent à œuvrer conjointement et de bonne foi en faveur de cette solution politique et de son approbation par les populations du Sahara.

30. De surcroît, la Constitution marocaine sera révisée : le statut d'autonomie y sera incorporé comme gage de

sa stabilité et de sa place particulière dans l'ordonnement juridique national.

31. Le Royaume du Maroc prendra toutes les mesures nécessaires afin d'assurer aux personnes qui seront rapatriées une réinsertion complète au sein de la collectivité nationale, dans des conditions garantissant leur dignité, leur sécurité et la protection de leurs biens.

32. À cette fin, le Royaume adoptera notamment une amnistie générale excluant toutes poursuites, arrestations, détentions, emprisonnements ou intimidations de quelque nature que ce soit fondées sur des faits objets de l'amnistie.

33. À la suite de l'accord des parties sur le projet d'autonomie, un Conseil transitoire composé de leurs représentants apportera son concours au rapatriement, aux opérations de désarmement, démobilisation et réinsertion des éléments armés se trouvant à l'extérieur du territoire, ainsi qu'à toute autre action visant l'approbation et la mise en œuvre du statut, y compris les opérations électorales.

34. À l'instar des membres de la communauté internationale, le Royaume du Maroc est persuadé qu'aujourd'hui, la solution du différend sur le Sahara ne peut être que le fruit d'une négociation. Dans cet esprit, la proposition qu'il soumet aux Nations Unies constitue une réelle opportunité à même de favoriser des négociations ayant pour finalité de parvenir à une solution définitive à ce différend, dans le cadre de la légalité internationale et sur la base d'arrangements conformes aux buts et principes énoncés dans la Charte de l'ONU.

35. Dans ce cadre, le Maroc s'engage à négocier, de bonne foi, dans un esprit constructif d'ouverture et de sincérité, afin de parvenir à une solution politique définitive et mutuellement acceptable à ce différend dont la région pâtira. À cet effet, le Royaume est disposé à apporter une contribution active à la mise en place d'un climat de confiance qui pourra aboutir au succès de ce projet.

36. Le Royaume du Maroc nourrit l'espoir que les autres parties mesureront la signification et la portée de cette initiative, l'apprécieront à sa juste valeur et y apporteront une contribution positive et constructive. Le Royaume considère que la dynamique engendrée par cette initiative offre une chance historique pour régler définitivement cette question.



MAROC - ÉTATS-UNIS

Les dessous de la reconnaissance américaine

Le 10 décembre 2020, les États-Unis ont officiellement reconnu la souveraineté du Maroc sur le Sahara. Une reconnaissance qui a finalement eu l'effet d'un big bang dans ce dossier.





© MAP

Il est 17h10 lorsqu'un tweet de Donald Trump fait l'effet d'une bombe au Maroc ce 10 décembre 2020. À l'issue d'un entretien téléphonique avec le roi Mohammed VI, le président américain annonce, à travers une série de tweets, que son pays reconnaît désormais la marocanité du Sahara et que la normalisation des relations entre le Maroc et Israël allait avoir lieu. Des développements majeurs, fruits d'un travail de rapprochement long de deux ans entre Rabat et Washington.

● Les petits plats dans les grands

À la source de cette proximité nouvelle, un ftour partagé un soir de mai 2019. Au palais royal de Rabat, le roi Mohammed VI reçoit Jared Kushner, gendre et conseiller du président américain, égale-

ment responsable du dossier israélo-palestinien au sein de l'administration Trump. Aux côtés du mari d'Ivanka Trump, Jason Greenblatt, un proche de Donald Trump qui conseille le président américain sur les relations avec Israël. Officiellement, c'est en tant qu'envoyé spécial pour les négociations internationales du président américain que Greenblatt accompagne Jared Kushner à Rabat. Pour accueillir les deux responsables américains lors de ce 24^e jour du ramadan, le palais royal met les petits plats dans les grands. Kushner et Greenblatt sont d'abord reçus dans un salon marocain où ils ont l'occasion de converser avec le prince héritier Moulay Hassan, le conseiller royal Fouad Ali El Himma et le ministre des Affaires étrangères Nasser Bourita, avant que ne résonne l'appel à la prière du Moghreb. Les

convivés s'assoient ensuite autour d'une table bien garnie, entourés d'un grand buffet.

Ceufs, dattes, viennoiseries, harira, chebbakia, pastilla aux fruits de mer et tajines aux pruneaux sont servis lors d'un repas placé sous le signe de l'art culinaire marocain. Le ftour du 24 mai 2019 est un tournant historique dans les relations maroco-américaines. Le communiqué du cabinet royal annonçant la décision américaine du 10 décembre ne manque d'ailleurs pas de souligner que ce repas partagé durant le printemps 2019 a été "décisif" dans la reconnaissance de la marocanité du Sahara par les États-Unis. Une efficacité qui doit beaucoup à l'implication de Mohammed VI. "Cette reconnaissance est l'aboutissement d'un long processus durant lequel Sa Majesté s'est personnellement impliquée", nous confie une source proche du dossier. Un processus d'autant plus ardu lorsque l'on sait que la relation entre le Maroc et l'administration Trump n'avait pas démarré du bon pied.

● Faux départ

"Pour mesurer le chemin parcouru, il n'y a qu'à se rappeler du discours prononcé par John Bolton le 13 décembre 2018 devant la Fondation Heritage", pointe un connaisseur du dossier. Ce jour-là, le désormais ancien conseiller à la sécurité du président Trump évoque l'une de ses spécialités : les missions onusiennes de maintien de la paix. Le discours est virulent. "Nous (les États-Unis, ndlr) ne soutiendrons plus les missions (onusiennes) non productives", menace celui qui semble alors piloter la diplomatie américaine sur les questions multilatérales. Entre autres exemples, le cas de la Mission des Nations Unies au Sahara (Minurso) est cité. Le processus politique connaît alors une accélération, à travers les tables rondes de Genève, que l'on peut imputer à une politique américaine agressive sur ce dossier-clé pour la diplomatie marocaine. Traditionnellement prorogé pour une durée d'un an, le mandat de la Minurso est renouvelé sur une base semestrielle sous l'impulsion de Washington. Déjà échaudées par la proximité affichée entre Mohammed VI et Hillary Clinton, les relations entre l'administration Trump et le Maroc semblent se refroidir. Et ce malgré des signaux témoignant d'une volonté de rapprochement de la part de Rabat. Le 1er mai 2018, le Maroc rompt officiellement ses relations avec l'Iran, qu'il accuse d'avoir facilité une livraison d'armes au Front Polisario.

Une décision que Nasser Bourita justifie quelques jours plus tard dans un entretien accordé à Breitbart, média d'extrême droite américain, où le mi-



©AFP

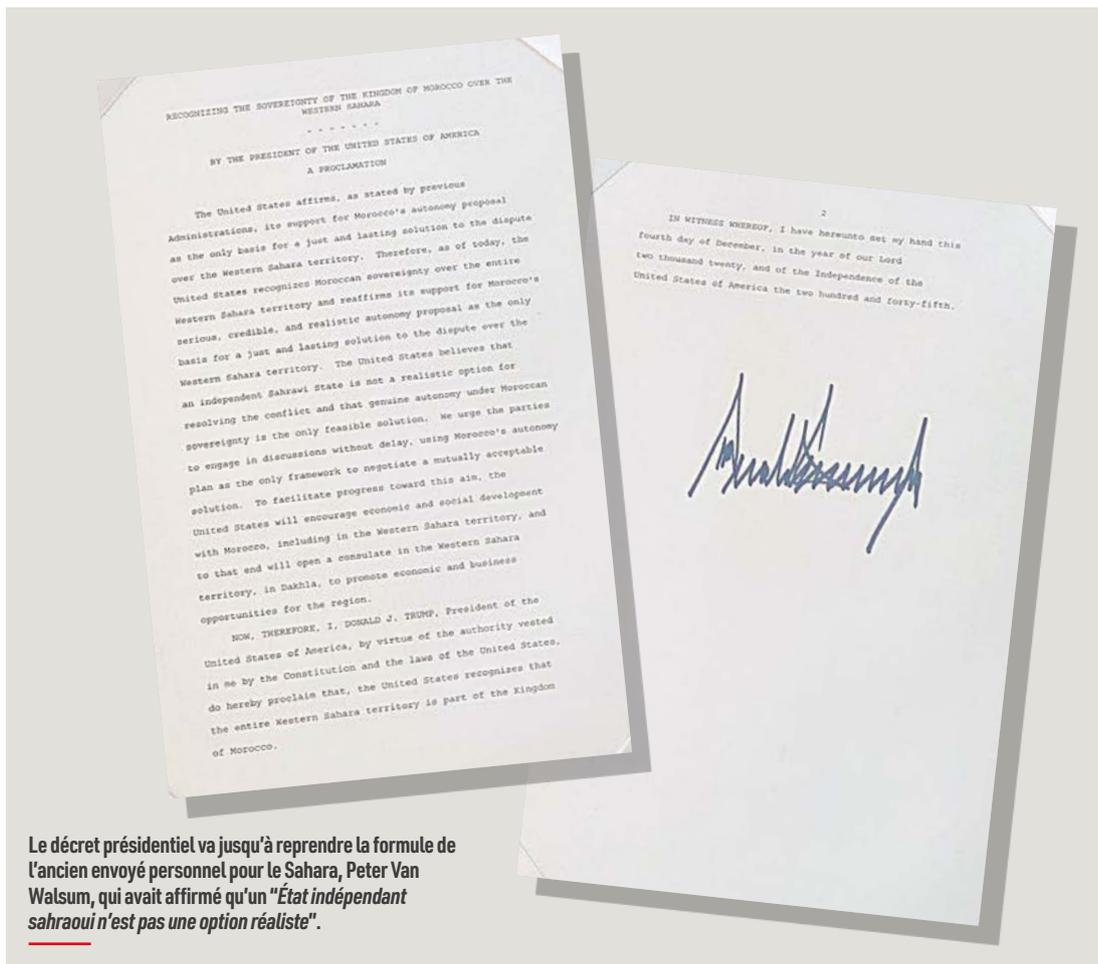
nistre joue clairement la carte de l'anti-chiisme iranien dans ce qui semble être une tentative de séduction de la Maison-Blanche. Hasard ou simple coïncidence, les propos de Nasser Bourita sont recueillis par Caroline Glick, journaliste américano-israélienne et... ancienne conseillère du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu.

● Un réchauffement et une déclaration

John Bolton finira par "être démissionné" de ses fonctions de conseiller présidentiel en septembre 2019. La visite de Jared Kushner, elle, sera la pre-

C'est après un entretien téléphonique entre le souverain et le président Trump que ce dernier a posté ses tweets, le 10 décembre 2020.

La visite de Jared Kushner sera la première d'une longue série d'échanges diplomatiques



Le décret présidentiel va jusqu'à reprendre la formule de l'ancien envoyé personnel pour le Sahara, Peter Van Walsum, qui avait affirmé qu'un "État indépendant sahraoui n'est pas une option réaliste".

mière d'une longue série d'échanges diplomatiques marqués par des "échanges de lettres ainsi que des visites officielles et officieuses d'émissaires", nous confie une source diplomatique marocaine. Symbole de la nouvelle proximité entre l'administration Trump et le royaume, la visite effectuée par Ivanka Trump en novembre 2019, qui s'inscrit dans la tradition de proximité entre la famille royale et la Maison-Blanche initiée sous l'ère Clinton (lire *TelQuel* n° 879). Quelques semaines après une seconde visite de son mari, la fille et conseillère de Donald Trump est reçue avec les honneurs dignes d'un chef d'État. Une visite de deux jours lors de laquelle la conseillère présidentielle est reçue par la princesse Lalla Meryem et Mohammed VI.

Avec le départ de John Bolton, l'étau américain autour de la Minurso se desserre. Le mandat de la mission est de nouveau renouvelé sur une base annuelle. Débutés en 2019, les échanges sur le statut du Sahara s'intensifient durant l'année 2020 et les contours d'un rapprochement grand format s'es-

quissent. Côté américain, les discussions sont menées par un duo de trentenaires, en la personne de Jared Kushner et du nouvel envoyé spécial pour les négociations internationales, Avi Berkowitz. Âgé de 32 ans, et passé par Harvard, ce dernier est un protégé de Jared Kushner pour le compte duquel il a travaillé au sein de l'entreprise familiale, Kushner Companies. Berkowitz, qui est de confession juive orthodoxe, est considéré comme le bras droit du gendre de Donald Trump à la Maison-Blanche et s'est rendu aux quatre coins du monde arabe pour y représenter les États-Unis. L'un de ces voyages aurait d'ailleurs mené Berkowitz à Rabat où il se serait entretenu avec Nasser Bourita, selon plusieurs sources médiatiques. Et c'est justement le ministre des Affaires étrangères qui a mené les échanges côté marocain. La proximité entre Rabat et Washington devient de plus en plus affichée. Début octobre, alors que la campagne présidentielle américaine bat son plein, les deux pays signent un accord de coopération militaire portant sur la décennie 2020-

2030. À la fin du mois d'octobre, et à l'approche du vote de la résolution sur la Minurso, c'est une véritable déclaration d'amour que l'ambassadeur américain à Rabat, David Fischer, adresse au royaume dans les colonnes du *Washington Times*, un quotidien réputé conservateur distribué dans la capitale américaine et ses environs: "La relation entre le Maroc et les États-Unis est plus forte que jamais, et nous la renforçons davantage chaque jour".

● Assise juridique

Force est de constater que David Fischer ne s'est pas trompé. Mais la décision prise par Donald Trump aurait pu être annoncée en amont de l'élection présidentielle américaine, comme le révèle une source anonyme citée par le *Washington Post*: "Dans les conversations au sein de l'administration américaine précédant les élections, ils disaient souvent que le président aimerait agir et reconnaître l'entière souveraineté du royaume du Maroc sur le Sahara marocain. Mais ils n'ont pas pu le faire, car ils ne voulaient pas perdre le soutien du sénateur de l'Oklahoma qui y était opposé". Le républicain James Inhofe est connu pour être un soutien notoire du Polisario au Sénat américain. à noter qu' Inhofe est également président du comité des forces armées au Sénat. Une instance qui gère un budget de 750 milliards de dollars destiné principalement à la défense américaine. Toujours est-il que, désormais, la reconnaissance de la marocanité du Sahara par les États-Unis dispose d'une assise juridique forte puisqu'elle repose sur un décret signé par Donald Trump. "C'est un décret présidentiel qui a une force juridique et politique importante qui proclame et annonce cette décision. La forme a son importance tout comme le contenu. Et le contenu est une reconnaissance sans ambiguïté de la souveraineté du Maroc sur le Sahara. Une proclamation que le Sahara, tout le Sahara, est marocain", pointe une source diplomatique marocaine. À travers cette reconnaissance, les États-Unis souhaitent également encourager la stabilité dans la région. C'est du moins ce que semblent suggérer des propos accordés à la presse américaine par Jared Kushner et repris par le *Washington Post*. "C'est une chose dont nous parlons depuis longtemps et qui nous semblait inévitable. C'est une décision qui permettra à la région d'avancer et qui donnera davantage de clarté quant à la voie à suivre", a affirmé le conseiller présidentiel américain.

Quand Washington s'approprie New York

La "proclamation" américaine s'accompagne aussi d'une annonce qui lui donne davantage de réso-

nance: l'ouverture d'un consulat américain au Sahara. Une décision associée au processus onusien dans le décret présidentiel. "Pour faciliter la réalisation d'une solution mutuellement acceptable au conflit du Sahara), les États-Unis encourageront le développement économique et social du Maroc, incluant le territoire du Sahara occidental, et, dans cette optique, ouvriront un consulat dans le territoire du Sahara occidental, à Dakhla, pour promouvoir les opportunités économiques dans la région", lit-on dans le texte. Le décret se réapproprie d'ailleurs des tournures propres aux résolutions onusiennes sur la Minurso. Le plan d'autonomie y est ainsi qualifié de "sérieux, crédible et réaliste". Mais contrairement aux habitudes onusiennes, les États-Unis affirment également que l'initiative marocaine est la "seule base pour une résolution juste et durable au conflit du Sahara". Washington va même jusqu'à reprendre la célèbre formule de l'ancien envoyé personnel pour le Sahara, Peter Van Walsum, qui avait affirmé qu'un "État indépendant sahraoui n'est pas une option réaliste". La reconnaissance de la marocanité du Sahara par les États-Unis devrait avoir une incidence directe sur l'évolution du dossier à l'ONU. "Il s'agit d'un membre permanent du Conseil de sécurité, un pays dont l'influence est largement connue et reconnue", relève ce connaisseur de la relation maroco-américaine. D'autant que la position américaine sera partagée avec le reste du monde. La suite, on la connaît...

Côté américain, les discussions ont été menées par un duo de trentenaires, Jared Kushner (g.) et son bras droit, l'envoyé spécial pour les négociations internationales, Avi Berkowitz (d.).



© AFP



VIVRE MIEUX CHAQUE JOUR

Depuis plus de 40 ans, votre santé est ce qui compte le plus pour nous.

*Chaque jour, nous oeuvrons pour développer des traitements
efficaces et accessibles pour tous, au Maroc et à l'international.*

Pour soigner, pour soulager et pour prévenir.

A3 COMMUNICATION



#40ANSDIMPACT

MAROC - FRANCE

Souveraineté : le “game changer”

En appuyant la souveraineté du Maroc sur ses provinces du Sud, Emmanuel Macron avait provoqué un big bang dans le dossier du Sahara. Fort d'un partenariat renouvelé avec la France, le Royaume se sent désormais prêt à clore définitivement le dossier du Sahara à l'ONU.

“**L**e présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine”. Les mots utilisés par le président français Emmanuel Macron dans sa lettre adressée au roi Mohammed VI à l'occasion de la fête du trône en juillet 2024 sont forts. Difficilement réversible, la décision du chef de l'État français marque un tournant historique dans la relation Maroc-France. Pour Paris, la souveraineté du royaume sur ses provinces du Sud est un fait. Dans la même lignée, Emmanuel Macron écrit dans sa missive que, pour la France, le plan d'autonomie marocain constitue désormais la seule et unique solution au conflit du Sahara. Du côté de la diplomatie marocaine, on parle d'un “game changer” qui pourrait permettre au Maroc de confirmer à l'international sa vision de l'avenir du Sahara. Rappelons que les deux pays traversaient une crise diplomatique sans précédent. Ce changement radical témoigne du travail de longue haleine mené par les diplomates marocaine et française pour prémunir les deux pays d'une nouvelle crise. Coulisses d'un tour de force diplomatique.

● Le vide

“Cette lettre n'est pas tombée du ciel. C'est le résultat d'un travail méticuleux mené étape par étape pendant plusieurs douzaines de mois”, nous confie l'ambassadeur de France au Maroc, Christophe Le-

courtier. Pour mesurer le chemin parcouru par les deux pays, il suffit de remonter le temps. En octobre 2022, les relations entre Rabat et Paris sont glaciales. Les points de tension se multiplient entre les deux pays : rapprochement franco-algérien, gestion du dossier des mineurs non accompagnés, polémique autour de l'utilisation du logiciel Pegasus ou encore politique de restriction des visas menée par la France. Jusqu'ici larvée, la crise devient ouverte lorsque Hélène Le Gal, ambassadrice de France au Maroc depuis 2019, quitte son poste pour rejoindre l'administration de l'Union européenne. Les choses se tendent davantage quand Mohamed Benchaâboun, alors ambassadeur du Maroc en France, est nommé à la tête du Fonds Mohammed VI pour l'investissement en Conseil des ministres. L'homme a le profil idoine pour le poste, mais sa nomination a des allures de rappel d'ambassadeur qui ne dit pas son nom puisque le poste restera inoccupé pendant près d'un an. Les représentations des deux pays n'ont alors aucun ambassadeur. Une première. Des tentatives de rapprochement sont faites des deux côtés. Fin 2022, la ministre des Affaires étrangères Christine Colonna se rend à Rabat pour y rencontrer son homologue marocain, Nasser Bourita. La rencontre est à peine cordiale. Quelques semaines plus tard, Christophe Lecourtier est nommé ambassadeur de France au Maroc pour tenter de stopper l'hémorragie. Mais son entrée en matière ne sera pas de tout repos.



● L'isolement

Car, durant les premières semaines de 2023, la crise s'aggrave encore. Les eurodéputés de la majorité présidentielle française - dont un certain Stéphane Séjourné - mènent une fronde contre le Maroc à Strasbourg. Résultat : pour la première fois de son histoire, le parlement européen, institution dont les rouages sont pourtant maîtrisés par la diplomatie marocaine, adopte une résolution hostile au royaume sur la question des droits de l'homme (lire *TelQuel* n°1028).

Arrivé quelques semaines plus tôt à Rabat, le nouvel ambassadeur de France au Maroc tente d'éteindre l'incendie. Dans une interview accordée à *TelQuel* (n°1029), Christophe Lecourtier assure que *“la résolution du parlement européen n'engage aucunement la France”*. Le discours semble sincère, mais peine à faire oublier que les eurodéputés du parti socialiste espagnol (PSOE) ont, eux, suivi les consignes de leur leadership, s'abstenant de voter afin de ne

pas mettre à mal la reconstruction de la relation Rabat-Madrid... La France est de plus en plus isolée au Maroc et ses partenaires européens viennent combler le vide. Après la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara par les États-Unis, l'Espagne et l'Allemagne ont rapproché leurs vues de celles du royaume durant l'année 2022. Les chancelleries étrangères convoitent les espaces - et les marchés - laissés par la France.

Et en France, l'opposition - de droite - à la Macronie fait de même. En janvier 2023, ce sont les eurodéputés du Rassemblement national (RN) qui se mobilisent à leur corps défendant pour dénoncer la résolution visant le Maroc au Parlement européen. Leaders des Républicains, Rachida Dati et Éric Ciotti affirment reconnaître *“la souveraineté du Maroc sur le Sahara”* lors d'un entretien accordé à notre magazine (lire *TelQuel* n°1042) en marge d'une visite au royaume début mai 2023.

Une autre figure de l'opposition, de gauche cette



Stéphane Séjourné a multiplié les rencontres avec Bourita pour dépasser la situation de crise.

fois-ci, Jean-Luc Mélenchon, se rend ensuite au Maroc pour y effectuer une visite de quelques jours. Sur place, le leader de La France Insoumise (LFI) rencontre Aziz Akhannouch lors d'une rencontre très officielle organisée à la primature. Toutefois, ce sont les rencontres officieuses du leader de LFI qui ont sans doute dû alarmer du côté du clan présidentiel. À l'occasion d'une réception privée organisée par Neila Tazi, présidente de la Commission des Affaires étrangères au parlement, Mélenchon rencontre le conseiller royal Fouad Ali El Himma avec lequel il échange sur la relation Maroc-France, selon des informations publiées par nos confrères du Desk que *TelQuel* a pu confirmer. Une conversation à laquelle participe également le leader du PPS Nabil Benabdallah, l'homme d'affaires Karim Tazi et l'ancienne patronne des patrons Miriem Bensalah. Du côté de l'Élysée, l'heure est à la mobilisation. À la fin de l'été 2023, Emmanuel Macron doit éteindre plusieurs incendies. La crise avec le Palais s'est davantage aggravée. En septembre 2023, le président français commet un véritable faux pas et une faute de protocole en s'adressant directement aux Marocains et aux Marocaines au lendemain du séisme du Haouz. La crise n'est pas seulement politique. Le président français suit également les alertes des entreprises françaises, dont certaines cotées au CAC 40, qui s'inquiètent. *“Les entreprises n'étaient pas dans une situation de boycott avérée. Mais beaucoup craignaient pour la pérennité de leurs*

investissements et leur compétitivité au Maroc dans un contexte où l'image de la France, mais aussi des entreprises françaises, était écornée”, nous confie une source diplomatique au fait des récents développements. Ce n'est pas un hasard donc si la lettre envoyée par le président français à Mohammed VI pour la fête du trône ait été dévoilée en amont aux responsables d'EDF, Engie, Saint-Gobain, Safran et Total Energies, comme l'indique le journal *Le Monde* dans un récent article.

● Mutualiser les forces

Début octobre 2023, Emmanuel Macron convoque l'ensemble de l'Exécutif : la réunion est consacrée au rapprochement entre Rabat et Paris, comme le révèle le quotidien français *Libération* dans un récent article consacré à la relation France-Maroc. Le président français entend profiter d'une série de signaux positifs émis par le royaume. Au début de l'automne, les contacts reprennent entre Mohammed VI et le président français au moment d'évoquer des *“questions d'ordre international”*, selon une source consultée par *TelQuel*. Et le 4 octobre, le roi reçoit l'ambassadeur de France au Maroc, Christophe Lecourtier, venu lui présenter ses lettres de créance.

Quinze jours plus tard, près d'un an après le départ de Mohamed Benchaâboun, Samira Sitail, ancienne journaliste et directrice de l'information de 2M, est nommée à la tête de la représentation marocaine à Paris. *“La reprise du contact au plus haut niveau des deux États, dans la plus grande discrétion, mais aussi la réception de Christophe Lecourtier par Sa Majesté le roi Mohammed VI laissent présager d'une reprise de nos relations, à laquelle a pris part un cercle assez restreint d'intervenants”*, nous répond la diplomate lorsque nous l'avons interrogée sur sa nomination à la tête de l'ambassade de France. Côté marocain comme français, il est désormais question de travailler main dans la main dans le but de rebâtir le partenariat d'exception entre Rabat et Paris. Des deux côtés, des *“task forces”* sont formées et travaillent conjointement pour atteindre un objectif clair fixé par les deux chefs d'Etat. *“Re-co-construire sur des bases et une vision nouvelles”*, résume l'ambassadrice du Maroc en France. Sur la composition de cette équipe maroco-française rien ne filtre, étant donné le caractère confidentiel de la mission.

Mais un tour d'horizon dans la presse française permet de faire émerger certains noms. Côté marocain, on retrouve le conseiller royal Fouad Ali El Himma, le ministre des Affaires étrangères Nasser Bourita

ou encore l’ambassadeure du Maroc en France Samira Sitail. Côté français, les noms du chef de la cellule diplomatique de l’Élysée, Emmanuel Bonne, de la directrice de la direction Afrique du Nord et Moyen-Orient au Quai d’Orsay, Anne Grillo (passée par Rabat), et de l’ambassadeur de France au Maroc, Christophe Lecourtier, reviennent avec insistance. La liste est sans doute plus exhaustive. Mais les noms qui sont associés à la task force commune donnent une idée de la dimension que veulent donner les deux pays à leur réconciliation.

● Reposer les fondations

La task force maroco-française débute son travail autour d’un constat simple. Depuis 2017, et l’arrivée d’Emmanuel Macron au pouvoir, le monde a changé. Et le Maroc aussi. Durant cette période, le royaume a su tisser de nouvelles alliances qui se sont matérialisées par des partenariats sur des secteurs clés, ainsi que des liens commerciaux renforcés. Entre-temps, le Maroc a également changé de dimension en présentant des initiatives visant à stabiliser l’ensemble de son pourtour régional, qui inclut la région stratégique qu’est le Sahel. Le royaume a également travaillé à devenir une destination attrayante pour les investissements dans les énergies vertes, alors que l’Europe prépare sa transition énergétique. Autant de nouvelles donnes que l’on commence à prendre en compte du côté de Paris.

Les deux parties conviennent également de ne pas cantonner la relation Maroc-France à un cadre bilatéral. Dans l’esprit de Mohammed VI et d’Emmanuel Macron, le partenariat entre Rabat et Paris doit également profiter au pourtour immédiat du Maroc. *“D’une part, la France et le Maroc ont décidé de mettre en commun un certain nombre de*

moyens en vue de relever des défis pouvant toucher à la prospérité de nos peuples respectifs. D’autre part, il s’agit également de relever les défis pouvant impacter la région qui est la nôtre, c’est-à-dire le Maroc dans son extension africaine, le Maghreb ainsi que le continent”, résume Samira Sitail. *“Compte tenu du caractère tout à fait stratégique de la relation avec le Maroc, conforter et renforcer le royaume – comme l’a*

تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله
 ΑΛΟΤΙ ΨΥΣΣ* ΨοΗΗΙ | ΘοΘ | ΠοΑΛΘΟ οΧΗΗΣΑ ΕΒΑΛΛοΑ υΣΘ ΘΕΣΘ οΑ † ΣΘΟΙΨ ΘΘΘΣ
 SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI QUE DIEU L'ASSISTE

المملكة المغربية
 ROYAUME DU MAROC
 Royaume du Maroc

الجمهورية العربية السورية
 République Arabe de Syrie
 Minister of Agriculture, Rural Development and Fisheries

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
 République Algérienne Démocratique et Populaire
 Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche Maritime

الجمهورية التونسية
 République Tunisienne
 Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime et du Développement Rural

الجيل الأخضر
 GÉNÉRATION GREEN
 2020 - 2030

الملتقى الدولي للتمر بالمغرب
 SALON INTERNATIONAL DES DATTES AU MAROC
 أرفود ٥٥٥٣٨

الدورة
 14
 ÉDITION

التدبير المستدام للموارد المائية:
 أساس تنمية نخيل التمر و الواحات
 oθυ%λλ%οθ%ηοα ΣΣΘ%ΧοCι | UοCοα:
 oθΛοη Σ ΗΗΗΣ† | †ΗΘΧΣ† | †Σ†Σ† Λ †Υ†Ηο†Σ†
 GESTION DURABLE DES RESSOURCES HYDRIQUES:
 Base de Développement du Palmier Dattier et des Oasis

2025 | 02 | 29
 نونبر | أكتوبر
 NOVEMBRE | OCTOBRE

Partenaires officiels: ANEXOA, MAP, ICARDA, etc.



29 octobre 2024.
Le Roi organise un dîner officiel en l'honneur du Président français.

écrit le président Macron - dans ses enjeux essentiels, c'est renforcer aussi le partenariat d'exception qui existe entre nous. Il y a tant à faire pour relever les immenses défis qui s'offrent à nous, et les transformer ensemble en autant d'opportunités", relève pour sa part son homologue à Rabat, Christophe Lecourtier. En consolidant la relation Maroc-France et en multipliant les pistes de coopération, la task force maroco-française entend prémunir le partenariat entre les deux pays de toute rechute. "Nous avons décidé d'immuniser cette relation pour qu'elle ne soit pas détournée par des courants néfastes, existant dans notre voisinage immédiat en Europe ou ailleurs. Ces courants veulent absolument nous séparer et faire en sorte que le Maroc et la France - deux pays aux relations exceptionnelles - se tournent le dos", souligne l'ambassadrice du Maroc en France. Les premiers effets de cette coopération renforcée se font ressentir lors de l'examen du dossier du Sahara au Conseil de sécurité des Nations Unies à la fin du mois d'octobre 2023. Au moment des explications de vote du Conseil (après la prorogation du mandat de la Minurso), le représentant permanent français auprès

de l'ONU se lance dans un discours aux allures de main tendue au Maroc. Nicolas de Rivière dénonce d'abord la rupture du cessez-le-feu par le Polisario avant de rappeler le soutien "historique, clair et constant de la France au plan d'autonomie marocain", et de conclure son discours par un "il est désormais temps d'avancer", que la diplomatie marocaine n'aurait pas renié.

● Un plan avorté

La montée en puissance se poursuit. Durant les premiers mois de 2024, ce sont près d'une dizaine de ministres marocains qui rencontrent leurs homologues français. L'événement le plus symbolique ? La première visite officielle à Rabat, début mars 2024, de Stéphane Séjourné, le nouveau chef de la diplomatie française (lire *TelQuel* n°1079). Leader de la fronde anti-Maroc au Parlement européen, le nouveau ministre des Affaires étrangères passe près de deux heures avec Nasser Bourita. "L'ennemi d'hier" défend "un partenariat unique fondé sur un partenariat d'exception" devant les journalistes venus assister à la conférence de presse organisée à

© MAP
Driss Ben Malek.

l'issue de la rencontre entre les deux diplomates. Quelques semaines plus tard, les deux hommes se rencontrent, cette fois-ci à Paris. Au Quai d'Orsay, Nasser Bourrita affiche son plus grand sourire au moment de pénétrer dans le bureau de Vergennes (le bureau du ministre des Affaires étrangères français) aux côtés de son homologue français. Le diplomate marocain sait sans doute déjà que la France reconnaîtra bientôt la souveraineté du Maroc sur le Sahara. Reste encore à définir le modus operandi pour annoncer la nouvelle au reste du monde. L'annonce de l'évolution de la position française sur le Sahara devait initialement se faire en plusieurs actes. Le premier aurait dû avoir lieu au sein de l'Assemblée nationale où un élu – idéalement de la majorité macroniste – aurait interrogé l'un des ministres du gouvernement sur le positionnement de la France dans le dossier du Sahara. Dans un contexte où Paris venait tout juste d'autoriser des investissements publics dans la région. Le deuxième acte – toujours à l'Assemblée – consistait en la réponse d'un ministre réaffirmant la volonté française d'investir au Sahara, voire d'aller plus loin. Le troisième acte ? Une série de déplacements de ministres français au Maroc permettant de renforcer la collaboration, en prélude d'une visite du Premier ministre – Gabriel Attal en l'occurrence – à Rabat. L'acte final, lui, prévoyait une annonce présidentielle – dont le modus operandi restait encore à définir – entérinant la nouvelle position française sur le Sahara, en amont d'une visite officielle au Maroc. Sauf que ce plan, dont l'exécution était prévue pour le début de l'été, n'a pas pu être déployé. Défait lors des élections européennes, Emmanuel Macron décide de dissoudre l'Assemblée nationale dans la soirée du 9 juin.

● Game changer

La fenêtre de tir se réduit. Le second tour des élections législatives françaises a lieu le 7 juillet, suivi une semaine plus tard par les traditionnelles cérémonies du 14 juillet. La France s'active aussi en vue des Jeux olympiques qui débutent le 26 du même mois. Reste alors une date symbolique pour le Maroc, mais aussi pour Mohammed VI : la fête du trône.

“Reste alors une date symbolique pour le Maroc, mais aussi pour Mohammed VI : la fête du trône”

Et ce 30 juillet 2024 est doublement symbolique. *“Le timing de l'envoi de cette lettre a été choisi à dessein: la célébration des 25 ans de règne de Sa Majesté constitue un moment propice au bilan, mais aussi une période durant laquelle on se tourne vers l'avenir”*, nous confie l'ambassadeur de France au Maroc. Le choix du messenger n'est pas anodin non plus. C'est la ministre franco-marocaine Rachida Dati, qui s'était prononcée en faveur de la marocanité du Sahara, qui est choisie pour remettre la missive présidentielle à Mohammed VI. *“Il était important que ce jour trouve une incarnation très particulière, avec la présence à la fête du trône de la ministre Rachida Dati”*, complète le diplomate. *“Vous connaissez mon affection et mon attachement pour le Maroc dont est originaire ma famille. J'ai toujours plaidé au plus haut niveau de l'État pour que cette relation historique reste profonde et riche en contenu”*, résume pour sa part la ministre de la Culture. Mais dans le fond, que faut-il retenir de cette lettre ? En affirmant que *“le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine”*, Emmanuel Macron consacre la souveraineté du royaume sur ses provinces du Sud. Ce qui a des conséquences sur le traitement du dossier du Sahara à l'ONU puisque, désormais, la France considère que le plan d'autonomie marocain constitue l'unique voie de résolution au conflit du Sahara. Et Paris compte bien user de son influence pour faire pencher la balance en faveur du Maroc. *“La lettre du Président manifeste aussi notre volonté de travailler de concert à faire partager nos analyses et nos positions au sein d'organisations régionales comme l'Union européenne, comme dans les enceintes internationales telles que les Nations Unies et notamment son Conseil de sécurité. Le but est de poursuivre notre travail ensemble et de parvenir à une solution durable, juste et réaliste, acceptée par la communauté internationale”*, souligne Christophe Lecourtier. Côté marocain, on évoque un *“game changer”* qui pourrait permettre de clore le dossier du Sahara à l'ONU, une bonne fois pour toutes. *“La France est un pays membre du Conseil de sécurité avec toute l'influence que cela signifie. Désormais, trois (la France, les Etats-Unis et l'Espagne) des cinq pays membres du Groupe des amis du Sahara (en charge de la rédaction des résolutions onusiennes, ndlr) considèrent que le plan d'autonomie marocain constitue la seule issue pour résoudre le dossier”*, note un responsable de l'appareil diplomatique marocain. Au-delà du dossier du Sahara, bon nombre de perspectives de coopération s'offrent dorénavant aux deux pays, notamment sur le plan bilatéral.

MAROC - ROYAUME-UNI

Comment la diplomatie marocaine a séduit Westminster

Comment le Maroc a-t-il réussi à faire basculer le Royaume-Uni sur le dossier du Sahara ? De Westminster à Whitehall, récit exclusif de cinq années de diplomatie d'influence qui ont métamorphosé la position britannique.

Ce 1er juin 2025, dans les couloirs du ministère des Affaires étrangères à Rabat, les visages sont plutôt réjouis. On travaille certes un dimanche, mais l'atmosphère est à l'optimisme. C'est la consécration d'un travail de l'ombre mené depuis maintenant près de cinq ans dans les think tanks londoniens et les couloirs de Westminster qui touche à sa fin. Les derniers doutes s'évaporent devant les grands sourires affichés par le ministre des Affaires étrangères Nasser Bourita et son homologue britannique David Lammy, alors qu'ils se dirigent vers un point de presse commun.

Dans quelques minutes, la relation Rabat-Londres basculera. Le communiqué conjoint publié à l'issue de la rencontre entre les deux hommes changera le paradigme des relations entre les deux pays: *"Le Royaume-Uni considère que le plan d'autonomie marocain soumis en 2007 est la solution la plus crédible, viable et pragmatique pour résoudre ce différend"*. Une phrase qui sonne comme une révolution pour un pays qui s'est attaché pendant des décennies à rester neutre dans le dossier du Sahara, se contentant de soutenir le processus onusien.

Dès lors, il faut mesurer le chemin parcouru. Quelques années plus tôt, le Maroc n'était qu'un point perdu sur la carte pour les diplomates de His Majesty. Une zone grise africaine que l'on ne savait pas vraiment comment traiter du côté de Whitehall. Et la diplomatie marocaine en avait parfaitement conscience. En

réaction, une stratégie s'est dessinée : infiltrer, convaincre, séduire. Un travail mené sur plusieurs années, mêlant campagne d'influence dans les salons londoniens, lobbying dans les couloirs parlementaires, opération de charme auprès des think tanks influents et offensive business tous azimuts. Dans ce jeu géopolitique, un débat parlementaire de 21 minutes peut avoir autant d'effet que des années de négociations classiques. Pour comprendre cette percée diplomatique, il faut revenir sur le contexte politique britannique du début des années 2020.

● Chaises musicales à Downing Street

L'histoire aurait pu mal commencer. Au début de la décennie, le Royaume-Uni traverse une crise politique. Les Premiers ministres s'enchaînent au 10 Downing Street : Boris Johnson est évincé en 2022 après une série de scandales et laisse sa place à Liz Truss, dont le mandat historiquement court – un peu plus d'un mois – restera le symbole de cette instabilité chez les conservateurs britanniques. Elle sera remplacée par Rishi Sunak. Cette instabilité crée un casse-tête pour les diplomates marocains. Nos sources au ministère des Affaires étrangères se souviennent : *"Il était difficile de trouver un interlocuteur stable"*.

Là où d'autres auraient vu un obstacle, la diplomatie marocaine a flairé une opportunité. *"La politique britannique est une affaire de cycle"*, note un connaisseur de la scène politique britannique. *"Un parti reste généralement 12 ans au pouvoir avant de passer la*



Le changement de position de Londres sur la question du Sahara est le résultat d'une réadaptation de l'action diplomatique marocaine qui a tenu compte des besoins et intérêts britanniques au Maroc, mais aussi dans son espace régional. Ici, le ministre des Affaires étrangères Nasser Bourita et son homologue britannique David Lammy, le 1^{er} juin à Rabat.

main à l'opposition. En 2020, l'ère des conservateurs touche à sa fin. Tandis que la guerre en Ukraine n'a pas encore commencé", enchaîne notre source. Malgré la stratégie "Global Britain" déployée pour multiplier les partenariats commerciaux dans un monde post-Brexit, Rabat doit d'abord "se rendre audible" dans un environnement où "presque tout le monde veut se faire sa place", poursuit notre interlocuteur. Le défi est de taille.

Le royaume souffre alors d'une véritable malédiction géographique. Dans les bureaux de Whitehall, le dossier Maroc traîne quelque part entre l'Afrique et le Moyen-Orient, sans jamais trouver sa vraie place. La diplomatie britannique classe le royaume comme un pays de la région MENA alors que le Maroc, lui, se présente comme un pays africain et projette ses stratégies sur le continent. Résultat : une incompréhension permanente dans le traitement du dossier. Cette confusion n'est pas anodine. Traditionnellement, Londres n'accorde pas beaucoup d'importance à l'Afrique du Nord et de l'Ouest, davantage considé-

rée comme une zone d'influence française, tandis que les Britanniques sont présents en Afrique de l'Est et australe. Le Maroc doit donc se faire entendre.

● L'offensive de charme

À Londres, les diplomates marocains déploient alors une stratégie qui a prouvé son succès dans d'autres capitales européennes : multiplier les canaux de communication, occuper l'espace. La première bataille est celle de l'image, histoire de mettre fin à certains clichés sur le royaume.

"Le Maroc ce n'est pas seulement le soleil associé aux vacances ou le pays qui produit les légumes marocains largement exportés vers le Royaume-Uni. Le Maroc c'est aussi le pays où le soleil est transformé en énergie propre capable de nourrir l'industrie locale et, pourquoi pas, de fournir de l'énergie au Royaume-Uni", indiquent les représentants du royaume à leurs homologues. Voilà, en résumé, le message adressé aux différents acteurs de la scène politique britannique au début des années 2020.

C'est dans cette logique qu'intervient XLINKS. Ce projet privé britannique de câbles sous-marins, annoncé en fin d'année 2021, veut transporter l'électricité produite par les énergies renouvelables marocaines jusqu'aux foyers britanniques. Un game changer pour la diplomatie marocaine qui exploite ce filon.

"*XLINKS permet de modifier le narratif et de rendre plus crédible le discours marocain sur l'énergie*", confie un observateur de la scène énergétique. Certes, "*les gouvernements n'ont aucune implication directe*", mais le timing ne pouvait pas mieux tomber. "*C'est une chose bienvenue. Le pays est perçu comme avant-gardiste, notamment dans le domaine des énergies, et cela permet de mettre en avant ses réalisations dans le domaine*", enchaîne notre source. Cette stratégie de repositionnement se déploie méthodiquement sur tous les fronts. Le 5 juin 2024, les relations commerciales post-Brexit sont en cours de reconstruction. Ce jour-là, la Law Society de Londres - temple du droit britannique - se transforme en vitrine du Maroc moderne. Le Morocco Investment Forum, organisé par Invest Africa en partenariat avec l'ambassade du Maroc, réunit tout ce que Londres compte d'investisseurs, de décideurs et d'influenceurs dans le cadre du prestigieux programme "*The Africa Debate*."

Rien n'est laissé au hasard. Durant quatre heures, se succèdent des panels soigneusement orchestrés. Leïla Benali, ministre de la Transition énergétique et du développement durable, et Fouzi Lekjaâ, ministre délégué au Budget, donnent le ton depuis Rabat. Sur place, les représentants marocains jouent leur partition à tour de rôle : Tarik Hamane, alors directeur général par intérim de Masen, Reda Hamedoun, directeur exécutif de Nareva, ou encore Mehdi Tazi Riffi de Tanger Med. Côté britannique, Daniel Horner de Dar UK évoque les "*initiatives stratégiques marocaines*", tandis que Stephen Orr, de la British Chamber of Commerce Morocco, représente les intérêts commerciaux britanniques au Maroc. Les avantages du royaume sont martelés : position géographique stratégique, stabilité politique et économique, réformes favorables aux affaires.

Les secteurs clés défilent : énergies renouvelables

Le Maroc manifeste un intérêt croissant pour l'industrie de défense britannique.

avec un focus sur l'hydrogène vert, télécommunications, automobile, infrastructures... Sans oublier la carte maîtresse des opportunités offertes par la Coupe du Monde 2030, co-organisée par le Maroc, l'Espagne et le Portugal. Une perspective qui met des paillettes dans les yeux des investisseurs londoniens. Ancien chef de cabinet de Mostafa Terrab à l'OCP, l'ambassadeur du Maroc au Royaume-Uni, Karim Hajoui, met à contribution son expérience. En conférence, il valorise systématiquement l'ancrage africain du Maroc, citant en exemple la politique des engrais déployés par le groupe OCP sur le reste du continent. On peut aussi voir le diplomate s'afficher aux côtés de responsables nigériens pour promouvoir le projet de pipeline entre les deux pays. Là encore, un projet à vocation continentale. Cette stratégie de positionnement vise à ancrer dans les esprits britanniques l'image d'un Maroc leader régional en Afrique. Mais le royaume ne mise pas tout sur le business.

● La carte sécuritaire

Le Maroc joue également la carte sécuritaire. Nos responsables insistent sur l'ancrage africain de la politique étrangère du royaume avec une communication centrée sur sa politique dans les pays du Sahel. "*Il s'agissait avant tout de mettre en avant le nexus sécurité-développement et la lutte contre la migration clandestine*", résume une source au fait des discussions. L'initiative royale pour le Sahel est, dans ce sens, largement présentée aux différents acteurs britanniques : diplomates, parlementaires, mais aussi responsables sécuritaires. Cette approche stratégique se traduit concrètement par le renforcement d'une coopération militaire ancienne. Depuis 1989, les armées des deux pays organisent l'exercice conjoint Jbel Sahara, dont la dernière édition s'est tenue en octobre 2024. Récemment, cette collaboration s'est étendue : des troupes britanniques participent désormais aux manœuvres militaires African Lion, co-organisées par le Maroc et les États-Unis. Les forces des deux pays s'exercent aussi ensemble dans le cadre de l'exercice Flintlock, organisé par Africom, dont la dernière édition s'est tenue en Côte d'Ivoire en avril dernier. La coopération opérationnelle s'accompagne d'un dialogue institutionnel soutenu. Dès 2020, James Heapey, alors ministre de la Défense britannique, effectue une visite au Maroc, marquant le début d'une intensification des échanges. En octobre 2024, c'est au tour du vice-amiral Edward Ahlgren, conseiller militaire supérieur pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, de rencontrer le ministre délégué chargé de l'Administration de la défense nationale, Abdellatif Loudiyi, ainsi que Abdellatif Hammouchi. Cette dy-



© DR



Le Maroc a multiplié les actions d'influence à Londres, comme ici avec la participation de l'ambassadeur du Maroc au Royaume Uni, Hakim Hajoui au Sommet Africa Unlocked, qui s'est tenu en mars dernier.

namique culmine en mars 2025 avec la visite de ce dernier à Londres. Le patron de la DGSN (Direction générale de la sûreté nationale) et de la DGST (Direction générale de la surveillance du territoire) y rencontre des responsables du MI-5 (le service de renseignement britannique) et de la police londonienne. Ce rapprochement institutionnel ouvre naturellement la voie à des opportunités commerciales. Le Maroc manifeste un intérêt croissant pour l'industrie de défense britannique, comme en témoigne la mission organisée par le groupe ADS (Aerospace, Defence, Security & Space) en février 2025. Cette mission a permis de présenter les capacités britanniques aux autorités marocaines et d'organiser des rencontres avec l'administration de la défense, la police nationale, la gendarmerie et d'autres agences gouvernementales. Cette séquence 2024-2025 révèle une intensification de la coopération sécuritaire dans tous les domaines. Sur ce plan, les signaux sont définitivement au vert.

● Tories on the cake

Pendant que la machine économique et sécuritaire se déploie, une autre bataille, plus subtile, se joue dans les couloirs feutrés de Westminster Palace. *“Le parlement britannique est le cœur battant de la vie politique au Royaume-Uni. Les ministres y sont régulièrement présents car ils continuent de représenter leur circonscription électorale. Avec tous les débats, échanges et contradictions que l'on y retrouve, c'est un espace où le Maroc a pu faire entendre sa voix”*, résume ce connaisseur de la vie politique britannique. La diplomatie marocaine effectue un “mapping” des MPs (députés) et des Lords siégeant dans les deux chambres du parlement, avec des critères multiples et pragmatiques. *“Certains ont un intérêt pur pour le Maroc, d'autres pour le champ d'application des accords d'Abraham et d'autres pour les questions énergétiques”*, nous confie une source ayant travaillé sur le dossier. Le travail avec les Tories (les conservateurs britanniques) débute dans un contexte plutôt propice avec *“un Boris Johnson qui semble favorable au rapprochement avec le Maroc”*, poursuit notre source. Mais les diplomates du royaume doivent composer avec l'instabilité gouvernementale britannique. Progressivement, *“des discussions et un rapprochement des points de vue sont initiés avec David Cameron (lorsqu'il est nommé chef de la diplomatie du gouvernement Sunak, ndlr)”*. Le royaume se constitue une force de soutien avec pour deadline les élections législatives de juillet 2024.

Un homme illustre l'impact du message du Maroc au sein des Tories : Daniel Kawczynski. Membre du parlement britannique depuis 2005 (et jusqu'à sa défaite en juillet 2024), expert du Maghreb et opposant farouche au Polisario, il réclame, le 8 mai 2024, un débat parlementaire. Il monopolise 21 minutes pour plaider la cause marocaine, pointe le retard britannique face aux concurrents occidentaux et compare même le Polisario à l'IRA (l'Armée républicaine irlandaise, aujourd'hui dissoute). Plus audacieux encore, il critique publiquement l'ambassadeur britannique au Maroc qu'il juge *“bloqueur d'une reconnaissance”*. Coïncidence ? Simon Martin sera rappelé à Londres quelques semaines plus tard. *“Daniel Kawczynski est un véritable agitateur”*, résume une source proche du dossier lorsqu'on évoque le nom de l'élu britannique. Son intervention passionnée en faveur du Maroc au parlement n'est pas le fruit du hasard. Quelques mois avant celle-ci, le MP britannique a visité le royaume, et a notamment rencontré Nasser Bourita. Lors de sa visite, il aurait été davantage sensibilisé à la vision du Maroc concernant le développement du Sahara, mais aussi aux

Une coopération avec le Maroc est la bienvenue pour de nouveaux élus du Labour, soucieux de s'attirer les votes de la diaspora marocaine.

perspectives d'un partenariat renforcé entre les deux pays. Son intervention a un impact immédiat et déterminant. *“Grâce à ce débat au parlement, un espace de pression a été créé pour pousser le gouvernement britannique à réagir sur ce sujet”*, nous résume un connaisseur du dossier. Quelques semaines plus tard, un collectif de 30 MPs et Peers (membres de la chambre des Lords) conservateurs signe une pétition réclamant au gouvernement Sunak de revoir sa position sur le plan d'autonomie marocain.

● Lammy du Maroc

Mais si le Maroc s'appuie sur les Tories, il ne place pas pour autant tous ses œufs dans le panier conservateur. Le royaume cultive également ses contacts au sein du Labour Party, l'autre grand parti britannique. À raison, puisque les élections législatives de juillet 2024 seront remportées par les travaillistes. C'est ainsi qu'un rapprochement a été initié avec le travailliste David Lammy bien avant qu'il ne soit nommé ministre dans le gouvernement du Premier ministre Keir Starmer. *“Il fallait faire ce pari d'avenir. Miser sur une relation avec lui avant qu'il ne soit entouré d'une vingtaine de conseillers qui pourraient interférer”*, résume cet acteur du rapprochement entre les deux pays. Les contacts ont débuté durant l'année 2023. Il est alors Shadow Minister (membre du parti d'opposition officielle qui est choisi par le chef de l'opposition pour limiter et surveiller les responsabilités d'un ministre du gouvernement) au Foreign Office britannique. Lors de la visite de David Lammy au Maroc, les 1er et 2 juin, on insiste sur les enjeux de développement liés au Sahara, mais aussi sur l'opportunité économique potentielle que la région représente pour les entreprises britanniques. *“Il a compris l'enjeu”*, assure une source au fait des discussions avec le ministre des Affaires étrangères britannique. En juin 2024, le Shadow Minister publie une tribune remarquée dans le magazine britannique Foreign Af-

fairs, où il plaide pour que l'Occident reconnaisse la montée de *“puissances intermédiaires”* et s'associe avec le Sud global. Sa doctrine du *“réalisme progressif”* - défendre la souveraineté des États plutôt que de la saper - résonne parfaitement avec l'approche marocaine du dossier du Sahara.

● Labourer le champ politique

Mais David Lammy n'a pas été le seul politique concerné par l'approche *“Labour”* du Maroc. Là encore, un *“mapping”* a été réalisé pour déterminer les personnalités de la gauche britannique les plus sensibles au discours marocain. Le discours est également adapté aux interlocuteurs conservateurs. *“Autant chez les Tories on peut retrouver des vieux requins de la politique, autant au Labour il y a des profils neufs qui ont besoin de faire leurs preuves et qui sont à la recherche de moyens pour animer leur communauté. Il fallait donner une dimension sociale à la relation”*, souligne une source proche du dossier. Une coopération avec le Maroc est la bienvenue pour de nouveaux élus du Labour, soucieux de s'attirer les votes de la diaspora marocaine résidant dans leurs circonscriptions. Joe Powell, MP de Kensington et Bayswater (dans l'ouest londonien), illustre cette stratégie de ciblage communautaire. L'homme étant soucieux d'*“améliorer la vie de ses électeurs marocains”*, des discussions sont rapidement entamées avec les acteurs de la diplomatie marocaine à Londres en vue d'une collaboration. En janvier 2025, l'élu fonde et intègre, aux côtés de quinze autres de ses homologues travaillistes au parlement, le groupe de soutien *“Labours for Morocco”*. Il en est le premier président. *“Au sein de ce groupe, les discussions sont davantage centrées sur le développement du pays, l'éducation et les droits humains. Il inclut des personnes intéressées par le potentiel énergétique du royaume, mais aussi le potentiel des échanges avec le pays”*, nous indique une source au fait de l'activité parlementaire britannique. Les planètes s'alignent. Le dossier du Sahara fait l'objet d'une adhésion bipartisans (travaillistes et conservateurs) au Royaume-Uni. Un fait rare.

● Serendipity

C'est dans le contexte de cette adhésion bipartisans que les responsables de la diplomatie marocaine s'activent à préparer la 5e session du dialogue stratégique Maroc-Royaume-Uni, tenue ce 1er juin au ministère des Affaires étrangères à Rabat. Quelques jours auparavant, le 26 mai, le Maroc bénéficie d'un énième coup de pouce : le Kenya annonce qu'il considère que le plan d'autonomie marocain pour le Sahara



© DR

Le Maroc a anticipé le passage de flambeau entre Tories et Labour. L'ambassadeur du Maroc, Hakim Hajoui, qui a mené un travail de longue haleine, salue le Premier ministre britannique Keir Starmer, à Londres en décembre dernier.



constitue *“la seule approche durable”* pour résoudre ce différend régional. *“À Londres, cette information a eu un écho particulier. Non seulement en raison des positions historiques du Kenya, d’habitude aligné sur le Polisario, mais aussi en raison de l’intérêt stratégique de Nairobi pour le Royaume-Uni qui y a conservé des bases militaires”*, nous explique un acteur du dossier. C’est donc devant un Nasser Bourita tout sourire que David Lammy annonce l’évolution de la position britannique, le 1er juin à Rabat. Il la réaffirme deux jours plus tard devant les élus britanniques à Westminster Palace. Du côté de la diplomatie marocaine, l’heure n’est pourtant pas à l’autosatisfaction. *“Il faut que ce changement soit consolidé. Il nous faut une base solide au Royaume-Uni pour l’ancrer davantage”*, nous confie un acteur de la diplomatie marocaine. On attend également

des efforts du côté de Londres. Effet domino : le 3 juin, un communiqué conjoint Maroc-Ghana, rendu public, reconnaît la primauté du plan d’autonomie marocain dans la résolution du conflit du Sahara. D’ailleurs, du côté de Rabat, on espère que le Royaume-Uni saura porter cette nouvelle position au sein des instances internationales comme le Commonwealth. Car parmi ses 53 membres, siègent des pays entretenant une proximité avec le royaume : comme le Canada (lien migratoire) ou l’Australie (lien commercial avec le phosphate). Les diplomates britanniques pourraient être aidés par cette dynamique africaine naissante. *“Il y a comme un sentiment de serendipity (sérendipité). À nous de faire en sorte qu’il continue”*, conclut une source diplomatique marocaine. Le pari était audacieux. Il s’est révélé gagnant.

DU REJET À LA RÉCONCILIATION

Comment le Maroc a transformé la crise espagnole en victoire

Suite à l'affaire Ghali qui a plongé les relations Maroc-Espagne dans une crise sans précédent, Rabat a su transformer une trahison en levier stratégique. Retour sur un tour de force diplomatique qui a redessiné la carte des alliances au Sahara.

“**D**es choses se font. Bien évidemment, on ne peut pas tout vous dévoiler, mais des process sont en cours. Cela nécessite du temps. Beaucoup ont l'impression que le Maroc a agi de la mauvaise manière, mais vous verrez bien que ce que nous tirerons de cette crise nous sera favorable”. Nous sommes en janvier 2022. Près de six mois après le déclenchement de la crise avec le voisin espagnol, ce diplomate marocain est l'un des premiers à parler d'un réchauffement à venir entre Madrid et Rabat. À l'époque, peu le croient. Deux mois plus tard, il aura eu raison sur toute la ligne.

● La trahison

Le 18 avril 2021, le leader du Polisario Brahim Ghali, 73 ans, poursuivi pour torture et crimes de guerre, arrive incognito en Espagne grâce à un passeport diplomatique algérien. Admis à l'hôpital de San Pedro de Logroño, gravement malade du Covid, son accueil discret par Madrid déclenche une crise diplomatique majeure. *"Il y a des actes qui ont des conséquences et qu'il faut assumer"*, déclare l'ambassadrice du Maroc à Madrid, Karima Benyaich, le 18 mai 2021, avant d'être rappelée à Rabat pour *"consultation"*. Au-delà du cas Ghali, c'est le fil rouge du Sahara qui rejaillit. Rabat souhaite que Madrid emboîte le pas à Washington et reconnaisse

la souveraineté du Maroc. *"Le Maroc veut augmenter la pression sur cette question en opérant un vrai tournant dans sa stratégie diplomatique"*, analyse Irène Fernandez-Molina, professeure de relations internationales à l'université d'Exeter.

Depuis la crise de l'îlot Leila en 2002, le royaume avait multiplié les initiatives envers Madrid : coopération sécuritaire et économique renforcée. Mais l'Espagne a balayé ces avancées d'un revers de main. La réponse marocaine ne se fait pas attendre. Le 17 mai, plus de 8000 migrants déferlent sur Sebta. Le message est clair : la relation Maroc-Espagne est un package, pas une relation à la carte. En *"trahissant"* le Maroc sur le Sahara, l'Espagne a perdu un allié dans le contrôle des frontières.

● L'européanisation manquée

Madrid tente alors de transformer ce conflit bilatéral en affaire européenne. Le 10 juin 2021, le Parlement européen adopte une résolution hostile au Maroc, accusant Rabat d'avoir utilisé les mineurs comme *"moyen de pression politique"*. Le texte, porté par l'eurodéputé espagnol Jordi Cañas Pérez, est approuvé par 397 eurodéputés. L'essentiel de ses soumissionnaires sont espagnols, le PSOE soutenant largement l'initiative.

Mais la stratégie espagnole se heurte à ses limites. Adoptée à une courte majorité de 45 voix, avec un



13 février 2019. Le Roi Mohammed VI et le Roi Felipe VI à Rabat.

taux d'abstention record de 196 élus (dont la majorité des députés français LREM), la résolution témoigne d'une réelle dissension.

"Pourquoi chercher à exporter une crise entre deux pays et vouloir la transformer en crise entre Rabat et Bruxelles ? C'est la première fois que l'on voit l'Espagne vouloir transformer un conflit bilatéral en conflit multilatéral", témoigne un diplomate marocain. Pour Nasser Bourita, le Parlement européen a fait l'objet d'une *"instrumentalisation"*, créant une *"logique de surenchère politique à courte vue"*.

Au lendemain du vote, le parlement arabe et le parlement panafricain affichent leur soutien au Maroc. Ces soutiens se sont manifestés *"de manière spontanée, le Maroc n'a pas fait appel à ces institutions"*, assure un interlocuteur diplomatique.

● Le tournant de mars 2022

C'est acté le 14 mars 2022. La primature espagnole adresse une lettre à Mohammed VI aux allures de main tendue. Dans cette missive, Madrid promet

une *"transparence absolue"* au Maroc, dont il veut être *"un grand ami et un grand allié"*.

Après quarante-sept années d'une neutralité tout sauf *"positive"*, versant plutôt dans le négatif, l'Espagne acte officiellement un soutien clair à la proposition d'autonomie marocaine pour le Sahara, la qualifiant de *"base la plus sérieuse"* pour résoudre le conflit. Au passage, près d'un an après l'hospitalisation de Brahim Ghali, Madrid promet de s'abstenir de *"toute action unilatérale"*.

Cette lettre n'est pas le fruit d'un élan d'amour soudain. Selon plusieurs médias marocains et espagnols, le contenu de la missive a fait l'objet de *"plusieurs mois de négociations"*, particulièrement poussées sur le plan d'autonomie marocain.

Reçue le 14 mars, cette lettre ne sera officiellement diffusée que quatre jours plus tard par le Palais, après analyse, à travers un communiqué du cabinet royal. Cette méthode de communication nouvelle de la diplomatie marocaine a été cautionnée par Madrid. Elle avait déjà été utilisée quelques



La lettre envoyée par Pedro Sánchez au Roi Mohammed VI, en mars 2022, est un tournant dans les relations entre les deux pays.

mois plus tôt pour marquer la fin de la crise avec l'Allemagne, le cabinet royal ayant alors diffusé le contenu d'une lettre du président Frank-Walter Steinmeier. Dans son message, Pedro Sánchez reconnaît *"l'importance de la question du Sahara pour le Maroc"* et *"considère l'initiative marocaine d'autonomie, présentée en 2007, comme la base la plus sérieuse, réaliste et crédible pour la résolution du différend"*. Il souligne également *"les efforts sérieux et crédibles du Maroc dans le cadre des Nations Unies"*. *"Notre objectif est de construire une nouvelle relation, basée sur la transparence et la communication permanente, le respect mutuel et les accords signés par les deux parties et l'abstention de toute action unilatérale"*, poursuit Pedro Sánchez. *"L'Espagne agira avec la transparence absolue qui correspond à un grand ami et allié. Je vous assure que l'Espagne tiendra toujours ses engagements et sa parole."*

● Un impact symbolique et stratégique majeur

Madrid a longtemps fait figure d'épouvantail dans le projet de parachèvement de l'intégrité territoriale du Maroc. Dans un contexte de décolonisation, entre la fin du protectorat et la Marche verte en 1975, l'Espagne a multiplié les tentatives visant à créer un État tampon au Sahara, allant même jusqu'à an-

noncer, de manière unilatérale, l'autonomie de ce territoire. Il a fallu attendre la Marche verte et la signature des accords de Madrid en 1975 pour mettre fin à l'implication espagnole. En vertu de ces accords, l'Espagne se retirait totalement du Sahara sur lequel elle cédait ses droits au Maroc mais aussi à la Mauritanie (qui y a ensuite renoncé). Depuis, la position de Madrid a oscillé entre la neutralité et l'opposition sur ce dossier ô combien important pour son voisin du Sud.

Cette déclaration est donc une véritable victoire symbolique pour le Maroc qui a vu un ancien opposant se transformer en acteur neutre puis en soutien de sa proposition d'autonomie.

● L'effet domino au sein du Groupe des Amis du Sahara

Chaque année, le Groupe des Amis du Sahara au sein des Nations Unies élabore la résolution relative à la Mission des Nations Unies au Sahara (Minurso) qui doit être soumise au vote du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce groupe inclut cinq pays : la France, la Russie, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Espagne. Or, durant ces 18 derniers mois, deux des cinq pays ont radicalement changé leur position sur le dossier. Avant l'Espagne, les États-Unis ont reconnu, en décembre 2020, la marocanité du Sahara. Cette décision, adoptée par l'administration Trump, n'a pas été révisée sous l'administration Biden. Les États-Unis sont d'ailleurs les rédacteurs de la résolution relative à la Minurso qui, sur le principe, doit faire l'objet d'un consensus au sein du Groupe.

Un accord sur le texte devrait donc être plus facile à trouver maintenant que l'Espagne soutient, comme les États-Unis, la proposition d'autonomie marocaine. Un élément de taille, surtout lorsque l'on sait que les dernières résolutions sur le Sahara adoptées par le Conseil de sécurité se sont montrées favorables au Maroc et à ses positions. Cette évolution montre que l'argumentaire de la diplomatie marocaine a fini par faire mouche au sein de deux diplomaties lourdement impliquées dans le dossier.

On sait désormais que la France, mais aussi le Royaume-Uni, se sont alignés sur ces vues. Mais c'est l'Espagne le déclencheur de cet effet domino. En transformant un ancien opposant en soutien actif, le Maroc a validé sa stratégie : refuser de compartimenter les dossiers et assumer pleinement les conséquences de ses décisions pour imposer une nouvelle réalité. Ce diplomate qui confiait en janvier 2022 que le Maroc tirerait profit de cette crise avait vu juste.



ADM en chiffres



1 800
Km d'Autoroutes



Plus de
1 750
Ouvrages d'Art



500 000
Véhicules par Jour



1 500 000
Clients-usagers
par Jour



62 Aires
de services



+2 000 000
Abonnés Jawaz



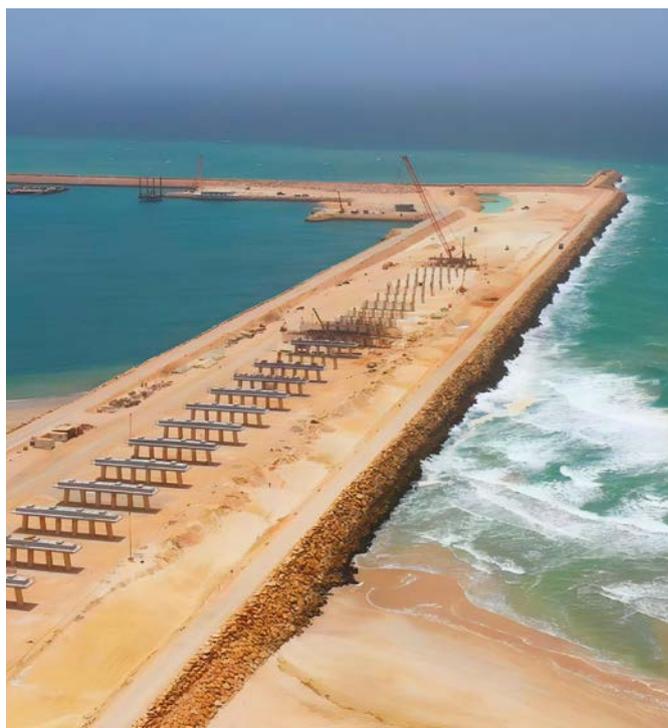
CHANTIERS

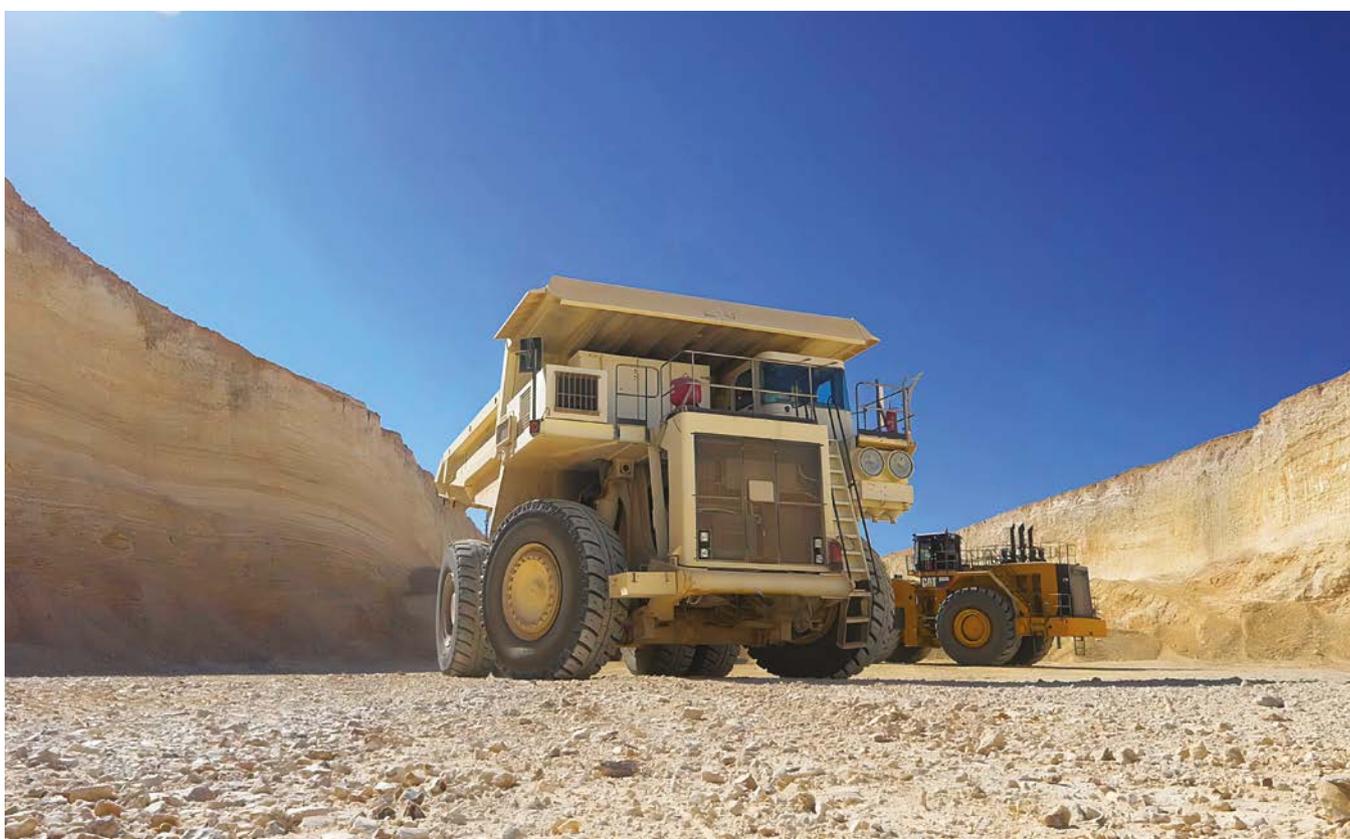
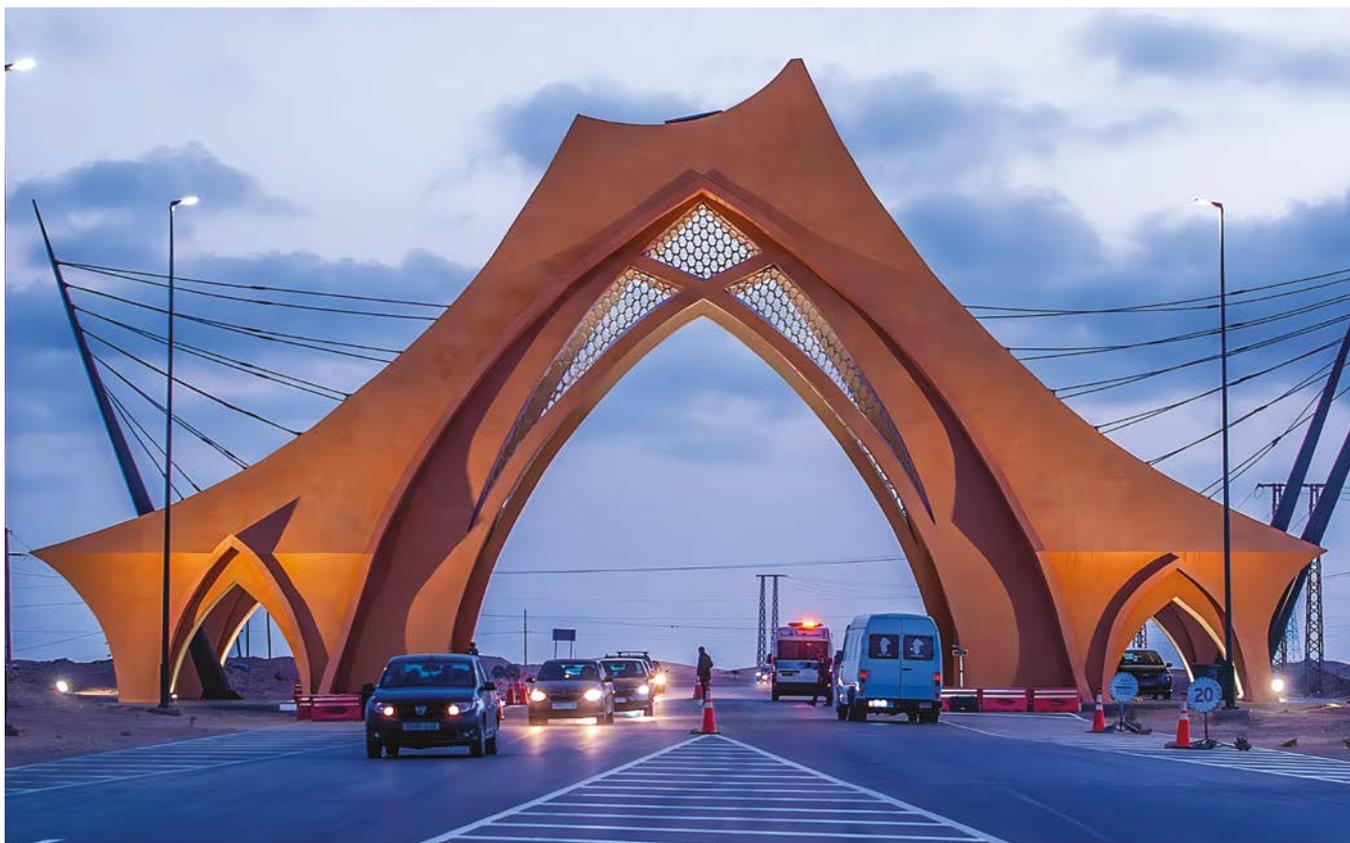
Le nouveau visage du Sahara

Les villes du Sahara connaissent depuis deux décennies une transformation majeure. Elles attirent de plus en plus d'investissements, nationaux et étrangers, et sont une destination attractive pour les touristes. Des infrastructures modernes et gigantesques redonnent au Sahara un nouveau visage.



La Marche verte : l'épopée édité par La Croisée des Chemins
650 DH
Commandez ce livre sur Qitab.ma ou par Whatsapp au 06 71 81 84 60







التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank
Croire en vous

CONNECTÉS, OÙ QUE VOUS SOYEZ
RENDEZ-VOUS SUR ATTIJARI MOBILE





تهلا فصحتك



"تهلا فصحتك" – Parce que la maladie chuchote avant de crier.

Elle s'immisce en silence dans nos vies, se cache derrière une fatigue banale, une douleur passagère, un signe que l'on ignore. Puis, un jour, elle frappe de plein fouet, imposant des traitements lourds et réduisant les chances de guérison. Attendre, c'est lui laisser le contrôle.

Ne laissez pas ces chuchotements devenir un cri. La prévention est votre meilleure arme. Écoutez votre corps, faites-vous dépister dès les premiers symptômes.

Suivez-nous sur : [f](#) [@](#) [in](#) [v](#) [d](#)

*Prenez soin de votre santé